

DES APPORTS DANS LES SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le mercredi 13 Novembre 1929, à 2 heures

PAR

Paulette CCURTOIS

Président : M. G. RIPERT, professeur.

Suffragants : { MM. WAHL
PERCERON } professeurs

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Maresq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

—
1929

DES APPORTS
DANS LES SOCIÉTÉS
A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DES APPORTS DANS LES SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le mercredi 13 Novembre 1929, à 2 heures

PAR

Paulette COURTOIS

Président : M. G. RIPERT, *professeur.*

Suffragants : { MM. WAHL
PERCEROU } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

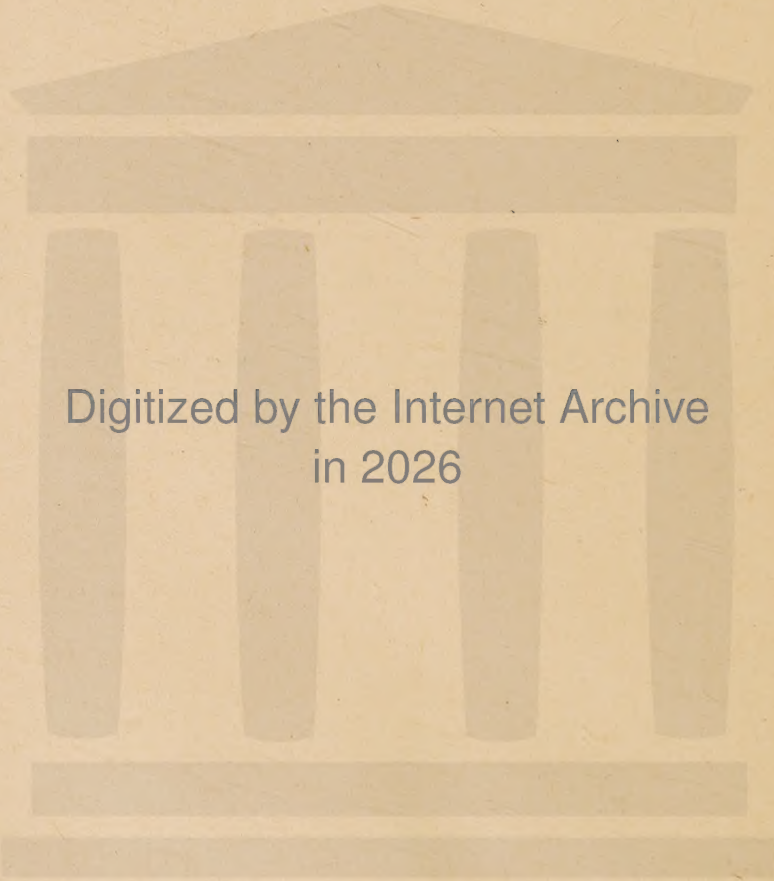
Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

—
1929



*A M. le Professeur G. Ripert qui m'a fait
l'honneur d'accepter la présidence de cette thèse, en
hommage de ma respectueuse gratitude pour tous les
conseils éclairés qu'il a bien voulu me prodiguer.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551830_0019

INTRODUCTION

Avant l'intervention de la Loi du 7 mars 1925, qui a créé en France les Sociétés à responsabilité limitée, il existait, dans notre législation, trois types de sociétés commerciales :

1° Les *sociétés en nom collectif*, formées entre un petit nombre d'individus se connaissant et dans lesquelles les associés sont tenus, personnellement et solidairement sur tous leurs biens, des dettes sociales envers les tiers ;

2° Les *sociétés en commandite*, comprenant deux classes d'associés : les commandités, tenus solidairement et sur tous leurs biens, des dettes sociales ; les commanditaires, tenus seulement jusqu'à concurrence de leurs mises ;

3° Les *sociétés anonymes*, destinées aux groupements importants et dans lesquelles aucun associé n'est responsable des dettes sociales au-delà de son apport.

Ce système qui semblait répondre à tous les besoins de la pratique, contenait cependant une lacune.

Il était, en effet, impossible à quelques personnes, désireuses à la fois de limiter leurs risques et de prendre une part active à la gestion d'une affaire, de trouver

dans notre législation une forme de société répondant à leurs desiderata.

Recouraient-elles à la société en commandite, elles ne pouvaient limiter leur responsabilité qu'en s'engageant à ne pas s'immiscer dans la gestion de la société.

Choisissaient-elles, au contraire, la société anonyme, il leur fallait se plier à toutes les formalités compliquées et gênantes qu'exige la constitution de cette société.

Malgré les efforts d'une Jurisprudence favorable, les groupements peu étendus, les associations familiales se trouvaient ainsi fort embarrassés quant au choix du type de société à adopter.

Déjà, un certain nombre de pays étrangers avait porté remède à cette situation et donné une solution au problème qui se posait de la même façon chez eux.

En Allemagne, la loi d'Empire du 20 avril 1892 avait institué la *Gesellschaft Mit Bechränkter Haftung*, modifiée par l'Art. 11 de la loi du 10 mai 1897 qui mettait en vigueur le Code de Commerce allemand. Le texte complet de la loi remanié avait été publié par une loi du 20 mai 1898 et le succès de cette société à responsabilité limitée avait été considérable.

En Autriche, la loi du 6 mars 1906, inspirée directement de la législation allemande, avait également créé la société à responsabilité limitée.

En Angleterre, les *Private Companies*, qui s'opposent aux *Public Companies* jouent le rôle de sociétés à responsabilité limitée. Créées par la pratique, elles furent reconnues par l'Act de 1900, qui jugé insuffisant, fut remplacé par l'Act de 1907, lui-même reproduit et com-

plété par l'Act de 1908, le Companies Act de 1913, le Companies Act de 1917.

La France s'était ainsi laissée devancer par les autres pays. Cependant, il ne faudrait pas croire qu'elle se désintéressait de la question et déjà, avant la guerre, nos Chambres de Commerce avaient demandé, aux pouvoirs publics, de mettre un projet à l'étude.

Leur appel ne fut pas entendu, le monde des affaires s'accommodant tant bien que mal du système organisé par le Code de Commerce.

Les choses en seraient peut-être restées, longtemps encore, au même point, si un fait nouveau n'avait surgi, précipitant la réforme; ce fait nouveau est la restitution, à la France, de l'Alsace-Lorraine, par l'effet du Traité de Versailles, qui a posé, d'une façon pressante, la question de l'introduction dans nos lois commerciales, de la société à responsabilité limitée.

L'Alsace-Lorraine, en effet, régie depuis son annexion, par les lois allemandes, connaissait, depuis 1892, la société à responsabilité limitée, sous le nom de *Gesellschaft mit bechränkter Haftung*. Cette forme de société y était très développée et lors du retour de l'Alsace-Lorraine à la France, les milieux du commerce et de l'industrie insistèrent fortement pour le maintien de l'institution dans leur pays et même son extension à la France entière.

C'est pour répondre à ces demandes justifiées et aussi pour doter la France d'une institution qui lui manquait, que les Pouvoirs Publics décidèrent de mettre la question à l'étude.

Divers projets, successivement repoussés pour différentes raisons (Proposition Reville-Leredu, janvier 1919 — Proposition Maillard et Bureau, 23 janvier 1920) aboutirent enfin au projet de loi du 16 mars 1920, d'où est sortie, après quelques remaniements, la Loi du 7 mars 1925.

La réforme fut, en général, bien accueillie par les milieux intéressés (Avis favorable des Chambres de Commerce de Paris, Marseille, Angers, etc...). Seule, la Chambre de Commerce de Lyon donna un avis défavorable.

Depuis la promulgation de la loi, le nombre des sociétés à responsabilité limitée n'a fait, du reste, que croître et ce résultat prouve l'utilité de la réforme accomplie.

La société à responsabilité limitée, telle qu'elle figure dans la loi du 7 mars 1925, — tout en s'inspirant largement de la *Gesellschaft mit bechränkter Haftung*, — s'en écarte cependant sur un certain nombre de points importants. Il fallait donc songer à établir un régime transitoire pour les sociétés alsaciennes et lorraines qui continuaient à fonctionner sous le régime de la loi allemande de 1892.

Une Loi du 10 février 1926 intervint à cet effet, d'où il résultait qu'au plus tard deux ans après sa promulgation, les sociétés à responsabilité limitée des trois départements recouvrés devraient avoir modifié leurs statuts pour les mettre en harmonie avec la Loi française et rempli toutes les formalités de constitution exigées par cette loi.

A l'heure actuelle, par conséquent, l'unification est accomplie.

Telle est, brièvement résumée, la genèse de la Loi du 7 mars 1925, créant en France les sociétés à responsabilité limitée.

L'ensemble des dispositions légales ainsi adoptées ne rentre pas dans le cadre de cette étude. Nous ne nous proposons d'examiner ici que la question des apports dans les sociétés à responsabilité limitée. Le législateur n'a pas craint d'apporter, dans cette matière, des solutions nouvelles qui s'inspirent de l'idée suivante :

La société à responsabilité, n'engageant la responsabilité de ses membres que jusqu'à concurrence de leurs apports, il est nécessaire de garantir fortement aux créanciers sociaux, la réalité de leur gage. Ce gage est constitué par le capital de la société, c'est-à-dire l'ensemble des apports réalisés par les associés : apports en numéraire, d'une part, apports en nature, d'autre part.

Les fraudes, toujours à craindre lors de la constitution d'une société, devaient être particulièrement évitées dans la société à responsabilité limitée, afin d'assurer aux tiers des garanties sérieuses et par là même, permettre à l'institution nouvelle, d'obtenir du crédit.

Mais une protection excessive du droit des tiers risquait de détourner le public des sociétés à responsabilité limitée, en faisant peser sur les associés une responsabilité trop lourde, en leur enlevant toute liberté d'action.

Entre ces deux tendances contradictoires et opposées, il y avait un équilibre à conserver.

Le législateur a-t-il su, en ce qui concerne la réglementation des apports dans la société à responsabilité limitée, garder un juste milieu? C'est ce que nous verrons au cours de cette étude.

D'autre part, la Loi du 7 mars 1925 est loin d'être parfaite et ses obscurités, ses lacunes, voire ses contradictions ont fait naître un certain nombre de difficultés, de problèmes délicats, de discussions doctrinales qu'il est d'autant plus difficile de résoudre que, jusqu'à présent, la Jurisprudence n'a guère eu l'occasion de se prononcer en matière de sociétés à responsabilité limitée.

Il nous a donc paru intéressant de grouper, dans cet opuscule, ce qui concerne l'interprétation des règles principales édictées par le législateur de 1925, relativement aux apports dans les sociétés à responsabilité limitée.

Le plan de notre étude sera le suivant :

Après une définition générale des apports et leur classification en deux types : apports en numéraire et apports en nature, nous examinerons, dans une première partie, les mesures législatives prises à l'égard des apports en numéraire.

Dans une seconde partie, nous étudierons la réglementation des apports en nature.

Enfin, dans une troisième et dernière partie, nous traiterons des sanctions aux formalités de constitution étudiées dans les deux premières parties.

DES APPORTS EN GENERAL

Leur classification

L'existence d'apports est, dans toute société, civile ou commerciale, une des conditions essentielles à la formation du contrat social.

Pothier déclarait notamment (1) :

« Il est de l'essence de la société que chacune des parties apporte ou s'oblige d'apporter quelque chose à la société. »

et l'Art. 1832 du Code Civil, donnant une définition de la société (qu'il serait vain de chercher dans le Code de Commerce) s'exprime dans les termes suivants :

« La Société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter. »

Ce que chacun s'engage ainsi « à mettre en commun » constitue l'apport.

(1) — POTHIER. Contrat de Société, n° 8.

C'est disent MM. Houpin et Bosvieux (1) :

« Tout avantage pouvant être évalué en argent, fait à la Société par un associé, dans le but de constituer un fonds commun, en retour de la part qui lui est attribuée dans les bénéfices. »

L'Art. 1832 du Code Civil ne nous donne qu'une notion assez vague de l'apport, qu'il convenait de préciser. C'est ce que fait l'Art. 1833 du Code Civil, in fine, en énumérant les divers apports possibles dans une société :

« Chaque associé doit (y) apporter ou de l'argent, ou d'autres biens, ou son industrie. »

On a coutume de classer les biens susceptibles d'être apportés en société, en deux catégories :

d'une part, les *apports en numéraire*;

d'autre part, les *apports en nature*.

Les apports en numéraire ou en espèces se définissent d'eux-mêmes.

Les apports en nature sont tous les apports qui ne sont pas en numéraire et sont cependant susceptibles d'être évalués en argent; leur variété est grande: immeubles, fonds de commerce, brevets d'invention, marques de fabriques, biens incorporels, industrie, activité d'un associé, etc...

Cette distinction s'explique, non seulement par la nature différente des apports, mais aussi par les règles dissemblables qui les régissent en matière de libération,

(1) — HUPIN et BOSVIEUX. *Traité Général des Sociétés civiles et commerciales*. 6^e édit. 1927-1928, tome 1, p. 109, n^o 87.

négociabilité des parts sociales les représentant, responsabilité qu'ils entraînent.

Une société peut donc se constituer soit uniquement avec des apports en argent, hypothèse fréquente, soit au contraire et le cas est rare, uniquement avec des apports en nature, soit enfin, à la fois avec des apports des deux catégories. L'ensemble de tous ces apports constitue le capital de la société.

Telles sont les notions générales admises en cette matière.

Convient-il de les appliquer aux sociétés à responsabilité limitée?

La loi du 7 mars 1925 ne spécifie rien à cet égard ; elle ne fait que mentionner les apports en nature dans ses art. 7 et 8. Pourtant, la question est d'importance, puisque les créanciers sociaux n'ont pour gage unique que le patrimoine de la société.

Dans le silence de la loi, on applique les règles générales des sociétés et en particulier, les règles édictées pour les sociétés par actions dans lesquelles la responsabilité des associés est limitée au montant de leurs apports, tout comme dans les sociétés à responsabilité limitée.

D'où il résulte qu'une société à responsabilité limitée n'est valable que si chaque associé fait un apport, celui-ci pouvant revêtir la forme d'un apport en numéraire ou d'un apport en nature.

Remarquons que la loi ne fixe nullement une proportion entre la valeur des apports constitués par les différents associés.

Les apports pourront être d'égale valeur ; généralement, il seront d'importance très inégale. Certains associés font parfois des apports considérables, tandis que d'autres se contentent de verser le minimum légal.

En particulier, dans la société à responsabilité limitée qui exige pour la validité de sa constitution, seulement deux associés, il arrivera parfois que la presque totalité des apports sera effectuée par une seule et même personne, le second associé n'étant là que pour la forme.

Ces sortes de sociétés ont reçu en droit anglais le nom de : « One man companies » et en droit allemand, celui de : « einpersonen gesellschaften. » (1)

Elles permettent à un industriel ou à un commerçant, désireux de limiter sa responsabilité et de profiter des avantages de la mise en société de l'affaire qu'il exploite, de fonder une société à responsabilité limitée avec le concours d'un tiers complaisant.

Ces quelques notions générales rappelées, nous allons maintenant étudier les règles applicables, dans les sociétés à responsabilité limitée; aux apports en numéraire qui font l'objet de notre première partie.

(1) — DROUETS. *Les sociétés en droit anglais* (Thèse Paris, 1922, n° 14 et 73, n° 137).

PREMIÈRE PARTIE

DES APPORTS EN NUMERAIRE

Cette première partie sera divisée en :

Chapitre I^{er}. — La libération des apports en numéraire.

Chapitre II. — La capacité nécessaire à l'apporteur.

CHAPITRE PREMIER

Libération des apports en numéraire

Les apports en numéraire sont ceux qui consistent en un versement d'argent, d'espèces. Ce sont les plus fréquents, la société ayant besoin, pour son fonctionnement, de disposer de sommes plus ou moins considérables, suivant son objet.

Dans les sociétés autres que les sociétés par actions, cette mise en argent peut être versée immédiatement ou être simplement promise.

Au contraire, dans les sociétés par actions, la loi exige le versement en espèces, pour chaque actionnaire, du montant des actions souscrites par lui, lorsqu'elles n'excèdent pas 25 fr. et du quart au moins du montant des actions, lorsque celles-ci sont de 100 fr. et au-dessus. (Loi du 24 juillet 1867, modifiée par la loi du 1^{er} août 1893, art. 1^{er}).

Ici, une promesse d'apport ne suffirait pas pour la constitution de la société. Il est, du reste, naturel que la société par actions possède, avant de commencer ses opé-

rations, autre chose qu'un simple engagement de ses membres.

Enfin, pour les sociétés à responsabilité limitée, la loi du 7 mars 1925, plus sévère que les lois précédentes, a, dans son art. 7, exigé la libération intégrale des apports, quels qu'ils soient.

Cette solution rigoureuse n'a pas manqué de soulever des protestations presque unanimes, ainsi que nous le verrons ultérieurement. Au reste, le législateur ne s'y est pas résigné d'un seul coup et le projet de loi du 16 mars 1920 avait proposé une solution toute différente.

SECTION I

Quel était, en effet, le problème qui se posait au législateur sur ce point et quelles solutions pouvait-on en donner ?

La société à responsabilité limitée, limitant le risque des associés à leurs propres mises, les créanciers sociaux ne se trouvent avoir pour gage que le capital seul de la société, sans recours possible sur le patrimoine propre des associés.

Il fallait donc assurer aux créanciers sociaux l'existence du capital social sur lequel ils sont en droit de compter, en les mettant à l'abri de l'insolvabilité ultérieure des associés.

C'était le seul moyen de permettre aux sociétés nouvelles d'obtenir le crédit indispensable à toute société.

§ 1. *Le projet de loi du 16 mars 1920.*

S'inspirant par certains côtés de la loi du 24 juillet 1867, le projet de loi du 16 mars 1920, décidait que chaque associé devait opérer, avant la constitution de la société, un versement de moitié sur le montant de chaque part sociale souscrite par lui.

Mais, cette mesure, parût insuffisante aux rédacteurs du projet qui créèrent, entre les associés, une responsabilité solidaire pour les versements complémentaires, c'est-à-dire pour le versement de la moitié non libérée de chaque part sociale.

On ne peut nier que cette solution originale, qui établissait ainsi un nouveau cas de solidarité légale, n'atteignît pleinement son but, vis-à-vis des créanciers sociaux. Ceux-ci se trouvaient à l'abri de l'insolvabilité possible des associés et l'intégralité du capital souscrit leur était garantie.

Rien de semblable n'existe dans les sociétés anonymes où n'a été créée aucune solidarité pour le versement des trois quarts non libérés sur les actions.

La solution, adoptée par le projet de loi du 16 mars 1920, avait le grave défaut de sacrifier complètement l'intérêt des associés.

C'est ce dont il est facile de se rendre compte par l'examen de quelques cas particuliers.

Supposons, par exemple, un associé ayant souscrit une part de 100 fr. dans une société à responsabilité limitée au capital de 100.000 fr. Il libère, lors de la cons-

titution de la société, sa part de moitié, versant ainsi 50 fr. La société tombe en faillite à quelque temps de là et les autres associés sont insolvable. L'associé en question se trouverait alors dans l'obligation, suivant le projet de loi du 16 mars 1920, de verser, à lui seul, 50.000 fr. en plus des 50 fr. restant à libérer sur sa propre part : résultat d'une sévérité vraiment exagérée. Nous avons, il est vrai, envisagé ici un cas extrême ; mais dans des hypothèses intermédiaires, susceptibles de se rencontrer en pratique, la rigueur de la loi subsisterait et serait seulement un peu atténuée.

Le cas précédent peut se produire notamment lorsqu'un patron décide de s'associer ses employés et exerce sur ceux-ci une contrainte pour les faire entrer dans la société qu'il fonde. Si les employés n'acceptent pas, ils perdront leur situation. Que la société fasse faillite et que le patron soit insolvable, les employés seront ruinés, puisqu'ils devront opérer la totalité des versements (1).

Le projet de loi du 16 mars 1920, s'il offrait une solution efficace, créait, par sa rigueur exagérée à l'égard des associés, un grave danger et risquait de détourner des sociétés à responsabilité limitée nouvellement créées, les personnes attirées par les autres avantages de l'institution. La loi manquait son but, bien que la solidarité établie, se trouvât limitée aux versements complémentaires.

(1) — PIC et BARATIN. *Traité des Sociétés à responsabilité limitée*. 1927, n° 179.

§ 2. — *La solution de la loi allemande du 20 avril 1892 :*

Cette solution rejetée, on pouvait songer à adopter celle de la loi allemande de 1892, dont s'inspirait, du reste, le projet français, et qui, créant une solidarité des associés pour les versements complémentaires, la maintenait dans certaines limites.

Chaque associé, en effet, ne se trouve obligé de faire les versements complémentaires, en cas d'insolvabilité de ses co-associés, qu'au prorata des parts sociales souscrites par lui. En outre, avant d'intenter les poursuites contre cet associé solvable, la société devra épuiser, à l'égard des associés insolvables, tous les moyens d'action possibles pour obtenir les versements non effectués : déchéance des associés insolvables — recours possible contre les associés antérieurs pendant les cinq ans qui suivent la cession des parts, notifiée à la société — enfin vente aux enchères des parts sociales défaillantes. (§ 20 à 25, loi allemande du 20 avril 1892.)

§ 3. — *La loi du 7 mars 1925. Ses avantages et ses inconvénients.*

La solution du droit allemand fut jugée trop efficace par la Commission d'Études Législatives et le projet du Gouvernement « n'était, dit M. Pottier (1), soutenable ni en droit, ni en équité, ni en pratique, à cause

(1) — POTTIER. *Les Sociétés à responsabilité limitée*, n° 39.

de la charge solidaire pour les associés de faire les versements complémentaires ».

La Société d'Etudes Législatives, effrayée par la rigueur du projet gouvernemental, proposa donc d'exiger la libération intégrale des parts sociales avant la constitution de la société.

Un rapport fut présenté par M. Manceau (1), au nom de la Commission de la Chambre des Députés, d'accord sur ce point avec la Chambre de Commerce de Paris et la Société d'Etudes Législatives. La Chambre d'abord, le Sénat ensuite, adoptèrent cette proposition qui devint l'art. 7 de la loi du 7 mars 1925 :

« Les sociétés à responsabilité limitée ne peuvent être définitivement constituées qu'après que toutes les parts ont été réparties entre les associés dans l'acte de société et qu'elles ont été libérées intégralement... »

Quels sont donc les avantages de cette solution que le Parlement a cru devoir accepter, se montrant ici plus sévère que pour les autres sociétés ? La loi en présente d'incontestables :

1°) Elle répond évidemment au but que poursuivait le législateur, savoir : donner aux créanciers sociaux une garantie efficace contre l'insolvabilité éventuelle des associés et par là, donner du crédit aux sociétés nouvelles.

La Société d'Etudes Législatives a estimé que le seul moyen d'arriver à ce résultat était d'exiger des associés

(1) — Rapport Manceau, sous-art. 7.

la libération complète des apports, avant la constitution de la société.

2°) La solution, consacrée par la loi, supprime du même coup la question épineuse de la réalisation, après la constitution de la société, des versements complémentaires non encore effectués. Ceux qui ont participé à l'élaboration de la loi n'ayant pu se mettre d'accord sur la détermination des responsabilités relatives aux versements complémentaires, ont préféré adopter une solution qui supprimait toute difficulté sur ce point (1).

3°) Enfin, la loi évite aux associés de payer pour les autres, en supportant leur insolvabilité. Chaque souscripteur ne s'engage que pour lui-même, pour le montant des parts qu'il a souscrites.

Ce sont ces considérations qui ont entraîné l'adoption de l'art. 7 par le législateur et non, comme on pourrait le croire, le désir d'assurer à la société, à ses débuts, la disposition de tout son capital. Du reste, il n'y a aucune raison pour que la société à responsabilité limitée ait, dès sa constitution, besoin de ressources plus grandes que la société par actions.

Malheureusement, à côté des avantages ci-dessus énumérés, le système légal adopté n'est pas sans inconvénients.

Le versement immédiat de l'intégralité de leurs parts peut gêner les associés.

Surtout, dès sa constitution, la société se trouve avoir disponible par devers elle, la totalité de son capital. Si

(1) — LEPARGNEUR. *La Loi nouvelle sur les Sociétés à responsabilité limitée*. Paris, 1925, p. 32.

elle n'a pas immédiatement l'utilisation de cet argent, et c'est ce qui se produira particulièrement dans les sociétés d'études, — la société devra ou se contenter d'un faible capital pas en rapport avec ses besoins futurs, ou accepter des capitaux dont une partie au moins restera improductive.

La société se verra néanmoins obligée de rémunérer ce capital en versant un intérêt à ses membres, alors qu'elle ne retire elle-même aucun bénéfice de la partie de son capital inemployée (1).

Mais, assure-t-on, il est facile de faire tomber cette objection. La société se formera au capital qui lui est strictement nécessaire au début de son existence. Ses besoins venant à croître, il lui sera facile alors de recourir à une augmentation de capital et par la suite, à d'autres augmentations successives, au fur et à mesure de ses besoins. Ainsi, il n'y aura plus de capital improductif et de rémunération sans emploi.

L'objection perd beaucoup de sa valeur, si on considère qu'une augmentation de capital entraîne d'abord des formalités coûteuses, qu'elle ne peut être, ensuite, réalisée heureusement que si des circonstances économiques et financières favorables s'y prêtent; qu'enfin, lors de l'approbation par le vote des trois-quarts des associés, de l'augmentation envisagée, celle-ci peut échouer si certains associés se refusent, pour une raison ou pour une autre, manque de confiance, par exemple, à l'approuver.

(1) — DROUETS, *Des Sociétés à responsabilité limitée*, 2^e édit., n° 109.

La société se trouve alors dans l'impossibilité de continuer ses affaires, de poursuivre son but, faute de capitaux. Le remède proposé paraissait simple; il n'est pas toujours sûr.

La critique, faite au système légal, et exposée ci-dessus, subsiste donc intégralement.

On y a ajouté l'impossibilité, pour la société qui se constitue, d'organiser, à ses débuts, d'une façon méthodique, sa vie financière, par suite de la libération immédiate de tout son capital (1).

Aussi, la solution adoptée par le législateur dans son art. 7, a-t-elle soulevé la critique de nombreux auteurs (2).

Le projet de loi du 16 mars 1920 avait effrayé par la solidarité qu'il créait, quant aux versements complémentaires, alors que les sociétés à responsabilité limitée sont surtout prévues pour des groupements familiaux où chacun se connaît. Le législateur n'a pas craint d'adopter, remarquent MM. Thaller et Percerou, « un remède pire que le mal » par cette libération (3) intégrale qui ne se rencontre ni dans les *Gesellschaft mit bechränkter Haftung* du droit allemand, ni dans les *Private Companies* du droit anglais.

La loi, du reste, ne remédie à rien, puisqu'elle établit,

(1) — PIC et BARATIN, *Op. cit.*, n° 181.

(2) — Voir notamment: DROUETS. *Op. cit.*, n° 109. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, p. 31. — POTTIER. *Les Sociétés à responsabilité limitée*. 1928, n° 39. — PIC et BARATIN, *Op. cit.*, n° 181. — THALLER et PERCEROU. *Traité élémentaire de droit commercial*. 7^e édition, 1925, Appendice, n° 3, p. 1.318.

(3) — THALLER et PERCEROU. *Op. cit.*, n° 3, p. 1.318.

par ailleurs, une responsabilité solidaire entre tous les associés, à l'égard des tiers, pour l'évaluation des apports en nature et ainsi renaît une charge plus lourde encore que la solidarité créée par le projet de 1920 et limitée aux versements complémentaires sur le capital d'origine.

Seul, un auteur, M. Gain, trouve la solution légale plus logique que le projet de loi, car, dit-il (1) :

« Elle permet aux créanciers sociaux qui n'ont de recours que sur le capital social, d'être assurés que la totalité de ce capital a été effectivement mis à la disposition de la société, avant que celle-ci ne commence à fonctionner. »

C'est, au reste, l'unique avantage de la loi qui n'a vraiment eu que le souci de l'intérêt des créanciers sociaux, en perdant complètement de vue celui des associés et de la société elle-même.

Il y a là une imperfection regrettable, constatent MM. Pic et Barantin (2) et la loi française eut pu heureusement s'inspirer ici de la loi allemande qui permet de stipuler, dans le pacte social, que les associés pourront être tenus, au cours de la société, à un apport supplémentaire dont l'importance peut être limitée ou non à l'avance.

La société peut ainsi compter sur des ressources immédiatement mobilisables, sans formalité et selon ses

(1) — GAIN. *Les Sociétés à responsabilité limitée*. Paris, 3^e édition, 1928, n° 21.

(2) — PIC et BARANTIN. *Op. cit.*, n° 180.

besoins; elle est, dit M. Bourcart (1), « à capital mobile ». Cette faculté du droit allemand ne se retrouve pas dans la loi française et n'y est nullement remplacée, comme on pourrait le croire, par la possibilité de constituer une société à capital variable. Le législateur n'a pas voulu adopter une telle disposition trop nouvelle en droit français, en dehors des sociétés en nom collectif et qui aurait sans doute paru trop hardie. On ne peut nier cependant son utilité, notamment pour les sociétés d'études et en Allemagne, l'introduction de cette faculté fut un des motifs de la loi du 20 avril 1892 pour le monde des affaires.

Il convient maintenant d'examiner en détail le mécanisme de la libération intégrale qu'exige la loi du 7 mars 1925 pour les apports en numéraire.

La loi ne contient rien à cet égard et force est de recourir, ici encore, aux principes généraux admis en cette matière, tant en doctrine qu'en jurisprudence, pour les sociétés par actions (2).

(1) — BOURCART. *Observations sur le projet de loi du 16 Mars 1920. Journal des Sociétés*, 1920, p. 373 et s.

(2) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 110. — AUGER et MICHEL. *Traité et formulaire des Sociétés à responsabilité limitée*. 2^e édition, 1926, 71-IV, n° 39 et suiv.

SECTION II

Etude détaillée du système de la Loi du 7 mars 1925.

Diverses questions retiendront notre attention.

§ 1. — *Qui doit effectuer la libération intégrale des parts en numéraire ?*

Tandis que la loi du 24 juillet 1867 dans son art. I^{er} alinéa 2, exige le versement en espèces par chaque actionnaire, la loi du 7 mars 1925, au contraire, n'exige pas un versement personnel des associés. Ceux-ci auront donc la faculté, soit de libérer eux-mêmes le montant de leurs parts sociales, avec leurs propres deniers; soit d'emprunter la somme qui leur est nécessaire, s'ils ne la possèdent pas; soit enfin de déléguer un de leurs débiteurs qui se chargera du versement.

Le souscripteur peut, nous venons de le dire, emprunter à un tiers, pour se libérer, et il n'y a là aucune difficulté. Mais peut-il emprunter à ses co-associés ?

L'affirmative découle, sinon du texte, du moins de l'esprit de la loi (art. 7, alinéa 1 et 3); mais il est nécessaire que ce soit l'associé emprunteur qui se trouve engagé vis-à-vis de la société; les associés prêteurs ne doivent posséder aucune action en remboursement des sommes prêtées contre la société.

« L'essentiel est que le montant des parts sociales

soit effectivement et définitivement mis à la disposition de la société », disent MM. Auger et Michel (1).

§ 2. — *Entre les mains de qui seront effectués les versements ?*

Dans le silence de la loi, on admet le versement entre les mains, soit des fondateurs de la société ou d'un seul désigné à cet effet, soit d'un notaire, agent de change, banquier, etc.

La personne ainsi chargée de recueillir les fonds, peut, ou bien les conserver par devers elle jusqu'à la constitution définitive de la société ou plutôt, les verser dans une banque, pourvu que les fonds, lors de la constitution de la société, soient mis à la disposition des gérants et prêts à être versés dans la caisse sociale.

Au lieu de charger un des fondateurs de recevoir les versements provenant de la libération des parts sociales, on préférera souvent faire ouvrir, à la société en formation, un compte en banque, au crédit duquel seront effectués les versements par les associés contre reçu. Ce procédé offre toute garantie de sécurité au point de vue de l'indisponibilité des fonds et n'établit, contrairement à l'opinion de MM. Auger et Michel (2), aucune présomption de souscription publique des parts sociales et ne pourrait être invoqué éventuellement par les intéressés comme constituant un appel de fonds public plus ou moins déguisé.

(1) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71 IV, n° 40.

(2) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71-IV, n° 41.

Ce système présente toutefois un inconvénient : les fonds ne peuvent être retirés de la banque qu'après constitution régulière de la société, sur justification de cette constitution et de sa publication ; ainsi les gérants ne disposent-ils du capital social qu'au bout d'un certain temps.

§ 3. — *Comment s'effectue le versement libératoire ?*

Divers procédés de libération sont possibles.

La loi du 24 juillet 1867 exige le versement en espèces et le projet de loi du 16 mars 1920, qui s'en était inspiré, exigeait également le versement en espèces ou en billets de banque.

La loi du 7 mars 1925 est restée muette sur la question, ce qui ne va pas sans soulever quelques difficultés d'interprétation.

Le principe est que tout versement est valable s'il met réellement et définitivement, à la disposition de la société, le montant des souscriptions.

La libération peut avoir lieu, le plus simplement, en espèces ayant cours légal en France.

Les espèces étrangères sont admises également ; mais on devra, afin d'éviter les fluctuations du change, les convertir aussitôt en argent français.

Un versement effectué par chèque, effet de commerce, coupons échus, bons du Trésor échus ou à l'escompte, serait valable ; mais la libération n'existe, dans ces diverses hypothèses, qu'après encaissement effectif de ces valeurs. Tant qu'un effet de commerce, un billet, même

échus, ne sont pas encaissés, ils ne représentent qu'une créance qui court le risque de rester impayée, si le tiré est insolvable.

L'emploi des chèques postaux est possible, après ouverture d'un compte au nom d'un dépositaire désigné par les associés. Il en est de même pour l'emploi du mandat-chèque. Signalons cependant que ce procédé demande de longs délais de paiement et que celui-ci risque de ne pas intervenir avant la constitution de la société.

Lorsque les fonds souscrits sont déposés dans une banque, on admet la validité des versements de compte à compte; mais l'associé qui emploie ce procédé devra posséder un compte en banque effectivement créditeur du montant de sa souscription. Un simple jeu d'écritures serait insuffisant et ne pourrait constituer un versement valable.

Ainsi ne suffirait-il pas d'inscrire au début du compte de l'associé, le montant de sa souscription, car il n'y a pas alors mise effective, à la disposition de la société, du montant des parts sociales.

Enfin, l'emploi de la compensation avec les sommes dues aux associés, à un titre quelconque, ne peut être utilisé, puisque les versements doivent être effectués avant la constitution de la société et que celle-ci n'ayant pas encore d'existence légale, ne peut être titulaire, ni de créances, ni de dettes (1).

(1) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71-IV, n° 47. — GAIN. *Op. cit.*, n° 21.
— DROUETS. *Op. cit.*, n° 110.

§ 4. — *A quel moment doit intervenir le versement libératoire ?*

Celui-ci doit avoir lieu avant la constitution définitive de la société, c'est-à-dire avant la signature du pacte social. La loi du 7 mars 1925 exige, en effet, dans son art. 7, alinéa 3, que les fondateurs déclarent expressément dans l'acte de société que les parts ont été intégralement libérées.

Or, si des versements avaient été effectués après la signature du pacte social, la nullité de la société pourrait être prononcée.

§ 5. — *Pendant combien de temps le versement doit-il être maintenu ?*

Les fonds souscrits doivent être conservés intégralement jusqu'à la constitution définitive de la société et avant l'intervention de celle-ci, aucun prélèvement sur ces fonds ne peut être fait par les fondateurs, même pour acquitter certains frais de constitution, des droits d'enregistrement par exemple. Il y a là un gros inconvénient. C'est pourquoi le procédé du dépôt des fonds en banque et l'ouverture d'un compte à la société en formation, constitue une excellente mesure de protection, garantissant la conservation intégrale du capital social jusqu'à la signature de l'acte social et l'accomplissement de toutes les formalités de publicité.

Il ne peut être porté aucune atteinte aux versements

effectués par les associés pour se libérer et si la souscription de l'un d'eux se trouvait immobilisée, par exemple, par une saisie-arrêt intervenant avant la constitution de la société, toute formation de la société serait impossible.

De même, au cas où le dépositaire des fonds venait à tomber en déconfiture ou en faillite, entre le moment de la souscription et celui de la signature du pacte social, la société ne pourrait plus se former, à moins que les associés ne consentissent à verser à nouveau les sommes englouties dans la faillite.

Au contraire, si la déconfiture ou la faillite du dépositaire des fonds n'intervenait qu'après la constitution définitive de la société, celle-ci se trouverait valablement constituée; mais il est évident que, si le capital social a disparu dans la tourmente, la société se trouve dissoute par perte de son capital.

§ 6. — *Comment s'effectue le retrait des fonds versés pour la souscription ?*

Lorsque les fonds ont été déposés dans une banque, le retrait n'en peut avoir lieu que sur production d'un exemplaire des statuts qui justifie les pouvoirs du ou des gérants quant à la disposition du capital social et d'un exemplaire du journal d'annonces légales qui a publié l'insertion exigée par la loi.

Remarquons, en terminant, que, dans les sociétés à responsabilité limitée, l'art. 1846 du Code Civil, relatif aux intérêts de droit dus par l'associé qui n'a pas effec-

tué le versement des sommes qu'il s'était engagé à apporter à la société, ne trouve pas son application, puisque les parts sociales sont libérées réellement et intégralement, lors de leur souscription.

CHAPITRE II

De la capacité nécessaire à l'apporteur en numéraire

La question de la capacité de l'apporteur a, dans les sociétés à responsabilité limitée, une grosse importance, car si une seule souscription est annulée par suite de l'incapacité de l'associé apporteur, la société elle-même peut être annulée — puisque le capital social n'est plus alors intégralement libéré.

Cependant, la loi du 7 mars 1925 n'a pas cru devoir réglementer la question et, une fois de plus, il faut se référer aux principes du droit commun, dont l'application, en cette matière, est particulièrement délicate, à cause du caractère mixte de la société à responsabilité limitée qui tient à la fois de la société de personnes et de la société par actions.

Or, nous savons que la capacité requise pour devenir membre d'une société commerciale dépend du type de société envisagé et de l'étendue de la responsabilité encourue par l'associé.

Examinons, donc, d'après les caractères mêmes de la

société à responsabilité limitée, quelle capacité il convient d'exiger de ses membres.

Nous ferons ensuite l'application du principe posé, aux différents incapables : mineurs — interdits — femmes mariées.

SECTION I

Capacité requise pour l'apporteur d'une société à responsabilité limitée. — Recherche d'un principe directeur.

§ 1. — *La capacité de devenir commerçant est-elle nécessaire ?*

Certains auteurs ont soutenu l'affirmative, faisant découler cette exigence du caractère commercial que revêt toute société à responsabilité limitée. (Art. 3, loi du 7 mars 1925.) Tout associé devrait donc avoir la capacité requise pour être commerçant (1).

D'autres auteurs, par contre, n'attribuent la qualité de commerçant qu'à ceux des associés qui remplissent les fonctions de gérants de la société. Les associés ordinaires, restant étrangers à la gestion de la société, ne font pas du commerce leur profession habituelle. Ils ne sont pas commerçants. — Quant aux gérants d'une telle société, ce sont, en réalité, des associés en nom collectif qui ont limité leurs risques, leurs co-associés étant des

(1) — DEFRENOIS. *Traité et formulaire des Sociétés à responsabilité limitée*. — R. MICHEL. *Rec. Jur. Soc.*, mars et avril 1925, p. 92.

commanditaires à vocation éventuelle à la gérance (1).

Ces deux opinions nous paraissent également inexactes.

S'il est vrai que toute société à responsabilité limitée est société de commerce, il n'en résulte pas que ses membres sont des commerçants. Seule, la société elle-même, personne morale distincte des associés, ayant un patrimoine propre, revêt ce caractère. Les membres d'une société à responsabilité limitée, qu'ils soient ou non gérants, ne sont pas tenus indéfiniment des dettes sociales et leur responsabilité est, par définition, limitée. Ce ne sont pas plus des commerçants devant la loi, que les commanditaires d'une société en commandite par actions, que les actionnaires, même administrateurs, d'une société anonyme.

Quant aux gérants d'une société à responsabilité limitée, qui font habituellement des actes de commerce, ils n'agissent pas pour leur compte, mais pour celui de la société et la qualité de commerçant ne saurait davantage leur être reconnue. Ils sont les mandataires de la société qu'ils gèrent.

La possibilité, pour les associés, de participer à la gestion, de faire paraître leur nom dans la raison sociale, ne saurait leur donner la qualité de commerçants, puisqu'une large publicité a suffisamment averti les tiers du caractère particulier de la société avec laquelle ils contractent.

La faillite de la société n'entraînera donc pas celle

(1) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71-III, n° 16.

des associés, ce qui est logique, la loi affranchissant les associés de toute obligation personnelle.

Par conséquent, la capacité de devenir commerçant ne pourra être exigée pour les membres d'une société à responsabilité limitée, — même s'ils sont gérants (1).

§ 2. — *La capacité de s'obliger est-elle nécessaire ?*

Si l'on admet qu'il n'est pas nécessaire d'avoir la capacité requise pour devenir commerçant, lorsqu'on entre dans une société à responsabilité limitée, ne doit-on pas admettre toutefois que l'adhésion à une société à responsabilité limitée constitue un acte de commerce isolé ?

Ou doit-on considérer, au contraire, qu'il n'y a là qu'un placement de fonds, c'est-à-dire un simple acte d'administration ?

La question présente un grand intérêt dans les sociétés à responsabilité limitée qui s'adressent principalement aux groupements familiaux. Faire de l'adhésion à une société à responsabilité limitée un acte de commerce, c'est en refuser l'entrée aux enfants mineurs, aux femmes mariées, aux personnes exerçant une profession portant interdiction de faire le commerce (fonctionnaires, officiers ministériels, militaires, avocats, etc.).

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 77. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 9. — PIOT. *Traité théorique et pratique des Sociétés à responsabilité limitée*, n° 6 bis. — PIC et BARATIN. *Op. cit.* n° 131 et s. — HEMARD. *Des nullités des Sociétés et des Sociétés de fait*, p. 109, n° 111.

En raison de ses affinités avec les sociétés par actions (limitation de la responsabilité des associés), on peut ici s'inspirer des solutions admises en cette matière pour le commanditaire et l'actionnaire.

On estime, généralement, que l'obligation pour l'actionnaire de verser sa mise est commerciale, à cause du caractère commercial de son entreprise et que l'adhésion à une société de commerce constitue un acte de commerce (1).

C'est là, semble-t-il, faire une fausse application de la théorie de l'accessoire. En vertu de l'adage « Accessorium sequitur principale », sont commerciaux tous les actes que fait un commerçant accessoirement à son entreprise commerciale et pour le bénéfice de son exploitation. Mais l'acte accessoire ne revêt la nature de l'acte principal qu'il accompagne, qu'autant qu'il est accompli par la même personne. Or la souscription à une société émane non de la société, mais du futur associé. Les actes commerciaux principaux sont le fait de la société; les souscriptions y sont étrangères (2). Par suite, adhérer à une société ne devrait pas être considéré comme un acte de commerce.

La Jurisprudence, toutefois, tempère ce principe par une distinction : si une part sociale n'est pas complète-

(1) — Cf. Civ., 13 août 1856, D. P. 1856-1-343; Req., 3 mars 1863, D. P. 1863-1-25; Paris, 21 mai 1884, D. P. 85-2-177; S. 1885-2-97 et Note Lyon-Caen. — CONTRA. Angers, 18 janvier 1865, D. P. 1865-2-67; Paris, 26 janvier 1874, D. P. 1876-2-216; Bordeaux, 22 mars 1893, D. P. 1893-2-528.

(2) DESBOIS. *Les apports en nature dans les Sociétés à responsabilité limitée. Revue critique de législation et de Jurisprudence. Mai-Juin* p. 319 et suiv.

ment libérée, il faut, pour y souscrire valablement, avoir la capacité de faire seul un acte de commerce isolé; la souscription, emportant alors obligation de verser une somme déterminée dans un certain délai, est considérée comme excédant les limites de la simple administration.

Par contre, la Jurisprudence, suivie par la presque unanimité de la Doctrine, considère, comme simple placement de fonds, toute souscription à des actions qui sont immédiatement et intégralement libérées, aucun délai n'étant admis pour leur libération. Il n'y a alors qu'un simple acte d'administration de la part des souscripteurs.

Or, les sociétés à responsabilité limitée ne possèdent que des parts intégralement libérés, lors de la souscription et par analogie, avec les solutions précédentes, il est logique de ne considérer l'adhésion à ces sociétés, que comme un emploi de fonds, un acte d'administration, nullement comme un acte de commerce.

Toute personne, ayant la capacité ou le pouvoir de faire seule des actes d'administration pure, peut souscrire à une société à responsabilité limitée. La loi du 27 février 1880 peut, d'ailleurs, être invoquée dans ce sens, puisqu'elle permet l'emploi des fonds du mineur en valeurs mobilières.

La plupart des auteurs sont d'ailleurs dans ce sens (1) et nous admettons, avec eux, la conclusion suivante :

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 78. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 9. — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 131 et s. — HOUPIN et BOSVIEUX. *Traité général des Sociétés civiles et commerciales*. 6^e édition, 1927-1928, p. 618, note 3 et n° 524. — LYON-CAEN et RENAULT. *Tr. de Droit Comm.* 5^e édition, 1928, t. II, p. 256, et n° 76. — PLANIOL et RIPERT.

Pour souscrire des parts sociales dans une société à responsabilité limitée, il n'est pas nécessaire d'avoir la capacité requise pour devenir commerçant de profession, puisque le caractère commercial de cette société n'influe pas sur celui de ses membres.

Il n'est pas, en outre, nécessaire d'avoir la capacité de faire seul un acte de commerce isolé, toutes les parts sociales étant, — *a priori*, — intégralement et immédiatement libérées.

La souscription constitue un simple placement de fonds n'exigeant que la capacité de faire des actes d'administration.

SECTION II

Applications pratiques aux divers incapables.

Le principe de la capacité posé, nous allons examiner ses conséquences pratiques, relativement aux divers incapables.

L'art. 1123 du Code Civil nous dit que :

« Toute personne peut contracter, si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi. »

Et l'art. 1124 énumère ceux qui sont incapables de contracter :

« Les mineurs, les interdits, les femmes mariées, dans les cas exprimés par la loi, et généralement tous ceux à qui la loi a interdit certains contrats. »

Traité pratique de droit civil français, t. I, avec le concours de M. Savatier, § 589.

§ 1. — *Le mineur non émancipé.*

Il ne peut contracter aucune société, n'ayant lui-même aucun pouvoir d'administration sur ses biens.

Son tuteur est chargé de l'administration des biens de son pupille et il doit s'en acquitter, dit l'art. 450 du Code Civil, « en bon père de famille ». Il peut, par conséquent, sans autorisation, souscrire ou acheter des parts d'une société à responsabilité limitée. La solution n'est pas douteuse, lorsqu'il s'agit d'un placement de revenus (art. 455 du Code Civil).

Quand il s'agira de placer des capitaux, le tuteur ou administrateur légal aura le droit, suivant les principes ci-dessus exposés, de souscrire seul des parts sociales d'une société à responsabilité limitée; mais en pratique et pour éviter toute contestation, sans doute le tuteur agira-t-il plus sûrement en se conformant à la loi du 27 février 1880 sur l'aliénation des valeurs mobilières du mineur, c'est-à-dire en demandant l'autorisation du Conseil de famille et en outre, l'homologation du Tribunal civil, lorsque les capitaux aliénés seront supérieurs à 1.500 fr. (1).

Devenu majeur, le mineur pourra ratifier la souscription.

Est-il permis à un mineur de former une société à responsabilité limitée, avec ceux qui sont investis du droit de l'autoriser ? Cette question, déjà posée, pour

(1) — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 133.

les autres sociétés, est résolue différemment par les auteurs.

Certains décident, en effet, qu'une telle société n'est pas possible (1), car, disent-ils, l'autorisation accordée n'offre pas suffisamment de garantie, n'étant pas désintéressée.

D'autres auteurs, au contraire (Arthuys, Thaller et Pic) jugent cette solution trop absolue, puisqu'elle ne découle d'aucun texte formel. Ils considèrent donc la société comme valable, sauf constatation de fraude, et cette solution nous paraît rationnelle.

§ 2. — *L'Interdit* :

Il ne peut faire seul aucun acte (art. 502 du Code Civil). Son incapacité est assimilée, par le Code, à celle du mineur non émancipé. (Art. 509 du Code Civil — Art. 6, loi du 27 février 1880.)

Par conséquent, les mêmes solutions lui seront appliquées, en ce qui concerne son entrée dans une société à responsabilité limitée et son tuteur aura les mêmes pouvoirs que celui du mineur.

L'interdit aliéné fait des actes valables, pourvu qu'ils ne soient pas passés dans un état de démence.

§ 3. — *Le Mineur émancipé* :

L'art. 481 du Code Civil détermine l'étendue de sa capacité :

(1) — HOUPIN et BOSVIEUX. *Op. cit.*, p. 82.

« Il fera tous les actes qui ne sont que de pure administration. »

Quand un mineur émancipé voudra souscrire des parts dans une société à responsabilité limitée, il pourra donc agir seul, si les fonds employés par lui constituent des revenus.

Au contraire, il devra recourir à l'assistance de son curateur lorsque les fonds servant à cette souscription sont des capitaux. L'art. 482 du Code Civil est formel.

§ 4. — *Le Prodigue ou faible d'esprit :*

Il est admis que celui-ci peut devenir commanditaire ou actionnaire, sans l'assistance de son curateur (1). Il peut donc entrer dans une société à responsabilité limitée de la même façon.

§ 5. — *Le père administrateur légal :*

L'art. 389, alinéa 6 du Code Civil, l'autorise à accomplir seul les actes que le tuteur peut faire seul ou autorisé par le Conseil de famille.

Les solutions précédentes nous amènent à conclure que le père peut, non seulement souscrire seul pour son enfant à une société à responsabilité limitée, en utilisant les revenus de la fortune qu'il administre ; mais encore, employer, à cet effet, les capitaux même supérieurs à 1.500 fr., puisque l'art. 389, alinéa 7, le déclare

(1) — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 133. — CONTRA, HOUPIX et BOSVIEUX. *Op. cit.*, n° 65.

« tenu de faire, en bon administrateur, emploi des capitaux appartenant à l'enfant, lorsqu'ils s'élèvent à plus de 1.500 fr. ».

§ 6. — *La femme mariée :*

Elle peut entrer dans une société à responsabilité limitée en souscrivant des parts sociales avec ses deniers personnels. Mais, pour la validité de l'opération, doit-elle recourir auparavant à l'autorisation de son mari ou à défaut, à celle de la Justice ?

Les auteurs, signale M. Drouets (1), ont généralement confondu cette question avec celle de savoir si, de par son contrat de mariage, la femme détenait les pouvoirs nécessaires à la souscription, par elle seule, de parts dans une société à responsabilité limitée (2).

Or, la question qui se pose est ici toute autre; l'autorisation du mari sera exigée ou non suivant que l'entrée de la femme mariée en société aura ou non une répercussion sur la puissance maritale, en ce sens qu'elle absorbera ou non l'activité de la femme.

Autrement dit, pour résoudre la question, il faut distinguer les sociétés par actions des sociétés de personnes.

Pour ces dernières : sociétés civiles, sociétés en nom collectif ou en commandite simple, il faudra toujours

(1) — DROUET^e. *Op. cit.*, n° 83.

(2) — VOIR AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71-III, n° 21. — HÉMARD. *Op. cit.*, n° 3. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 9. — PIOT. *Op. cit.*, n° 6 bis.

recourir à l'autorisation du mari, quel que soit le régime matrimonial adopté.

Pour les sociétés par actions, au contraire, il faudra examiner si la femme mariée détient, de par son régime, les pouvoirs suffisants, pour souscrire seule les actions.

Pour la société à responsabilité limitée, quel système adopter ? Le problème est matière à discussions.

Il nous semble préférable, pour ce qui est de la femme mariée, d'assimiler la société à responsabilité limitée à une société par actions. Les associés ne jouent pas un rôle tellement personnel dans la constitution et le fonctionnement d'une société à responsabilité limitée, sauf le cas, bien entendu, où ils remplissent les fonctions de gérants et où la femme ne pourrait, sans autorisation de son mari, accepter seule de telles fonctions qui absorberaient une partie de son activité (1).

D'où les solutions suivantes :

Si la femme est commune en biens, elle devra obligatoirement recourir à l'autorisation de son mari pour entrer dans une société à responsabilité limitée.

Au contraire, est-elle séparée de biens ou séparée de corps et de biens, elle n'aura besoin d'aucune autorisation pour faire l'apport envisagé, puisqu'elle a « l'entière et libre administration de ses biens personnels (art. 1449 et 1536 du Code Civil).

Il en sera de même pour la femme qui exerce une profession distincte de celle de son mari et consacre tout ou partie de ses biens réservés à l'achat ou la souscrip-

(1) — Contra : DROUETS. *Op. cit.*, n° 83.

tion de parts dans une société à responsabilité limitée.

L'art. 1^{er} de la loi du 13 juillet 1907 donne, en effet, dans ce cas, à la femme, « sur les produits de son travail et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'art. 1449 du Code Civil donne à la femme séparée de biens » (1).

Au contraire, pour une société de personnes, la loi de 1907, n'ayant pu avoir pour objet de modifier les prérogatives de la puissance maritale, ne permettrait pas à la femme de faire un commerce avec ses biens réservés, ni de s'associer avec un tiers sans le consentement de son mari, à raison des dangers que l'associé peut faire courir à l'avenir du ménage.

Ajoutons que si la femme est mariée sous un régime de communauté, elle peut, étant autorisée, apporter dans une société à responsabilité limitée, des biens communs. Il n'y aura pas là dérogation aux art. 1388 et 1421 du Code Civil.

— Dans les cas où l'autorisation du mari sera requise, comment celle-ci devra-t-elle être donnée ?

Devra-t-elle être expresse ou tacite ?

Il semble qu'une autorisation tacite, c'est-à-dire résultant du concours du mari à l'acte constitutif de la société suffise.

Devra-t-elle être générale ou spéciale ?

Une Jurisprudence constante déclare que l'autorisation générale de faire le commerce, accordée par le mari à sa femme, suivant l'art. 4 du Code de Commerce, se-

(1) — PLANIOL, RIPERT et ROUAST. *Traité de Droit Civ.*, t. II, § 429.

rait insuffisante; la mise en société d'un commerce en modifie complètement le caractère et dépasse les prévisions qu'a pu faire le mari au moment où il a accordé son autorisation (1). La femme commerçante s'engage par ses propres actes, tandis qu'associé, elle peut se trouver obligée solidairement par des actes accomplis au nom de la société.

En outre, il est préférable que le mari connaisse les associés de sa femme et ne donne, qu'en toute connaissance de cause, son autorisation, car celle-ci, une fois donnée, ne peut plus être révoquée pendant toute la durée de la société, à la différence de l'autorisation de faire le commerce.

§ 7. — *Les sociétés entre époux.*

Une telle société présente surtout un intérêt dans le cas où les époux ne sont pas communs en biens, mais séparés de biens, quoiqu'on ne puisse assimiler cependant la société à la communauté.

Une Jurisprudence, ancienne et absolument constante, déclare nulle, d'une nullité d'ordre public, toute société entre époux, en s'appuyant sur toute une série d'arguments dont voici les principaux :

1^o Une société entre époux est contraire à l'immutabilité des conventions matrimoniales (Art. 1395 du Code Civil), en modifiant les rapports d'intérêts existant entre les associés.

(1) — PLANIOL, RIPERT et ROUAST. *Op. cit.*, t. II, § 429.

En effet, en formant une société, les époux réunissent des biens qui, suivant leur régime matrimonial, eussent dû rester séparés ou rendent la femme responsable sur ses propres, de dettes contractées par le mari. C'est dénaturer le régime matrimonial, contrairement à l'art. 1395 du Code Civil qui interdit tout changement des conventions matrimoniales après la célébration du mariage;

2° Les tribunaux invoquent surtout un autre argument : la société entre époux porte atteinte à l'autorité maritale (Art. 1388 du Code Civil) ; elle est susceptible d'établir entre les époux une égalité de droit incompatible avec l'exercice de la puissance maritale;

3° La Jurisprudence assimile très souvent la société à la vente et fait ainsi découler la nullité des sociétés entre époux de la prohibition de la vente entre époux édictée par l'Art. 1595 du Code Civil.

Mais il n'existe aucune analogie entre la société et la vente ;

4° Enfin, les tribunaux invoquent un ensemble de textes du Code Civil et Commercial qui montrent la volonté du législateur de limiter la liberté contractuelle dans les rapports des époux. Toute convention quelconque entre époux est de nature à altérer le contrat de mariage. Pourtant, la loi déclare valables la donation entre époux, le mandat (Voir les art. 1096, 1595, 1840 Code Civil, Art. 5 Code de Commerce). Pourquoi se montrer plus sévère pour les sociétés ?

La nullité est prononcée cependant par les tribunaux, que la société soit antérieure, concomittante ou postérieure au mariage.

La sanction est la même quel que soit le contrat de mariage auquel se trouvent soumis les époux : régime de communauté ou séparation de biens.

De même, la nullité est appliquée, que la société soit formée uniquement entre les deux époux ou qu'elle comprenne entre autres, un ou plusieurs tiers.

Ainsi, la Jurisprudence érige la possibilité de fraude en présomption irréfragable et crée une véritable incapacité en matière de sociétés, incapacité qui entraîne une nullité absolue (1).

La Doctrine, au contraire, ne déclare la société entre époux nulle que s'il y a eu véritablement fraude à la loi. Les époux, par exemple, ont voulu dissimuler une donation irrévocable sous la forme d'une société constituée entre eux; ou bien, ils ont adopté ce moyen pour modifier leur contrat de mariage ou attribuer à la femme une indépendance contraire à la puissance que détient son mari de par son contrat de mariage, etc...

La Jurisprudence apporte toutefois quelques tempéraments à son système rigoureux. Elle ne prononce la nullité des sociétés entre époux que s'il y a réellement société, c'est-à-dire si chaque époux joue bien le rôle d'associé.

Elle distingue avec soin la société du mandat, du louage de services, contrats parfaitement valables.

D'autre part, la Jurisprudence n'annule, en général, que les sociétés de personnes, sociétés en nom collectif,

(1) — HÉMARD. *Op. cit.*, n° 81 et suiv.

sociétés universelles de gains, les sociétés de fait où la femme joue un rôle actif (1).

Les motifs invoqués par la Jurisprudence ne valent guère, en effet, que pour de telles sociétés. Les sociétés anonymes ou en commandite par actions sont valables (2). Il n'y a pas ici contrariété d'intérêts entre les époux, ni atteinte à l'immutabilité. Il n'y aurait opposition d'intérêts qu'au cas où l'un des époux serait apporteur en numéraire, l'autre en nature.

Pour ce qui est de la société à responsabilité limitée, en raison de son caractère mixte, il est assez difficile de se prononcer.

Les auteurs (3) se déclarent, généralement, pour la nullité de la société à responsabilité limitée entre époux, surtout si le mari est gérant, à cause du rôle prépondérant de l'intuitus personae dans ces sociétés.

Un auteur (4) tempère ce système en ne reconnaissant la nullité qu'au cas de fraude des époux.

Enfin, d'après une troisième opinion (5) mari et femme peuvent s'associer valablement, quel que soit leur régime, pourvu que la femme ne soit ni gérante, ni cogérante avec son mari.

Si le mari est gérant, en effet, les biens de la femme

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 85. — HOUPIN et BOSVIEUX. *Op. cit.*, n° 70.

(2) — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 135.

(3) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 85. — DEFRÉNOIS. *Op. cit.*, n° 10 et *Rép. . . gén. du Notariat* du 30 janvier 1926, n° 8231. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 9. — PIOT. *Op. cit.*, n° 6. — POTTIER. *Op. cit.*, n° 15, lettre b.

(4) — HÉMARD. *Op. cit.*, p. 392, n° 1.

(5) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, III, n° 22.

mis en société, sont soumis à un régime tout différent de celui qui résulterait du contrat de mariage et donne à la femme associée droit de contrôle et de critique sur la gestion de son mari.

La Jurisprudence tempère enfin son système, en reconnaissant pour valable une société entre époux formée avec des tiers et dans laquelle la femme et le mari ont, non des apports et des intérêts distincts, mais un seul et même intérêt représenté par le mari — ou stipulent au nom de la communauté.

Du moment que le pacte social n'est pas contraire aux clauses du régime matrimonial adopté par les époux et n'accorde pas à la femme un pouvoir de direction et de contrôle incompatible avec la puissance maritale, la société entre époux sera licite.

La femme apparaît alors plutôt comme la préposée que comme l'associée du mari. Sa personnalité s'efface derrière celle du mari; elle n'intervient qu'à titre de commune en biens.

Il suit de là que toute femme séparée de biens ne peut former une société à responsabilité limitée avec son mari, puisque, détenant de son contrat, l'administration et la jouissance de ses biens, elle ne peut réaliser un apport en société qu'en agissant personnellement. Il n'y a plus alors cette communauté d'intérêts qui rendait valable la société entre époux.

Rien ne s'oppose, par ailleurs, à ce que le mari non associé soit désigné comme gérant d'une société à responsabilité limitée dont sa femme ferait partie, car le mari n'est qu'un simple mandataire.

Examinons, en terminant, le cas d'une société, formée entre un père, son gendre et des tiers, et dans laquelle le père décède, la fille héritant de ses biens. La société se trouve avoir alors pour membres, les deux époux; doit-elle être dissoute?

On invoque parfois, pour sa validité, la Jurisprudence qui déclare qu'une société se continue valablement avec des héritiers mineurs. C'est à tort que l'on assimile les deux situations, dit M. Hémar (1), car dans le premier cas, il y a nullité absolue d'ordre public et dans le second, nullité relative seulement.

La société doit donc être dissoute au décès du père.

§ 8. — *Questions diverses:*

1° *Société entre successibles.* — Une société à responsabilité limitée peut être valablement formée entre une personne et tout ou partie de ses successibles (2).

C'est un cas qui pourra se rencontrer fréquemment en pratique, puisque la société à responsabilité limitée a été en partie créée pour favoriser les groupements familiaux, d'après les rapports présentés à la Chambre des Députés et au Sénat.

Signalons à ce sujet que, si la forme authentique n'est pas obligatoirement requise pour l'acte constitutif de telles sociétés, il sera néanmoins prudent de recourir à l'acte notarié, afin d'éviter toutes difficultés concernant le rapport dû par les héritiers lors du décès du chef de

(1). — HÉMAR. *Op. cit.*, n° 88.

(2). — DROUETS. *Op. cit.*, n° 86. — POTTIER. *Op. cit.*, n° 20.

famille. Les bénéfices obtenus par les héritiers n'auront pas, en effet, à être rapportés à la succession si l'acte social a été dressé par devant notaire, pourvu qu'il ne fasse pas fraude aux droits des cohéritiers (Art. 854 du Code Civil).

Si l'acte est sous seings privés, au contraire, le rapport des bénéfices réalisés dans la société formée avec le défunt est ou peut être exigé.

Observons, toutefois, que l'Art. 854 n'a pas à être pris en considération :

1° Si tous les successibles font partie de la société formée avec le de cujus ;

2° Si la société comprend le conjoint du successible, par exemple beau-père et gendre.

2° *Société.* — Une société peut-elle entrer dans une société à responsabilité limitée et en devenir membre ?

Oui, certainement, du moment que cette société jouit de la personnalité morale et que ses statuts ne s'y opposent pas.

Cette solution s'applique à toutes les sociétés commerciales quelles qu'elles soient : sociétés en nom collectif, sociétés en commandite simple ou par actions, sociétés anonymes, société à responsabilité limitée.

Il en est de même, pour les associations déclarées de la loi du 1^{er} juillet 1901 et pour les sociétés civiles, si toutefois, on reconnaît à ces sociétés, suivant l'opinion générale, la personnalité morale.

Par contre, les associations en participation ne peu-

vent faire partie d'une société à responsabilité limitée, car elles ne possèdent pas d'existence juridique distincte de celle de ses membres. Si le gérant d'une telle société intervient dans la constitution d'une société à responsabilité limitée, ce sera uniquement en son nom personnel.

3° *Etrangers*. — Peuvent-ils souscrire à une société à responsabilité limitée française ?

Oui, même s'ils n'ont ni domicile ni résidence en France, car ils jouissent des mêmes droits que tout Français.

Ainsi peuvent-ils être associés dans une société à responsabilité limitée et même y être nommés gérants.

4° *Incompatibilités*. — Il est certaines professions qui sont incompatibles avec l'exercice du commerce : ce sont la plupart des fonctions publiques, celles d'officiers ministériels, instituteurs, comptables de deniers publics, agents de change et courtiers de commerce, agents consulaires à l'étranger, agents et gardes forestiers, etc... Ce sont encore les titulaires de poste dans l'ordre judiciaire, y compris les auxiliaires de la justice : avoués, avocats, huissiers, etc...

Doit-on interdire à ceux qui remplissent ces fonctions, l'entrée dans une société à responsabilité limitée ?

Oui, si l'on analyse la souscription de parts sociales d'une telle société, comme un acte de commerce ; mais, au contraire, la réponse sera négative, si on assimile l'entrée dans une société à responsabilité limitée, à un acte de simple administration.

Il résulte de divers textes et règlements professionnels que les personnes qui exercent certaines professions ne peuvent accepter les fonctions d'administrateurs dans les sociétés anonymes d'où on conclut que cette incompatibilité doit s'étendre aussi aux fonctions de gérants d'une société à responsabilité limitée.

C'est ainsi que l'Ordre des Avocats à la Cour de Paris. le 6 février 1926, sans discuter la question, s'est borné à défendre à ses membres de jouer le rôle de fondateurs ou d'accepter les fonctions de gérants dans une société à responsabilité limitée (1).

L'Art. 12 de l'Ordonnance du 14 janvier 1843 interdit aux notaires de s'immiscer dans les opérations accomplies par des sociétés autres que les sociétés par actions, les notaires ne pouvant toutefois être ni administrateurs, ni commissaires aux comptes de telles sociétés (Art. 13 et 14 de la même ordonnance).

Il paraît difficile d'étendre cette exception faite pour les sociétés anonymes aux sociétés à responsabilité limitée qui, par certains côtés, revêtent le caractère de sociétés de personnes, d'autant plus que, d'après la loi du 7 mars 1925, tous les noms des associés sont publiés dans l'acte social.

La même interdiction s'étend à la femme du notaire. C'est ce qu'a décidé le Ministre de la Justice dans une réponse à M. Dessein, député (2).

(1) — DROUETS, *op. cit.*, n° 86.

(2) — Réponse du Ministre des Finances à une question de M. Ed. Dessein, du 25 juillet 1925. *Journal Officiel*, 25 juillet 1925, et *Rép. gén. du Notariat*, 1925, p. 388.

Il s'agissait de la femme d'un notaire, mariée sous le régime de la communauté, réduite aux acquêts et qui, ayant hérité de son père une part dans une maison de commerce, voulait apporter cette part dans une société à responsabilité limitée.

Le Ministre, dans sa réponse, déclare qu'il ne semble pas qu'un notaire ou sa femme puisse devenir associé, même non gérant, dans une société à responsabilité limitée, vu le petit nombre de ses membres, la limitation de la cessibilité des parts sociales et la faculté de faire figurer, dans la raison sociale, les noms d'un ou de plusieurs associés, tous caractères qui rapprochent la société à responsabilité limitée de la société en nom collectif et la différencient notamment de la société anonyme.

Toutefois, le Ministre déclare qu'il ne saurait émettre d'avis sur la question que sous réserve de l'appréciation des tribunaux. Ceux-ci n'ont pas eu encore à se prononcer (1).

Nous avons terminé l'étude de l'application, aux divers incapables, du principe posé dans notre Section I, à savoir que l'apport en numéraire, dans les sociétés à responsabilité limitée, constituait un simple acte d'administration.

Les règles pratiques que nous avons ainsi déduites du principe, sont assez libérales, en ce sens qu'elles attribuent aux incapables des pouvoirs assez étendus et on

(1) — Pour les magistrats, voir réponses aux questions de M. Cuttoli. *Journal officiel* des 16 et 18 décembre 1926.

peut se demander si, dans certains cas, elles protègent suffisamment les incapables.

En effet, alors que la société à responsabilité limitée, limite les risques des associés à leur mise, il est des hypothèses où cette responsabilité devient illimitée : c'est le cas notamment de l'annulation de la société pour vice de constitution entraînant la responsabilité, envers les autres associés et les tiers, des associés originaires auxquels la nullité est imputable (Art. 10. Loi du 7 mars 1925) ; c'est enfin et surtout le cas de majoration d'apports en nature qui n'entre pas dans le cadre de cette partie et que nous retrouverons plus loin.

Il est permis de se demander si on peut toujours considérer, dans ces cas, l'entrée dans une société à responsabilité limitée comme un acte d'administration et la libération des actions comme une garantie suffisante. Aussi certains auteurs, se montrant plus rigoureux, en ont-ils conclu qu'il fallait exiger des associés une capacité plus grande que celle de faire seul des actes d'administration et qu'il fallait au moins la capacité de s'obliger.

Il est certain que, du point de vue strictement juridique, — ainsi que nous l'avons montré dans notre section I, — cette solution n'est pas nécessaire. En considération du caractère familial que la loi et les travaux préparatoires ont voulu donner aux sociétés à responsabilité limitée, il faut se montrer libéral en la matière et n'exiger des associés qu'une capacité de faire des actes d'administration.

Exiger, en effet, une capacité de s'obliger serait éloigner des sociétés à responsabilité limitée, les mineurs et empêcher, par exemple, un père de s'associer avec ses enfants. Une sévérité exagérée serait contraire au but même de la loi.

Certains auteurs (1), adoptant aussi cette solution libérale et n'exigeant que la capacité d'administration pour l'apporteur, justifient cette manière de voir par des arguments d'un ordre tout différent. Ils assimilent la responsabilité pécuniaire que fait peser la loi sur les associés originaires, en cas de vice de constitution (ou majoration d'apports) à une présomption légale de faute délictuelle, les associés n'ayant pas contrôlé suffisamment la régularité de la constitution de la société (ou l'évaluation des apports.)

Or, dit M. Lepargneur (2) les fautes étant personnelles, les conséquences en seront supportées, non par l'incapable lui-même, mais par son représentant (ou celui qui l'a assisté) lors de la constitution de la société.

La même solution s'appliquerait si la faute était considérée comme contractuelle.

Donc, la responsabilité des art. 8 et 10 de la loi du 7 mars 1925, n'incombant pas à l'incapable, il n'y a pas lieu d'en tenir compte dans l'examen de la situation de l'incapable.

Cet argument est loin d'être décisif, car si le tuteur, par exemple, a bien engagé sa responsabilité, la respon-

(1) — HOUPIN et BOSVIEUX. *Op. cit.*, n° 63. — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 133.

(2) — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 9.

sabilité civile de son pupille existe et le mineur ne possède qu'un recours contre le gérant, en cas de fautes de ce dernier. La responsabilité des associés est alors contractuelle et ne pèse que sur le mineur, car le tuteur n'a pas agi personnellement, donc n'est pas partie à l'acte.

Quant aux personnes dont la capacité est limitée : mineur émancipé, individus pourvus d'un Conseil judiciaire, elles sont valablement obligées par leurs délits ou quasi-délits, comme par les fautes commises par elles dans l'exécution des contrats qu'elles ont passés dans les limites de leur capacité légale restreinte.

DEUXIÈME PARTIE

Ch. I. — De la libération intégrale des apports en nature.

Ch. II. — De l'évaluation de ces apports.

Ch. III. — De la capacité de l'apporteur en nature.

Ch. IV. — Des apports mixtes.

DES APPORTS EN NATURE

Au lieu d'apporter des fonds à une société à responsabilité limitée, il est possible, suivant le droit commun des sociétés (art. 1832 et 1833 du Code Civil) et les art. 7 et 8 de la loi du 7 mars 1925, d'apporter d'autres biens et droits, mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels. C'est l'ensemble de ses biens que l'on désigne sous le nom d'apports en nature.

La loi n'en donne aucune définition; il faut donc se référer au droit commun et, particulièrement, aux principes qui président à la constitution des sociétés par actions.

Les apports en nature sont tous ceux qui ne consistent pas en numéraire. Leur objet peut donc être infiniment varié et tout bien peut constituer un apport en nature, pourvu qu'il soit dans le commerce.

Un associé pourra ainsi apporter en société des immeubles, bâtis ou non, une usine, un terrain, des machines industrielles, un outillage, des matières premières, des marchandises ou encore des biens incorporels, tels qu'un fonds de commerce et les avantages qui, souvent,

s'y rattachent : promesse de vente, droit au bail, brevet d'invention, procédés de fabrication non brevetés, marques de fabrique, dessins, modèles, créances, promesses d'achat, option, concession etc., etc...

Pour qu'un de ses biens en nature puisse faire l'objet d'un apport dans une société à responsabilité limitée, il ne suffit pas que ce bien soit dans le commerce ; il faut encore :

1° Que cet apport soit intégralement libéré avant la constitution de la société ;

2° Qu'il soit susceptible d'une évaluation pécuniaire, figurant à l'actif de la société.

Nous examinerons successivement ces deux règles qui dominent la question des apports en nature et ne vont pas sans soulever quelques discussions.

Le principe de la libération intégrale nous amènera à discuter la possibilité de certains apports spéciaux.

La question de l'évaluation des apports en nature nous conduira, ensuite, à l'examen comparatif des divers systèmes possibles d'estimation des biens en nature, systèmes destinés à éviter le plus possible les majorations auxquelles donnent lieu, très souvent, la constitution des apports en nature.

Nous étudierons, en particulier, le système qu'a cru devoir établir la loi du 7 mars 1925.

Enfin, nous dirons quelques mots de la capacité nécessaire aux apporteurs de certains biens en nature.

CHAPITRE PREMIER

De la libération intégrale des apports en nature

L'Art. 7, de la Loi du 7 mars 1925, décide, dans son premier alinéa, en termes généraux que :

« Les sociétés à responsabilité limitée ne peuvent être définitivement constituées qu'après que toutes les parts ont été réparties entre les associés dans l'acte de société et qu'elles ont été libérées intégralement. »

et l'alinéa 2 du même article ajoute :

« Les parts sociales correspondant en tout ou en partie à des apports en nature doivent toujours être entièrement libérées au moment de la constitution de la société ».

Ce qui semblerait détruire la portée générale de l'alinéa précédent et faire croire que les apports en espèces et les apports en nature ne sont pas soumis ici au même régime. L'on serait presque tenté d'induire, par un argument a contrario, que les apports en espèces ne doivent pas nécessairement être libérés intégralement (1).

(1) — HOUPIN et BOSVIEUX. *Op. cit.*, p. 689, note 5.

Il n'en est rien, et c'est là une survivance maladroite du projet de loi du 16 mars 1920, qui, comme nous l'avons vu précédemment, ne prévoyait, pour les apports en numéraire, qu'une libération de moitié, les apports en nature devant seuls être intégralement libérés.

Le législateur de 1925, ayant adopté une réglementation uniforme pour les deux types d'apport, aurait dû modifier le texte primitif, soit en déclarant que les parts sociales correspondant à des apports en nature devraient « également être entièrement libérées », ainsi que le proposait la Société d'Etudes législatives, soit en supprimant purement et simplement l'alinéa 2 de l'Art. 7.

Par suite d'une inadvertance regrettable, le législateur ne l'a pas fait et il est permis de déplorer cette rédaction vicieuse qui prête à confusion.

Quoi qu'il en soit, remarquons que ce principe de la libération intégrale des apports en nature n'est pas une innovation de la loi du 7 mars 1925, mais un emprunt à la législation en matière de sociétés par actions.

La loi du 24 juillet 1867, en effet, exige aussi une libération intégrale des apports en nature. (Art. 3, alinéa 2. loi 1867 modifiée par la loi du 1^{er} août 1893).

La règle de la libération intégrale entraîne cette conséquence que si un apport en nature a été évalué d'une façon exagérée et si l'apporteur a ainsi reçu en échange un nombre de parts sociales supérieur à la valeur réelle des biens mis par lui en société, il y aura majoration d'apports et pour la partie excédant la valeur réelle de l'apport, il n'y a pas libération intégrale et l'apport n'est pas légalement constitué.

Nous allons maintenant passer en revue quelques espèces possibles d'apports en nature qu'il est intéressant d'étudier, notamment du point de vue du principe de la libération intégrale.

SECTION I

Des apports en propriété

Dans la majorité des cas, l'associé apporte à la société la pleine propriété d'un bien.

Suivant le droit civil, il y a alors transmission de propriété du patrimoine de l'apporteur au patrimoine de la société, considérée comme personne morale, distincte de celle de ses membres.

La règle de la libération intégrale exige que cette transmission ait lieu au moment même de la constitution de la société, et ne constitue pas un apport celui qui n'opère une transmission de biens qu'après la constitution de la société. Toute convention ayant pour but de retarder cette transmission rendrait l'apport nul et tout apport à terme est exclu.

La transmission de biens correctement effectuée, il n'y aura véritablement apport que si l'associé reçoit, en échange des biens transmis à la société, des parts sociales. C'est par là que se distingue l'apport de la vente.

Dans cette dernière, la transmission de biens a pour contre-partie la remise à l'apporteur, ou à un tiers désigné par lui, d'une somme d'argent.

Signalons, en passant, que cette vente n'est réalisable régulièrement qu'après la constitution de la société, puisque c'est seulement à ce moment que la vente peut être valablement consentie à la société (1).

Souvent, l'opération d'apport est complexe et l'apporteur reçoit, de la société, à la fois une somme d'argent et des parts sociales, en rémunération de son apport. Ou bien encore, l'associé, apportant des biens grevés de charges, reçoit des parts sociales et la société s'engage à acquitter le passif qui grève les apports. Il n'y a alors apport que pour la valeur nette du bien apporté, après déduction des sommes mises à la charge de la société.

L'on désigne parfois, ces sortes d'apports, sous le nom d'apports mixtes.

Il y a, pour partie, vente, pour partie apport et on doit dédoubler l'opération, en ce qui concerne les effets en droit civil et en droit fiscal. C'est ainsi que le privilège du vendeur (art. 2102 et 2103 du Code Civil) ne s'appliquera à l'apport mixte que pour la somme payée par la société à l'apporteur ; pour le surplus, rémunéré par des parts sociales, le privilège n'existera pas.

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 93. — HOU PIN et BOSVIEUX. *Op. cit.*, n° 694.

SECTION II

Des Apports en jouissance

Au lieu d'apporter en société, la propriété d'un bien, on peut songer à n'en pas apporter que la jouissance.

Un tel apport est-il valable ? Autrement dit, remplit-il la condition de libération intégrale exigée par la loi ?

Précisons que la question n'offre aucune difficulté si l'apporteur du bien en jouissance reçoit en rémunération, non un nombre déterminé de parts sociales, mais une somme d'argent, que la société s'engage à lui verser périodiquement, tous les ans par exemple.

Il n'y a plus, dans ce cas, qu'un loyer, généralement payé par le débit du compte « Frais Généraux » de la société.

Ce loyer pourrait être également prélevé sur les bénéfices nets de la société, en cas d'exercice bénéficiaire ; le paiement du loyer serait alors soumis aux risques de l'exploitation.

Enfin, il y aura véritablement apport, lorsque l'apporteur recevra, en échange de la jouissance en question, un certain nombre de parts sociales, du reste, proportionné à la valeur de cette jouissance.

Dans ce cas, l'apport en jouissance s'analyse essentiellement en un apport successif qui ne se trouvera pleinement réalisé qu'au bout de la période pendant laquelle l'apporteur s'est engagé à laisser jouir la société de son bien.

Or, il peut arriver qu'avant l'expiration du temps

ainsi convenu, le bien vienne à périr par cas fortuit; l'apport n'a donc pas été réalisé en entier (1).

Remarquons, sur ce point, que le Code Civil déclare alors la société dissoute. (Art. 1832, alinéa 2.)

Il semble donc, qu'avec la règle de la libération intégrale contenue dans l'art. 7 de la loi de 1925, un apporteur en jouissance ne puisse être valablement effectué.

C'est notamment l'opinion d'un auteur (2) qui décide qu'un apport en jouissance ne peut être rémunéré par l'attribution de parts sociales, ni être compris dans le capital nominal social, de telle sorte, qu'à la dissolution de la société, l'apporteur ait droit au remboursement de la valeur de son apport.

Cet auteur estime qu'un apport en jouissance ne saurait être rémunéré que par l'attribution d'une quotité déterminée des bénéfices annuels et éventuellement du boni de liquidation, c'est-à-dire par des droits bénéficiaires.

Cette opinion, du reste isolée, ne nous paraît pas conforme à la réalité des choses. Nous pouvons, d'ailleurs, en cette matière, nous référer aux solutions déjà adoptées pour les sociétés par actions, puisque le problème se pose pour celles-ci comme pour les sociétés à responsabilité limitée, dans les mêmes conditions. Au reste, la loi du 1^{er} août 1893 et celle du 7 mars 1925 s'expriment dans des termes identiques.

La première dispose, en effet, que les apports en nature devront toujours être intégralement libérés

(1) — LYON-CAEN et RENAULT. *Op. cit.*, tome II, n° 27.

(2) — DEFRÉNOIS. *Rép. gén. Notariat*, 1926, p. 311.

(art. 24 et 3 de la loi du 1^{er} août 1893), au moment de la constitution de la société.

Or, la majorité des auteurs considèrent comme valables les apports en jouissance dans les sociétés par actions et ce, pour les raisons suivantes :

Si l'apport en jouissance est bien un apport successif, il n'en constitue pas moins un élément actif du capital de la société qui sera inscrit, par conséquent, au bilan de la société.

D'autre part, cet apport investit la société d'un droit dont l'exercice ne dépend pas de circonstances aléatoires et notamment de la volonté de l'apporteur.

Celui-ci s'engage à faire jouir la société de sa chose et par là, se dépouille irrévocablement du droit d'en user lui-même. Il y a bien là apport véritable (1).

Certains auteurs (2) se prononcent pour la validité des apports en jouissance en se basant sur ce fait que la loi n'exige pas une libération totale et immédiate des apports à réalisation successive, pour lesquels la nature même des choses résiste absolument à une telle libération. Pour ces auteurs, la libération immédiate signifie une exécution régulière des obligations successives à la charge de l'apporteur.

Quoi qu'il en soit, nous estimons avec la majorité des auteurs (3) que dans une société à responsabilité limi-

(1) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71-IV, n° 56.

(2) — LYON-CAEN et RENAUULT. *Op. cit.*, tome II, n° 27.

(3) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71-IV, n° 56. — DROUETS. *Op. cit.*, n° 94. — HOUPIN et BOSVIEUX. *Op. cit.*, t. 1, n° 558.

Contra : DEFRENOIS. *Rép. Gén. Not.* 1926, p. 311. — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 169.

tée, il est possible de faire un apport en jouissance.

Les risques de la chose sont, dans ce cas, pour l'associé (art. 1722 et 1851, alinéa 1 du Code Civil) et la perte du bien entraîne dissolution anticipée de la société (art. 1867 du Code Civil) affectée dans sa base.

Pendant la durée de la société, celle-ci ne peut aliéner le bien apporté en jouissance. Elle se contente d'en user.

Une fois la société dissoute, le bien retourne à l'apporteur.

SECTION III

Apports de travaux et démarches. — Apports d'industrie.

Qu'appelle-t-on apports de travaux et démarches ? La pratique désigne par là l'apport fait, par certains associés, des travaux, démarches ou frais qu'ils ont faits pour parvenir à constituer la société.

De tels apports sont illicites, car ils ne représentent aucune valeur susceptible d'être inscrite à l'un des postes du bilan. Ils ne peuvent, à eux seuls, faire l'objet d'un apport en nature et être rémunérés par des parts sociales. Il pourra seulement être attribués aux associés qui effectuent de tels apports, soit des droits bénéficiaires, soit une somme d'argent versée après la constitution de la société (1).

(1) — En ce sens : AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71 IV, n° 53. — DROUETS. *Op. cit.*, n° 92.

Contra : DEFRENOIS. *Op. cit.*, n° 50.

Examinons cette autre catégorie d'apports, qui se rencontre fréquemment dans les sociétés : les apports d'industrie.

Souvent, l'un des associés s'engage, pour la durée de la société, à mettre à la disposition de celle-ci, son activité, ses connaissances techniques ou financières, et ce, contre la remise de parts sociales.

Inutile de dire que si l'associé recevait pour prix de ses services, une somme d'argent, un salaire, il ne saurait être question d'apport à proprement parler.

Cet apport de services futurs, parfaitement licite en droit commun (art. 1833, alinéa 2 et art. 1847 du Code Civil) est-il possible dans une société à responsabilité limitée ?

Nous ne le croyons pas, en raison toujours de l'art. 7 qui exige une libération intégrale de tous les apports avant la constitution de la société.

Or, à ce moment, l'apport en industrie ne se trouve pas réalisé. Il consiste en une obligation de faire; c'est un apport successif et sa caractéristique est qu'il ne se réalise que peu à peu, au fur et à mesure que l'apporteur consacre son activité à la société. Ce n'est qu'à l'expiration du délai fixé par les statuts pour la durée de la société, c'est-à-dire quand le concours promis par l'apporteur a été fourni pendant tout ce temps, que l'apport pourra être considéré comme définitivement et pleinement libéré. Par sa nature même, la libération d'un tel apport ne peut exister lors de la constitution de la société.

En outre, l'apport d'industrie est un apport aléa-

toire qui dépend de la volonté de l'apporteur, à la différence de l'apport en jouissance. Si l'apporteur vient à manquer à son engagement, la société se trouvera dissoute.

Nombre d'auteurs se prononcent, en conséquence, contre la validité de ces apports (1).

Quelques-uns, cependant, sont d'un avis contraire (2).

M. Defrénois, notamment, admet la validité des apports d'industrie avec cette condition toutefois, qu'ils soient immédiatement et intégralement libérés, — ce qui est incompatible avec le caractère même de ces apports qui, par définition, sont successifs.

M. Pottier, d'autre part, après avoir rappelé qu'en droit commun ces apports sont valables, conclut qu'ils sont également licites dans les sociétés à responsabilité limitée, la loi ne les ayant nulle part proscrits.

Cet argument n'a qu'une portée restreinte, car, si la loi n'interdit pas textuellement cette catégorie d'apports, il suffit qu'elle exige, de tous les apports faits à une société à responsabilité limitée, une libération immédiate et intégrale, pour qu'elle repousse, par ce moyen, les apports d'industrie incompatibles, par leur nature, avec la règle de l'art. 7.

M. Pottier ajoute (3) que la seule difficulté posée pour les apports d'industrie est l'absence de base pour

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 92. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 16. — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71-IV, n° 43. — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 170. — PIOT. *Op. cit.*, p. 18, note 2.

(2) — DEFRÉNOIS. *Op. cit.*, n° 50. — POTTIER. *Op. Cit.*, n°s 31 et 38.

(3) — POTTIER. *Op. cit.*, n° 38.

leur évaluation pécuniaire, alors que, remarque M. Drouets (1), la question est beaucoup plus grave et concerne la libération intégrale lors de la constitution de la société.

Nous concluons donc, que toute société qui comprendrait des parts sociales distribuées en rémunération d'apports d'industrie, de travaux et démarches, de concours personnels, serait nulle.

En terminant, rappelons, avec la Cour de Paris (2), que l'apport consistant dans le concours technique d'un tiers et formant, par exemple, l'accessoire d'une promesse de cession d'inventions et de brevets, ne peut être considéré comme nul (3).

L'apport d'industrie ne peut donc être rémunéré par des parts sociales. Mais il est tout à fait licite qu'un membre d'une société à responsabilité limitée, et à plus forte raison un tiers, s'engage à lui apporter son activité, ses connaissances personnelles, moyennant soit une somme d'argent, un salaire, soit l'attribution de droits bénéficiaires ou de parts de fondateurs ou industriels (4).

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 92.

(2) — A Paris, 14 juin 1917.

(3) — HÉMARD. *Op. cit.*, n° 246.

(4) — Pour la discussion sur la validité des parts de fondateurs. voir DROUETS. *Op. cit.*, n° 150. — HOUPIŒ et BOUVIÈUX. *Op. cit.* n° 511. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, p. 90, n° 43. — PIOT. *Op. cit.*, n° 45. — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71-IV, n° 43. — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 272 et 274.

SECTION IV

Apports de choses futures. — Apports successifs.

Les apports de choses futures sont illicites dans les sociétés à responsabilité limitée, toujours à raison de l'art. 7 de la loi de 1925. En droit commun et sous réserve de la défense inscrite dans l'art. 1130 du Code Civil (pactes sur successions futures), cette prohibition n'existe pas (1).

Une promesse de vente ou une promesse de bail, n'ayant pas, lors de la constitution de la société, une valeur intrinsèque, appréciable en argent, ne peuvent pas davantage faire l'objet d'un apport en nature dans une société à responsabilité limitée et doivent être, sur ce point, assimilées aux apports de choses futures (2).

En dehors des apports en jouissance, des apports d'industrie, il existe d'autres modalités d'apports successifs.

Signalons notamment l'obligation prise par l'un des fondateurs de fournir des denrées à un prix déterminé pendant toute la durée de la société.

Ces sortes d'obligations se rencontrent surtout dans les sociétés agricoles utilisant industriellement les produits du sol : ce sera, par exemple, l'obligation pour l'associé, de fournir à la sucrerie, ses betteraves ; à la papeterie, sa paille ; à la laiterie, son lait, etc.

(1) — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 168.

(2) — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 168.

Des apports de cette nature sont impossibles dans la société à responsabilité limitée, car ils sont incompatibles avec la règle de la libération intégrale exigée par l'art. 7. Au contraire, de tels apports se rencontrent fréquemment en droit allemand et en Alsace-Lorraine avant l'introduction de la loi française, et l'on peut regretter la sévérité de cette dernière à cet égard. Les entreprises qui veulent imposer à leurs membres des obligations de ce genre ne pourront donc pas adopter la forme de société à responsabilité limitée de la loi de 1925; elles possèdent, il est vrai, une autre forme commode : la société coopérative agricole introduite par la loi du 5 août 1920, forme suffisamment souple pour répondre aux besoins de la pratique (1).

(1) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71-III, n° 55.

CHAPITRE II

De l'évaluation des apports en nature

La loi du 7 mars 1920 ne se contente pas d'exiger, pour les apports en nature, une libération intégrale avant la constitution de la société à responsabilité limitée.

Elle prescrit, en outre, dans son art. 8, que :

« L'acte de société doit contenir l'évaluation des apports en nature. »

L'omission de cette formalité, volontaire ou fortuite, entraîne la nullité de la société et les conséquences de cette annulation sont supportées par les associés originaires et les premiers gérants.

La loi ajoute que :

« Les associés sont solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée au moment de la constitution de la société aux apports en nature. »

De telle sorte, qu'au cas où les statuts contiennent bien une évaluation des apports en nature, mais où il est démontré que cette évaluation est fausse et les

apports majorés, les associés originaires encourent une très lourde responsabilité pécuniaire et des peines sévères (art. 38).

La société originale adoptée par la loi du 7 mars 1925 ne se rencontre pas dans les autres formes de sociétés. Elle a pour but, sinon de supprimer, du moins de diminuer le plus possible les fraudes qui ne manquent jamais de se produire dans la constitution de sociétés où entrent des apports en nature.

Déjà le législateur de 1867 s'était préoccupé de combattre ces fraudes dans les sociétés par actions en établissant une procédure de vérification des apports en nature par des commissaires aux comptes et leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires. La création d'une société est souvent l'occasion de caser des amis, des oisifs, qui s'enrichissent et font ainsi crouler l'entreprise sous des frais généraux énormes.

Un tel danger n'était pas moins à craindre dans les sociétés à responsabilité limitée où les apports en nature sont souvent considérables. L'un des buts poursuivis par la loi du 7 mars 1925 n'est-il pas, notamment, de permettre, lors du décès du chef de famille, la conservation, dans le patrimoine familial, de l'entreprise laissée ainsi sans direction ? Ce fonds de commerce, cette industrie constitue alors la presque totalité du capital social de la société nouvelle formée entre les héritiers, pour la continuation des affaires et l'apport de chacun n'est souvent que le montant de ses droits indivis dans la succession du « de cujus ».

En outre, dans la société à responsabilité limitée, les associés sont généralement peu nombreux, rédigent eux-mêmes les statuts en toute liberté et il serait à redouter, dans le silence de la loi, que les associés ne fussent tentés de s'attribuer des parts sociales pour un montant très supérieur à la valeur réelle des apports en nature effectués par eux à la société.

D'où, deux dangers graves qui doivent être évités :

1^o) Les apporteurs en numéraire risquent d'être lésés, puisqu'ils ne recevront que des parts sociales proportionnées à la valeur de leurs apports, étant ainsi moins bien traités que les apporteurs en nature.

2^o) Les tiers, en l'espèce les créanciers de la société, peuvent être trompés sur la consistance réelle de leur gage et ils se refuseront à traiter avec une société présentant un tel manque de sécurité.

En Allemagne, la question a, au reste, vivement préoccupé les auteurs; les faillites des G. M. B. H. se sont, en effet, multipliées, souvent à cause de majorations exagérées des apports en nature (1).

Pour parer à ces dangers connus et révélés depuis longtemps par la pratique des sociétés anonymes, le législateur avait le choix entre divers systèmes, que nous allons successivement étudier :

(1) -- Cf. *Wirtschaft und statistik*, 1921.

SECTION I

Le système de la loi du 24 juillet 1867

Il était possible de transporter dans le domaine des sociétés à responsabilité limitée, le système fonctionnant en France, depuis 1867, pour les sociétés anonymes.

Dans celles-ci, en effet, afin de réprimer tout abus, le législateur avait adopté un système de vérification préalable des apports en nature comportant les précautions suivantes :

L'évaluation des apports en nature faite dans les statuts est subordonnée au vote de l'assemblée générale des actionnaires. Ceux-ci sont réunis en une première assemblée générale extraordinaire qui prend connaissance de l'évaluation faite, élit un ou plusieurs commissaires « ad hoc » chargés de faire un rapport sur cette évaluation.

Ce choix est assez délicat, puisque toute la garantie du système est rendue illusoire si les commissaires élus sont à la dévotion des fondateurs, de ceux qui font des apports en nature.

La première assemblée ne donne pas son approbation ; la loi veut que les actionnaires aient le temps de réfléchir, de se renseigner.

Les commissaires désignés font alors une enquête sur la valeur réelle des apports et rédigent un rapport.

Une seconde assemblée générale d'actionnaires est alors réunie, après que le rapport imprimé des commis-

saires a été mis à la disposition des actionnaires, cinq jours au moins avant la réunion de la seconde assemblée.

Celle-ci prend alors une décision en toute connaissance de cause, car les apporteurs seront obligés de justifier les attributions de parts qu'ils sollicitent; les souscripteurs sont tous réunis et peuvent se communiquer leurs impressions et ils ont eu le temps de réfléchir entre les deux assemblées.

Le vote des actionnaires ne sera valable que :

1° Si la délibération est prise par la majorité, c'est-à-dire au moins par la moitié plus un des actionnaires présents;

2° Si cette majorité comprend au moins le quart des souscripteurs;

3° Si les actions appartenant aux actionnaires formant la majorité, représentent au moins le quart du capital en numéraire (Art. 4, loi du 24 juillet 1867).

Les apporteurs en nature n'ont pas, dans la question, voix délibérative.

Une fois le vote obtenu sur l'approbation des apports en nature, l'évaluation est définitive, sauf réserve du cas de dol des actionnaires (encore les actionnaires ne pourraient-ils opposer ce dol aux créanciers sociaux, mais seulement à la société).

Ce système de la loi de 1867, malgré toutes les formalités qu'ils exigent des fondateurs de la société et l'apparence de sécurité qu'il procure, a donné de mauvais résultats en pratique et son efficacité est bien souvent illusoire et douteuse.

Les commissaires chargés de faire un rapport sont, en général, des hommes à la solde des fondateurs, des associés qui effectuent les apports en nature. Ces derniers les imposent facilement à la première assemblée générale qui, « dans l'enthousiasme de la première heure, est à leur discrétion » (1).

Mal renseignés, les actionnaires, lors de la seconde assemblée générale, se contentent d'approuver le rapport, toujours favorable, qui leur est soumis.

Enfin, la procédure de vérification des apports en nature souffre une exception, dans le cas où « la société, à laquelle est fait l'apport, est formée entre ceux seulement qui en étaient propriétaires par indivis ». (Art. 4, dernier alinéa. Loi du 24 juillet 1867). Aucune formalité n'est exigée dans ce cas, la loi ayant eu pour but de protéger, non les tiers, mais surtout les apporteurs de numéraire contre les apporteurs de biens en nature, tentés d'en surestimer la valeur, afin d'obtenir un nombre de parts sociales supérieur à celui qui leur revient légitimement (2).

La Jurisprudence abondant dans ce sens, admet que les formalités de l'Art. 4 n'ont pas à être observées, au cas où la société se constituerait sans souscription publique, avec le concours effectif de tous les associés (3).

Instruit par l'inefficacité complète du système adopté

(1) — BOURCART. *Journal des Sociétés*. 1920, p. 385 et s.

(2) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 112. — GAIN. n° 22 in fine. — PIOT. *Op. cit.*, n° 10 in fine.

(3) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 140.

par la loi de 1867 pour les sociétés anonymes, le législateur de 1925 n'a pas songé plus longtemps à adopter une méthode surannée et vaine (1), qui a, au reste, fait l'objet de propositions de réforme (2).

SECTION II

Systèmes proposés. Les réviseurs de la loi allemande du 20 avril 1892

§ 1^o *Le projet de loi du 16 mars 1920.*

Le projet de loi du 26 mars 1920, oublieux des dangers que présentaient pour les sociétés à responsabilité limitée, les apports en nature, se contentait de prescrire aux associés d'évaluer dans l'acte de société le montant des apports en nature (art. 8 al. 1), obligation sanctionnée par la nullité de la société (art. 9 al. 1) et de punir de peines correctionnelles les personnes qui se rendaient coupables de majorations d'apports.

Ces dispositions parurent, fort justement, insuffisantes à divers groupements d'industriels et de commerçants. Le projet, du reste, avait été soumis à l'avis de diverses chambres de Commerce de France et, notamment, la Chambre de Commerce de Strasbourg proposa d'introduire, dans la législation française des sociétés à responsabilité limitée, le système des réviseurs, tel qu'il fonctionne dans la législation allemande des sociétés par actions et fonctionnait par suite, dans le statut local

(1) — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 175.

(2) — Voir *Ann. Droit Comm.* 1927, p. 333. Proposition Chastanet.

d'Alsace-Lorraine — (1) (Art. 186, § 2, et 192, § 2. C. comm. allemand).

§ 2^o) *Le système des réviseurs.*

Les réviseurs ou experts, nommés par la Chambre de Commerce compétente et dont l'intervention est imposée, sont chargés, dans la loi allemande, de contrôler toutes les opérations se rapportant à la constitution de la société et de s'assurer de l'observation des prescriptions légales et des règles de l'honnêteté commerciale ; en particulier, ils vérifient la régularité et l'exactitude de l'évaluation donnée, dans l'acte de société, aux apports en nature (2).

L'idée qui se trouve à la base de cette institution des réviseurs est celle de la garantie des droits des tiers, lors de l'évaluation d'un actif social qui constitue le seul et unique gage des créanciers.

La Chambre de Commerce de Strasbourg estimait que cette institution particulièrement utile et judicieuse et disait-elle : « Il nous semblerait particulièrement utile de prévoir une disposition stipulant que l'évaluation des apports en nature dans l'acte de société ne pourra être faite valablement qu'après vérification par des réviseurs ».

M. Bourcart (3), à la suite de la Chambre de Commerce de Strasbourg, estimait cette proposition ex-

(1) — *Journal des Sociétés*, 1920, p. 386 et suivantes.

(2) — SOLUS. *Les réviseurs*. *Ann. droit comm.* 1923, p. 309, 1924, p. 24, et CHETTIN, *De la vérification des apports en nature*.

(3) — BOURCART. *Journal des Sociétés*, 1920, p. 385 et s.

trêmement judicieuse et il considérait l'intervention des réviseurs comme une « garantie sérieuse » pour empêcher la formation de sociétés atteintes de certains vices. Le contrôle, venant ici du dehors, a plus d'efficacité).

Mais une telle proposition avait peu de chances d'être adoptée par le législateur français.

Déjà, en Allemagne, les auteurs (2) avaient presque unanimement repoussé cette institution des réviseurs pour les G. M. B. H., comme portant gravement atteinte à la nature même de ces sociétés.

Celles-ci ont été créées, à côté de la société anonyme, d'un mécanisme lourd et formaliste, pour constituer essentiellement un instrument plus souple, plus flexible et plus intime. La société anonyme, c'est la maison de verre, la maison ouverte; la G. M. B. H., c'est la maison fermée et à moins d'enlever tout son caractère, toute son utilité à la société à responsabilité limitée, on ne peut astreindre la constitution d'une telle société à l'immixtion de personnages officiels. Ce procédé ôterait toute intimité aux sociétés à responsabilité limitée dont la nature est incompatible avec une intervention du dehors.

Aussi, la loi du 20 avril 1892 se contente-t-elle d'exiger, dans l'acte de société des G. M. B. H., l'indication du nom de l'apporteur et la valeur de son apport (art. 5, alin. 4). Cette estimation ne donne lieu à aucun con-

(1) — GED. *Les Sociétés à responsabilité limitée*. Rapport présenté à la Chambre de Commerce le 3 mai 1921.

(2) — HOLLAENDER. *Zur Reform der G. m. b. H.*, p. 75 et 78. — SCHULTHESS. *Die Reformbestrebungen in Rechte der G. m. b. H.*, p. 24.

trôle et en cas d'exagération, les sanctions appliquées sont celles du droit commun.

Le Parlement français, qui s'est toujours opposé à l'introduction de cette institution des réviseurs, pour les sociétés anonymes, aurait certainement rejeté le système proposé et l'on risquait par là de faire repousser tout le projet.

La suggestion de la Chambre de Commerce de Strasbourg ne manqua pas, du reste, d'être rejetée par la Commission de la Chambre des Députés, pour le motif énoncé plus haut, que l'intervention de ces experts enlèverait tout caractère d'intimité à la société à responsabilité limitée (consulter le rapport de M. Manceau) (1).

Pourtant, quelques auteurs préconisent le système allemand, estimant qu'il établit une garantie sérieuse pour les tiers et que c'est précisément leur protection que vise la loi de 1925 (2).

La violation de l'intimité des sociétés à responsabilité limitée n'est pas un argument qui, pour ces auteurs, doive faire rejeter l'institution. La société à responsabilité limitée est une maison fermée, en ce sens que n'y entre pas qui veut. « Mais cette caractéristique n'est en rien modifiée par le fait qu'au moment d'élever la construction, des experts viennent vérifier la solidité des fondations et la bonne qualité des matériaux » (3).

(1) — Rapport Manceau sous-art. 8. *Journal Off.* annexe n° 3.349 au procès-verbal de la séance du 16 novembre 1921.

(2) — *Ged. Op. cit.*

(3) — *Ged. idem.*

SECTION III

Système de la loi du 7 mars 1925.

Quoi qu'il en soit, la Commission de la Chambre des Députés, ayant écarté les deux systèmes précédents, l'un, celui de la vérification par deux assemblées générales d'actionnaires, comme inefficace; l'autre, celui des réviseurs, comme indiscret, dut chercher ailleurs un système de garantie qui éviterait les majorations d'apports.

Elle imagina d'exiger, dans l'acte de société, une évaluation des apports en nature et pour garantir la sincérité de cette évaluation, rendit responsables solidairement tous les associés originaires de la valeur ainsi attribuée, lors de la constitution de la société, aux apports en nature. (Art. 8.)

A la différence du législateur de 1867, le législateur de 1925 a surtout recherché, par la création de cette responsabilité, une mesure destinée à protéger efficacement les tiers, c'est-à-dire les créanciers sociaux de la lésion qui résulterait pour eux de l'évaluation exagérée des apports en nature et, par suite, du capital social. Il a redouté que, par leur complicité, tous les associés originaires ne se liguent pour donner à la nouvelle société un crédit factice.

Si les associés, qui ont fait des apports en numéraire, se trouvent indirectement protégés par ce système, ce n'est pas leur intérêt que la loi a voulu protéger dans l'art. 8.

Le législateur de 1925 a estimé qu'en raison de l'« intuitus personae », des relations personnelles et de la confiance qui existent entre les membres d'une société à responsabilité limitée, les souscripteurs en numéraire avaient moins à redouter ici que dans les sociétés anonymes, des fraudes émanées d'apporteurs de biens en nature.

C'est ainsi que la loi de 1925 n'organise aucune procédure de vérification et d'approbation des avantages particuliers, comme le fait la loi de 1867. Ces avantages particuliers, en effet, n'intéressent que les rapports des associés entre eux et non ceux des tiers avec la société. De plus, la loi ne craint pas, dans l'art. 8, de faire peser une lourde responsabilité sur tous les associés, en cas de majoration d'apports, sans distinguer entre les apporteurs en numéraire, qui n'ont pas profité de cette majoration et les autres associés, apporteurs en nature.

La loi, en réprimant sévèrement les majorations d'apports et en protégeant les tiers, donnent par suite aux sociétés à responsabilité limitée un crédit plus stable.

La loi du 24 juillet 1867 avait, elle, un tout autre but et son art. 4 était dicté par le désir de protéger efficacement les apporteurs en numéraire contre les fraudes des apporteurs en nature. Les tiers ne se trouvaient protégés qu'indirectement.

Avant d'entrer dans le détail de la réglementation imposée par la loi du 7 mars 1925 en ce qui concerne l'évaluation des apports en nature, il convient de rechercher la nature, le fondement véritable de la responsabilité solidaire instituée par l'art. 8.

Les travaux préparatoires ne donnent aucune lumière sur cette question, actuellement discutée en doctrine. Les rapporteurs devant les deux Chambres n'ont pas fait l'analyse juridique de la disposition qu'ils proposaient et devant la Société d'Etudes législatives, la discussion avait uniquement porté sur les mérites et les inconvénients de la vérification préalable, la responsabilité des associés n'ayant pas été envisagée (1).

Un auteur (2) voit dans l'obligation qui pèse sur les associés originaires d'une société à responsabilité limitée, une obligation contractuelle. Il nous semble impossible d'admettre une telle opinion et de soutenir que les associés sont liés par contrat envers les créanciers sociaux, du fait de leurs souscriptions. Les créanciers ne connaissent que la société à responsabilité limitée, leur débitrice contractuelle; les associés ne sont pas personnellement débiteurs des créanciers, mais de la société.

La plupart des interprètes de la loi du 7 mars 1925 considèrent, au contraire, que la responsabilité de l'art. 8 est de nature délictuelle ou quasi-délictuelle (3).

Il y a, à la base de l'action en responsabilité, une idée de faute commune des associés originaires, apporteurs en numéraire et apporteurs en nature. Ceux-ci, en signant l'acte de constitution de la société qui contient

(1) — Cf. MANCEAU. *Bulletin*. 1926, p. 72. — Discussion sur art 8, p. 102, séance du 27 mai 1921.

(2) — PIOT. *Op. cit.*, n° 10.

(3) — Cf. en ce sens: DROUETS. *Op. cit.*: n° 144. — HUPIN et BOSVIEUX. *Op. cit.*, t. II, n° 1583. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 9, p. 22. — PERCEROU. *Ann. droit comm.* 1925, p. 94. — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 110.

une majoration d'apports, ont commis une fraude ou une négligence ou y ont participé.

Cette faute a été commise avant la constitution de la société, à un moment où il n'existait aucun rapport contractuel entre la société et les créanciers. La responsabilité n'est encourue que plus tard, lorsque les créanciers sociaux, s'apercevant de la majoration, intentent une action en réparation du préjudice qui leur a été ainsi causé.

L'art. 8 apparaît, dans ce système, comme une application des art. 1382 et 1383 du Code Civil.

Mais, néanmoins, le législateur de 1925 n'exige pas, des créanciers sociaux, la preuve de la faute des associés originaires. L'art. 8 contient une présomption de faute. Il suffit de prouver la majoration pour établir la faute et par suite, la responsabilité solidaire des associés, quels qu'ils soient.

Un auteur (1), rejetant les deux systèmes précédents, met, à la base de la responsabilité solidaire créée par l'art. 8, l'idée d'une « obligation légale de garantie solidaire », imposée à tous les associés, apporteurs de numéraire et apporteurs de biens en nature (2).

Les associés originaires, qui ont présenté aux tiers le capital de la société, s'engagent à représenter ce capital.

Ils ne sont pas tenus, en raison d'une faute, mais en tant qu'associés, parce que la loi les astreint à fournir

(1) — Cf. DESBOIS. *Rev. crit. de Législ. et de Jurisp.* Mai-juin 1929, p. 312 et s.

(2) — DESBOIS. *Rev. crit. de législ. et de jurispr.* Mai-juin 1929, p. 306 et s.

la garantie du capital déclaré, en adhérant au pacte social.

A cette construction, qui nous paraît quelque peu arbitraire, nous préférons, pour notre part, dans le silence de la loi et des travaux préparatoires, considérer la responsabilité de l'art. 8 comme étant de nature délictuelle.

Il semble bien, en effet, que cette responsabilité repose sur une présomption de faute des associés originaires, coupables de fraude ou de négligence.

Cette discussion ne présente pas seulement, comme on pourrait le penser, un intérêt purement théorique. Les divers systèmes étudiés entraînent, au contraire, des solutions différentes que l'étude de la réglementation adoptée par le législateur, dans son art. 8, va nous permettre d'examiner. Adoptant le système de présomption de faute délictuelle, notre exposé contiendra les solutions qui découlent de cette manière de voir. Nous nous contenterons de signaler au passage les solutions divergentes issues des autres systèmes.

§ I. — *Conditions de la responsabilité.*

Pour que la responsabilité de l'art. 8 entre en jeu, il est nécessaire que le capital de la société comprenne, en totalité ou partie, des apports en nature.

D'autre part, l'art. 8, s'exprimant d'une façon générale, on admet qu'il y aura lieu de l'appliquer, non seulement dans le cas d'apports véritables, c'est-à-dire dans le cas où les apporteurs en nature reçoivent, en échange

de leurs biens, des parts sociales, mais encore en cas d'apports-vente, lorsque les apporteurs auront été rémunérés par une somme d'argent, versée directement à eux-mêmes ou à un tiers pour leur compte.

Dans cette hypothèse, en effet, les exagérations d'évaluation sont tout aussi à craindre que dans le premier cas et l'intérêt des tiers doit être également sauvegardé.

Enfin, et pour les mêmes raisons, l'apport mixte, rémunéré à la fois par des parts sociales et par un versement en espèces, entraîne la responsabilité de l'article 8 (1).

La loi s'applique, donc, d'une façon générale, toutes les fois que le capital comprendra des apports en nature et l'on ne saurait excepter le cas d'associés faisant tous apports d'un bien différent, ni celui où tous les associés feraient conjointement apports à la société d'un bien indivis entre eux. Ce dernier cas est de nature à se rencontrer fréquemment dans les sociétés à responsabilité limitée qui sont souvent des sociétés de famille.

Un auteur (2) décide que, dans cette hypothèse, par analogie avec la solution de l'art. 4, dernier alinéa de la loi du 24 juillet 1867, signalé plus haut, la responsabilité édictée par l'art. 8 se trouve écartée.

C'est là une opinion osée qui ne saurait être approuvée, dans le silence de la loi.

Comment doit-on procéder à l'estimation des apports en nature ?

(1) — PICT. *Op. cit.*, n° 10, p. 20.

(2) — DEFRÉNOIS. *Op. cit.*, n° 39.

La loi ne donne, à ce sujet, aucune précision et les associés sont libres d'opérer comme bon leur semble, pourvu toutefois que l'évaluation des apports corresponde au nombre et à la valeur nominale des parts attribuées en échange aux apporteurs.

Mais faudra-t-il faire une estimation séparée et spéciale pour chaque nature de biens ou se contenter d'une évaluation globale ?

La question n'ayant pas été résolue par la loi, on doit admettre que les fondateurs de la société ont, à cet égard, toute latitude (1).

Cependant, il est recommandé aux associés, apporteurs ou non, de procéder à une évaluation détaillée et séparée pour chaque catégorie de biens et de valeurs.

C'est ainsi que dans l'hypothèse où un associé fait à la société apport d'un fonds de commerce dont il est propriétaire, il sera préférable d'évaluer séparément l'immeuble, le matériel, les marchandises, les créances diverses qui s'y rattachent, etc., au lieu d'évaluer le tout pour une somme unique sans distinction d'aucune sorte (2).

On indiquera séparément le montant du capital numéraire et le montant du capital apports en nature ; mais il ne sera pas nécessaire d'indiquer le montant de l'apport de chaque associé.

Ce ne sont là que des directives dont l'application est laissée à l'initiative des fondateurs de la société. Il n'est pas possible, en effet, de fixer les bases d'évaluation qui

(1) — PIOT. *Op. cit.*, n° 10, p. 20.

(2) — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 190. — POTTIER. *Op. cit.*, n° 38.

devront être adoptées ; celles-ci varient avec chaque type de biens apportés.

Les associés doivent surtout rechercher à se rapprocher aussi exactement que possible de la réalité, puisque toute majoration entraîne leur responsabilité vis-à-vis des tiers.

Ils ont, en tout cas, le moyen de vérifier la consistance des apports en nature, lors de la signature du pacte social dont ils discutent les clauses. S'ils acceptent l'estimation proposée, c'est qu'ils la jugent exacte ou s'en contentent (1).

— La responsabilité édictée par l'art. 8 prendra naissance chaque fois qu'une évaluation des apports ayant été faite dans l'acte social, cette évaluation aura été reconnue, par le juge, inexacte et exagérée.

Dans ce cas, il y a, dit-on, majoration d'apport.

L'absence d'évaluation ne donne pas lieu à l'application de l'art. 8, mais à la nullité de la société.

L'art. 8 a eu, comme but essentiel, la répression de ces majorations d'apports ; c'est le grave danger que présentent ces dernières, que tous ceux, ayant concouru à l'élaboration de la loi nouvelle, ont voulu éviter.

Ces majorations, nous l'avons vu, sont préjudiciables à la fois aux co-associés de l'apporteur et surtout aux tiers.

C'est principalement l'intérêt des tiers que le législateur de 1925 a cherché à protéger et cette tendance explique que les avantages particuliers, concédés à cer-

(1) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71-III, n° 58.

tains associés, n'aient fait l'objet d'aucune réglementation.

Désireuse de procurer, aux sociétés qu'il créait, un crédit suffisant, le législateur a voulu assurer la protection des tiers et, dans ce but, a institué une responsabilité solidaire entre tous les associés originaires quant à la valeur attribuée aux apporteurs en nature (art. 8).

— Pour que cette responsabilité prenne naissance, il faut prouver que, lors de la constitution de la société, les apports en nature évalués avaient une valeur réelle inférieure à celle qui figure dans l'acte.

Le juge, chargé de rechercher s'il y a eu majorations, devra considérer, non la valeur actuelle des biens, mais celle que l'on pouvait légitimement leur attribuer lors de la constitution de la société.

C'est à cette période de la société qu'il faut se placer en imagination, pour décider s'il y a ou non différence entre la valeur réelle des apports et celle qui figure dans les statuts.

Les associés ne sont pas responsables de la dépréciation des biens survenue au cours de l'existence de la société.

Si une société constituée pour l'exploitation d'un fonds de commerce, par exemple, fait de mauvaises affaires, tombe en faillite et que le fonds de commerce se vende à un prix inférieur à celui qui figurait dans l'acte social, on ne pourra rendre les premiers associés responsables sous prétexte que l'évaluation portée dans le pacte social était fausse.

Quand la dépréciation provient, soit d'une mauvaise

gestion, soit de circonstances économiques ou financières défavorables, soit d'un cas fortuit, les tiers n'ont aucune action contre les associés.

Notons que la preuve de la majoration doit être fournie, conformément aux règles du droit commun, par le demandeur (art. 1315 du Code Civil).

Le juge du fond a, d'ailleurs, toute latitude d'appréciation, puisqu'il y a là simple question de fait rentrant dans des pouvoirs souverains. Mais, étant donné la gravité de la sanction édictée par l'art. 8, le juge a le devoir de ne reconnaître une majoration d'apports que sur production de renseignements précis et sûrs, contemporains de la fondation de la société (1). A notre époque de variations incessantes des prix, de l'augmentation fréquente de la vie, le report à la date de constitution de la société sera d'autant plus essentiel, mais aussi plus difficile.

Très souvent, l'action en responsabilité sera intentée après la faillite de la société, par le syndic, à un moment où les biens apparaîtront avoir une valeur inférieure à celle qui leur avait été primitivement attribuée (2).

En tout cas, la majoration ne devra être établie que s'il existe réellement une différence appréciable suffisante entre les prix portés à l'acte social et ceux habituellement pratiqués au moment de la constitution de la société.

Signalons que l'art. 8 n'est applicable qu'au cas de majoration des apports; il ne saurait être question d'en

(1) — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 230.

(2) — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 19, p. 40.

faire l'application au cas où il y aurait eu minoration des apports, c'est-à-dire évaluation inférieure à la valeur réelle des apports.

Les tiers ne se trouvent alors nullement lésés.

§ 2. — *Personnes responsables :*

La majoration d'apports établie, quelles sont les personnes qui seront réputées responsables ?

Ce sont les associés originaires, c'est-à-dire ceux qui ont participé à la constitution de la société et ont signé par suite l'acte de société.

A ce moment, les associés étaient en mesure de discuter la valeur des apports et leur devoir était d'exercer un contrôle mutuel sur les formalités de constitution de la société.

Malgré la généralité du texte, l'art. 8, fondé sur une idée de présomption de faute délictuelle, ne s'appliquera pas aux associés entrés dans la société postérieurement à la constitution de celle-ci, soit par voie de cession de parts sociales, soit par suite d'une augmentation de capital de la société.

On ne peut reprocher logiquement à ces personnes d'avoir accepté, sans contrôle suffisant, les évaluations d'apports en nature figurant dans le pacte social qu'ils n'ont pas signé (1).

Par contre, si l'augmentation de capital a été réalisée au moyen d'apports en nature, tous les associés, anciens

(1) — DROUETS. — *Op. cit.*, n° 142. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 19, p. 40. — PIOT. *Op. cit.*, p. 20, n° 10.

et nouveaux, seront responsables et cette responsabilité pèsera même sur ceux des associés originaires qui ont voté contre l'augmentation de capital adoptée, dans une assemblée générale extraordinaire, par la majorité représentant les trois quarts du capital social (1).

Cette solution prête évidemment à la critique; mais les textes l'imposent. Le seul moyen de l'éviter serait d'exiger, dans les statuts, l'unanimité des associés pour toute augmentation de capital. Une pareille clause, renforçant les conditions légales, serait pleinement valable.

Les mêmes solutions sont admises par M. Desbois, pour qui l'art. 8 constitue une obligation légale de garantie, — bien que, dans son système, il paraisse logique d'étendre cette obligation de garantie aux cessionnaires et aux souscripteurs d'augmentation de capital (2).

En cas de preuve de majoration d'apports, la responsabilité de l'art. 8 pèse donc seulement sur les associés originaires.

Pèse-t-elle indistinctement sur tous ?

Assurément oui, d'après le texte même de la loi qui emploie des termes généraux et déclare les « associés » responsables.

Au reste, le rapporteur de la loi au Sénat, M. Chap-sal, paraît ne faire aucune distinction (3).

C'est ainsi qu'il n'y aura pas lieu de tenir compte du

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, p. 336 (b) et n° 390.

(2) — DESBOIS. *Rev. crit. de Législ. et de Jurispr.* Mai-juin 1929, p. 314, n° 13.

(3) — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 231, p. 268.

soin ou de la négligence apportés par tel associé dans la surveillance de l'accomplissement régulier des formalités de constitution de la société.

Que les associés originaires aient fait preuve de bonne ou de mauvaise foi, ils sont tous responsables.

Remarquons qu'ici, bonne foi s'entend dans un sens particulier et désigne, non la simple ignorance de la valeur réelle des apports, s'opposant à la fraude, mais le soin apporté par les associés à se renseigner sur la valeur exacte des apports (1).

Les associés qui établiraient avoir fait tout ce qu'ils pourraient pour apprécier la valeur des apports seraient néanmoins responsables.

Et même les associés qui n'ont fait à la société qu'un apport en espèces et aucun apport en nature, donc n'ont nullement profité, du moins directement, de la majoration d'apports, sont également responsables (2).

L'art. 8 sanctionne, non seulement la fraude, mais la simple erreur.

Il faut avouer que ce sont là des solutions extrêmement rigoureuses que, peut-être, les juges se verront contraints d'adoucir, afin de ne pas décourager les associés honnêtes et de bonne foi, à faire à une société à responsabilité limitée des apports en nature (3).

Quoi qu'il en soit, nous ne saurions admettre, comme le préconise un auteur (4), qui juge la rigueur de la loi

(1) — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 19, p. 40.

(2) — *Contra* PIOT. *Op. cit.*, n° 10.

(3) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 142, p. 135. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, p. 19, n° 40.

(4) — PIOT. *Op. cit.*, n° 10.

excessive, que les associés autres que les apporteurs en nature ne seront déclarés responsables de la majoration que si l'on peut relever contre eux une faute ou une négligence, une imprudence.

« Aller plus loin, dit-il, serait décourager tout fondateur et entraver l'emploi de la loi nouvelle. » (1)

Il ne faut pas oublier que si le législateur a institué cette lourde responsabilité, c'est dans le but d'augmenter la garantie des tiers qui viendraient à contracter avec la société et ainsi d'accroître le crédit de l'institution nouvelle et même, s'ils sont de bonne foi, les premiers associés sont coupables de négligence en ayant laissé porter dans les statuts une évaluation manifestement exagérée des apports (2). L'on ne saurait donc, comme le préconise un auteur (3), réserver aux associés originaires, la faculté de faire la preuve de leur bonne foi, en produisant, par exemple, un rapport d'expert sur le vu duquel ils auraient adopté le chiffre incriminé.

Le système de l'obligation légale de garantie rend également impossible toute preuve contraire, la garantie imposée par le législateur étant d'ordre public.

Les associés originaires restent-ils responsables, lorsqu'ils ont cessé de faire partie de la société ? Oui, car il leur serait trop facile de se libérer de la responsabilité qui pèse sur eux en cédant leurs parts sociales. Ils

(1) — PIOT. *Op. cit.*, n° 10.

(2) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 142. — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 231.

(3) — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 19.

ont, en effet, commis, vis-à-vis des tiers, une faute (que la loi présume) et ils ne peuvent rejeter, par leur seule volonté, les conséquences de cette faute.

§ III. — *Qui possède l'exercice de l'action en responsabilité de l'art. 8?*

Ce sont, dit la loi, les « tiers ».

A quelles conditions ceux-ci pourront-ils agir en responsabilité ?

Il faut ici appliquer les règles du droit commun et ne déclarer l'action du demandeur recevable que s'il justifie d'un intérêt légitime et rapporte la preuve d'un préjudice à lui causé par la majoration d'apports (1).

En général, l'exercice de l'action ayant lieu après faillite de la société, sera confiée exclusivement au syndic et donne lieu à une action collective (2).

Au contraire, si l'action est exercée lorsque la société est *in bonis*, chacun des créanciers de la société pourra agir, *ut singuli*, personnellement.

Les tiers seuls ont droit d'exercer l'action de l'art. 8 et des apporteurs en espèces, ne pourrait songer à l'exercer contre les apporteurs en nature qui, pourtant, leur ont causé un préjudice certain par suite de la majoration d'apports. La loi, en effet, ne cite que les tiers dans son art. 8.

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 143. — POTTIER. *Op. cit.*, n° 38.

(2) — DROUETS. *Op. cit.*, idem. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 19. — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 232.

§ IV. — *Etendue de la responsabilité :*

L'art. 8 dit :

« Les associés sont solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée au moment de la constitution de la société aux apports en nature. »

Ce sont là des termes vagues et imprécis. Tâchons cependant d'en tirer quelque chose et de déterminer l'étendue de la responsabilité des associés.

Les rapports présentés, à la Chambre des Députés, par M. Manceau, au Sénat, par M. Chapsal, n'apportent malheureusement que peu de lumière sur le sujet.

Les tiers pourront d'abord et certainement, réclamer aux associés originaires la réparation du préjudice causé, c'est-à-dire la différence de valeur entre la somme portée par eux sur l'acte constitutif de la société et la somme exacte que représentaient, lors de la fondation de la société, les apports en nature effectués (1).

Cette responsabilité doit-elle être étendue et les tiers ne pourraient-ils également réclamer la réparation de la totalité du préjudice subi par la société et qui est la suite, même lointaine ou indirecte, de la majoration d'apports?

Ceux qui considèrent l'art. 8 comme ayant un fondement contractuel (2) limitent les dommages et intérêts dus par le débiteur au dommage que celui-ci a

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 144. — PIOT. *Op. cit.*, n° 10. — POTTIER. *Op. cit.*, n° 38.

(2) — PIOT. *Op. cit.*, n° 10.

prévu ou pu prévoir lors du contrat et à la suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention. C'est l'application des articles 1150 et 1151 du Code Civil.

Pour les auteurs, au contraire, qui se rallient au système de l'obligation légale de garantie, la responsabilité des associés n'excède pas la somme représentative de la différence entre la valeur d'estimation et la valeur réelle des apports en nature. L'art. 8 constitue une obligation originale, dérogatoire au droit commun, et on ne doit pas dépasser les limites imposées par la volonté du législateur à la responsabilité de tous les associés (1).

L'art. 8, toutefois, n'abolit pas le droit commun et les créanciers peuvent toujours prouver que la majoration a été frauduleuse ou résulte d'une négligence coupable. Ils peuvent alors poursuivre, à l'encontre des associés responsables personnellement, la réparation de l'intégralité du préjudice direct et immédiat résultant de la majoration et cela en vertu de l'art. 1382 du Code Civil.

Si l'on adopte, enfin, le système de la responsabilité délictuelle, il faut admettre que les tiers ont le droit de réclamer, aux associés originaires, la réparation de tous le préjudice résultant de la majoration, à condition, bien entendu, que les tiers établissent le rapport de cause à effet entre le préjudice subi et la majoration (2).

Le syndic de faillite chargé d'agir collectivement pour tous les tiers créanciers de la société, pourra, par

(1) — DESBOIS. *Rev. crit. de Législ. et de Jurispr.* Mai-juin 1929, p. 313.

(2) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 144.

exemple, établir que le mauvais état actuel des affaires sociales a sa cause primordiale dans la majoration d'apports et ainsi réclamer à tous les associés solidairement responsables le paiement de tout le passif de la société (1).

Il faut convenir que c'est là, pour les premiers associés, une responsabilité bien lourde, que ne semble pas avoir entrevue, dans toutes ses conséquences, le législateur de 1925 (2).

L'associé qui croyait limiter sa responsabilité à sa mise, voit ses risques considérablement élargis et sa responsabilité transformée en « responsabilité conditionnelle illimitée ».

Les juges du fait devront, dans cette matière encore, faire preuve d'un grand esprit de modération et, grâce à leurs pouvoirs souverains d'appréciation, chercher à adoucir la solution légale, suivant les circonstances de la cause.

§ V. — *Solidarité.*

L'art. 8 aggrave encore la responsabilité qui pèse sur les associés originaires en la faisant solidaire. Par suite, les tiers auxquels un préjudice a été causé du fait de la majoration d'apports en nature, peuvent exercer l'action en responsabilité qui leur est ouverte, soit contre

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, p. 102 et 103. — HOUPIŒ et BOSVIEUX. *Op. cit.*, t. II, n° 1583. — PERCEROU, *Ann. Droit Comm.*, 1925, p. 94.

(2) — THALLER et PERCEROU. *Op. cit.*, Appendice n° 4, p. 1319.

tous les associés, soit contre un ou plusieurs d'entre eux, à leur choix (1).

Toutes les règles du droit commun en matière de solidarité s'appliquent ici.

Notamment, si les demandeurs ont usé du bénéfice de la solidarité en réclamant la totalité de la somme qui leur est allouée, à quelqu'un des associés, ce dernier a le droit de se retourner à son tour contre ses co-associés pour leur demander la part qui leur incombe dans le paiement de l'indemnité versée aux tiers. (Art. 1213 et 1214 du Code Civil.)

Comment se fera la répartition définitive de la condamnation intervenue ?

La responsabilité doit peser tout d'abord sur ceux des associés qui, ayant fait des apports en nature, les ont évalués en les majorant. Ce sont eux qui ont bénéficié le plus directement de la majoration.

Si les associés en question se révèlent insolvables, la responsabilité pèsera alors sur leurs co-associés, qui, n'ayant pas cependant tiré un profit direct de la majoration des apports, ont, par leur négligence ou leur faute, favorisé la majoration. Cette solution découle nécessairement du fondement que nous avons attribué à la responsabilité de l'art. 8.

Le paiement de l'indemnité due aux tiers sera fait suivant la gravité des fautes commises par chacun des

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 145. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 19, p. 41. — HOUPIŒ et BOSVIEUX. *Op. cit.*, t. II, n° 1583 *in fine*, p. 699. — PIOT. *Op. cit.*, n° 10.

associés et non suivant le montant des parts sociales possédées par chacun d'eux.

Si enfin, aucune faute ne peut être relevée à la charge de certains associés, ou si tous les associés fautifs sont insolvables, il faudra faire peser la responsabilité sur tous les associés originaires solvables. Mais dans quelle proportion ?

Les auteurs sont ici très partagés.

Certains estiment, et nous sommes de cet avis, que chacun des associés doit supporter le poids des condamnations prononcées contre tous les associés originaires solvables proportionnellement à la valeur des parts sociales qu'ils détiennent (1).

D'autres auteurs pensent, au contraire, que la somme irrécouvrable doit être répartie entre tous les associés « pro parte virili », c'est-à-dire par part égale (2), la solution précédente paraissant contraire à la règle généralement admise par la loi du 24 juillet 1867.

§ VI. — *Extinction de l'action en responsabilité. — Prescription.*

L'action en responsabilité née de l'art 8, comme celle de l'art. 10 que nous étudierons plus loin, se prescrit par dix ans et si la loi a diminué ici le délai normal de prescription qui est de trente ans (art. 2262 du Code Civil), c'est dans le but d'atténuer un peu la responsabilité

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 145. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 19, p. 41.

(2) — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 232, p. 269.

qu'elle fait peser sur les associés originaires dans son art. 8.

Ce délai de prescription a pour point de départ le jour de la constitution de la société, soit le jour de la signature de l'acte constitutif.

Ce n'est pas une véritable prescription; mais plutôt un simple délai préfix. Il n'y a, à sa base, aucune idée de renonciation des créanciers à l'action en responsabilité, mais de simples considérations d'ordre pratique.

Lorsqu'une société a fonctionné pendant dix ans, sans qu'aucune action n'ait été intentée pour contester la valeur des apports en nature, il est préférable, même s'il y a une majoration d'apports, de laisser les choses en état et de ne pas venir troubler la sécurité des associés originaires.

Et puis, toute action en responsabilité exige la preuve de la majoration qu'il serait difficile de faire, dix ans après la constitution de la société (1).

Un auteur estime cependant que ce délai de dix ans constitue une véritable prescription, non un délai de forclusion (2).

Ce délai de dix ans étant un délai préfix, n'est susceptible d'aucune cause d'interruption, ni de suspension.

Rappelons que si l'un des associés originaires a cédé ses parts sociales avant l'extinction du délai de prescription, il restera responsable et que son cessionnaire ne pourra être poursuivi.

Une difficulté spéciale est soulevée dans le cas où la

(1) — DROUETS, *Op. cit.*, n° 146. — *Contra* : PIOT, *Op. cit.*, n° 10.

(2) — PIOT, *Op. cit.*, *idem*.

société se trouve dissoute moins de dix ans après sa constitution. L'art. 64 du Code de Commerce stipule, en effet, que :

« Toutes actions contre les associés non liquidateurs
« sont prescrites cinq ans après la fin ou la dissolution
« de la société, si l'acte de société qui en énonce la
« durée ou l'acte de dissolution a été effiché et enregistré,
« et si depuis cette formalité remplie, la prescription
« n'a été interrompue à leur égard par aucune
« poursuite judiciaire. »

Dans ces conditions, de l'art. 64 du C. de Comm. et de l'art. 8 de la loi du 7 mars 1925, lequel doit avoir la priorité ?

Il semble, qu'étant donné la portée générale de l'art. 64 du C. de Comm., qui s'applique à toutes sociétés, il faille décider qu'un délai de cinq ans se substitue au délai de dix ans de la loi du 7 mars 1925. Ce délai est, au reste, susceptible d'interruption, car il constitue pas un délai préfix (1).

§ VII. — *Examen critique de l'art. 8.*

Que faut-il penser de l'ensemble du système adopté par le législateur de 1925, afin d'éviter, dans la mesure du possible, les majorations d'apports en nature ?

Il est certain que cette responsabilité solidaire qui pèse sur tous les associés originaires, sans exception,

(1) — Cf. Arrêt cass., 24 janvier 1894. — LACOUR et BOUTERON, *Traité de Droit Commercial*, t. I, n° 369. A. — *Contra* : HOUPIŒ et BOSVIEUX. *Op. cit.*, t. II, n° 1583, note 5.

est de nature à faire reculer les apporteurs malhonnêtes, enclins à donner à leurs apports une évaluation surfaite.

En outre, les associés qui ne font pas d'apports en nature, seront incités à se montrer moins négligents, plus prudents dans le contrôle de l'accomplissement des formalités de constitution et dans la surveillance de leurs associés.

Dans ce sens, on peut donc dire que l'art. 8, en sanctionnant sévèrement les abus à craindre en cette matière, a atteint son but.

Mais, ajoute-t-on, la loi non seulement atteint son but, elle le dépasse. En effet, la très lourde responsabilité qui pèse solidairement sur tous les associés originaires sera bien souvent de nature à détourner les honnêtes gens de la société nouvelle. Qui voudra risquer pareil danger, en cas d'apports en nature ?

L'associé, qui entre dans une société à responsabilité limitée, croit limiter ses risques à la valeur de son apport; parce que l'acte constitutif de la société contient une évaluation exagérée de biens en nature, il pourra se voir réclamer une somme considérable, bien supérieure à son apport; sa responsabilité sera engagée pendant dix ans et si ses co-associés sont insolvable, il devra supporter seul les conséquences d'une faute qu'il n'a peut-être pas commise.

D'autre part, l'action en responsabilité ainsi intentée contre les associés, sera exercée par le syndic de la faillite, à un moment où le patrimoine de la société aura subi une diminution de valeur appréciable et appa-

raîtra comme ayant une valeur bien inférieure à celle qui figurait dans l'acte constitutif.

Ajoutons qu'il sera souvent très difficile aux juges du fait, d'apprécier ces biens sociaux à leur juste valeur. L'action en responsabilité peut être exercée au bout de quelques années après la constitution de la société et des experts, même de bonne foi, à qui les juges recourront dans nombre de cas, pourront difficilement procéder à des estimations sérieuses ; ils manqueront de bases et s'en tiendront à des approximations dangereuses (1).

De tels risques feront, peut-être, hésiter bien des gens prudents, des capitalistes désireux d'avoir leur sécurité assurée, et l'on peut penser, par contre, qu'ils n'effrayeront pas les malhonnêtes gens, les fondateurs peu scrupuleux qui, de toutes façons, n'ont rien à perdre.

En cet état de choses, les personnes qui se constituent en sociétés à responsabilité limitée comportant des apports en nature feront bien de s'entourer de grandes précautions et d'étayer l'évaluation des biens en nature sur des documents sérieux de nature à leur servir, ultérieurement et auprès des tribunaux, de pièces justificatives, de moyens de preuve, quant à la valeur des apports en nature.

Ainsi, les associés pourront-ils faire établir un inventaire estimatif détaillé, s'il s'agit de marchandises ou de meubles ; un état descriptif avec estimation des char-

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 147.

ges pour des immeubles ; des pièces comptables pour un fonds de commerce, etc.

Il sera prudent de faire dresser ces diverses pièces par des techniciens ou des experts dont la compétence et l'honnêteté sont reconnues.

M. Drouets (1) recommande même la nomination d'un commissaire avec mission spéciale de rechercher la valeur des biens apportés à la société et de faire un rapport sur l'évaluation proposée par les associés, suivant ainsi la procédure instituée par l'art. 4 de la loi de 1867.

Ces diverses mesures ne déchargent évidemment pas les associés originaires de la responsabilité que fait peser sur eux l'art. 8. Mais il est certain qu'elles établissent l'incontestable bonne foi des associés et impressionneraient favorablement les juges du fait qui disposent d'un pouvoir souverain d'appréciation pour se prononcer sur l'exactitude des évaluations portées à l'acte constitutif.

Quoiqu'il en soit, si, dans le système légal actuel, il convient de recourir à ces mesures de précautions, il est permis de se demander si le législateur de 1925 n'eût pas mieux fait d'adopter un autre système de garantie en ce qui concerne la consistance des apports en nature.

Au reste, dès la promulgation de la loi, l'art. 8 a suscité les critiques les plus vives ; maints intéressés ont réclamé la suppression de cette disposition ou, tout au

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 147.

moins, sa modification. Peu en ont demandé le maintien.

Un système de vérification préalable des apports en nature offre déjà quelques garanties sérieuses et sans adopter le système des reviseurs, qui ne tient pas suffisamment compte du caractère intime des sociétés à responsabilité limitée, le législateur pouvait soumettre, au moins facultativement, la constitution d'une société à responsabilité limitée, à l'obligation de confier, à des experts compétents et impartiaux, l'évaluation des apports en nature.

Mais le système préventif serait encore insuffisant. Le crédit de l'institution nouvelle exige d'autres garanties.

L'art. 8 répond à ces nécessités, certes. Mais, trop sévère, il risque de détourner des sociétés à responsabilité limitée, les capitalistes, nous l'avons déjà vu.

Il semble qu'on pourrait atténuer la lourde responsabilité qu'il édicte, tout en conservant son efficacité.

C'est ainsi que la Commission de la Société d'Etudes législatives, appelée à se prononcer sur la question, a décidé, en assemblée générale, la réforme de l'art. 8. (Il est vrai que, préalablement, elle avait voté, par sept voix contre six, le maintien de la disposition légale incriminée.) (1)

La lourde responsabilité qui pèse sur tous les associés, même sur les apporteurs de numéraire, même sur

(1) — Cf. *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1927 ; compte rendu de l'Assemblée générale du 1^{er} juillet 1927, en particulier p. 290-304 et rapport de M. Drouets, p. 236.

la minorité qui a voté contre l'augmentation de capital de la société, et le sort des incapables, des mineurs en particulier, retinrent, notamment, l'attention de l'assemblée qui finit par se rallier à la thèse transactionnelle proposée dans son rapport par M. Drouets et acceptée par M. le Président Troullier : « limiter la responsabilité de l'art. 8 aux apporteurs de biens en nature et aux gérants » (1).

Il conviendrait de ne pas soumettre, en effet, les apporteurs de numéraire à la responsabilité solidaire de l'art. 8. Les considérer comme cautions des apporteurs en nature serait suffisant.

Ces quelques modifications suggérées à l'art. 8 permettraient de réduire les risques auxquels s'exposent actuellement les souscripteurs d'une société à responsabilité limitée, tout en conservant aux tiers une sécurité nécessitée par les besoins du crédit.

Ce sont là, au reste, les réflexions que fait naître l'art. 8, du point de vue purement théorique et abstrait, et si l'on trouve une telle diversité d'opinions quant à la valeur de cette disposition légale, cela tient essentiellement au caractère récent de la législation de 1925. Les résultats de la pratique ne permettent guère de porter un jugement motivé dans ce domaine.

L'avenir, seul, dira ce que valent les critiques actuellement dirigées contre le système de la responsabilité solidaire créée par l'art. 8 de la loi du 7 mars 1925.

(1) — Cf. DESBOIS. *Rev. Crit. de législ. et de jurisp.*, mai-juin 1929, p. 305 et s. et p. 327 et s.

CHAPITRE III

De la capacité nécessaire en cas d'apports en nature

SECTION I

Rappel des principes

Nous ne reviendrons pas sur ce qui a été exposé dans notre première partie, d'une façon générale, pour ce qui concerne la capacité requise pour entrer dans une société à responsabilité limitée et y faire des apports.

Rappelons simplement qu'à notre avis :

1°) La capacité requise pour devenir commerçant n'est pas nécessaire.

2°) La capacité de faire seul un acte de commerce isolé n'est pas non plus requise.

3°) Il suffit, pour entrer dans une société à responsabilité limitée, d'avoir la capacité de faire des actes d'administration pure.

C'est, du moins, ce qu'il est permis de dégager des principes du droit positif.

En pratique et en ce qui concerne particulièrement les sociétés à responsabilité limitée constituées à l'aide d'apports en nature, les solutions précédentes paraissent parfois trop libérables et par là, préjudiciables à la projection due par la loi aux incapables.

L'art. 8, nous l'avons vu, fait peser notamment, sur tous les associés originaires, une responsabilité solidaire très lourde, en cas de majoration d'apports.

Il y a là, pour les incapables, un grave danger.

Pour les partisans du système de l'obligation légale de garantie, base de l'art. 8, la responsabilité des incapables reste ici entière, puisque tout membre d'une société à responsabilité limitée est responsable en tant qu'associé. Le sort des incapables est remis aux mains de leurs représentants légaux (1).

Dans le système de présomption légale de faute délictuelle, au contraire, ce ne sont pas les incapables qui prennent part à la constitution de la société et à l'évaluation des biens en nature, mais leurs représentants légaux qui agissent pour eux, en leur nom. Par suite, l'obligation de l'art. 8 retombe sur ces derniers, la présomption de faute n'étant applicable qu'à eux seuls (2).

Nous renvoyons à notre première partie, en ce qui concerne tous ces points, et nous n'examinerons ici que quelques cas particulièrement intéressants.

(1) — DESBOIS. *Op. cit.*, p. 317 et s.

(2) — DESBOIS. *Op. cit.*, p. 308, note 2.

SECTION II

Apport par le mineur non émancipé d'un immeuble

Dans ce cas se présente une difficulté particulière, et voici pourquoi :

Les art. 459 et 460 du Code Civil interdisent de procéder à la vente des immeubles appartenant à des mineurs, autrement que dans les formes judiciaires. Cependant, et sous l'influence d'une évolution apparue d'abord dans la doctrine, la jurisprudence tend de plus en plus à établir une différence, à notre avis très justifiée, entre la vente et l'apport en société. Il semble notamment admis que l'apport d'un immeuble réalisé pour le compte d'un mineur, avec l'autorisation du conseil de famille homologuée par le tribunal, est valable, lorsque l'immeuble apporté est destiné, non pas à être vendu, mais à rester dans le fonds social (1).

Deux arrêts de la Cour de Paris, l'un du 27 février 1913, l'autre du 5 juillet 1925, consacrent la solution ci-dessus : (2)

Le premier de ces arrêts est relatif à l'apport de droits indivis de mineurs dans divers immeubles à une société formée pour la réalisation de ces immeubles. La Cour de Paris a refusé de valider cet apport, parce qu'ici, la mise en société constituerait le préliminaire d'une vente

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 79.

(2) — *Rép. gén. Notariat*, 1925, p. 459. — Note Defrénois, p. 254 et *Journal des Sociétés*, 1914, p. 259.

qui aurait lieu ensuite sans observation des formalités légales. Ce rejet est dû, non pas à l'admission comme apport des droits de mineur dans une société, mais à ce que les immeubles ne devaient pas, d'après les statuts de cette société, rester dans le fonds social.

La Cour de Paris, au contraire, dans un second arrêt, n'a pas craint de valider un apport en société d'un immeuble appartenant à des mineurs, sans observation des formalités de l'art. 459, parce que, dans l'espèce, les immeubles n'étaient pas destinés à être vendus, mais devaient rester normalement dans le fonds social.

Un auteur, M. Piot (1), ne semble pas interpréter dans ce sens la jurisprudence que nous citons ici, puisqu'il estime que l'apport d'un immeuble dans une société, par un mineur, est toujours considéré par les tribunaux comme une infraction aux articles 459 et 460 du Code Civil et qu'un seul adoucissement a été apporté : par la Chambre du Conseil de la Seine, qui admet le maintien d'une société constituée par le chef de famille, même après le décès de celui-ci, et bien que certains des héritiers soient mineurs et que le patrimoine de la société comprenne des immeubles.

M. Piot désapprouve une telle jurisprudence qui, dit-il, est très gênante et souvent très préjudiciable pour le mineur qu'elle entend protéger. Selon cet auteur, il eût été d'autant plus désirable de voir la loi nouvelle modifier sur ce point la jurisprudence que les sociétés à responsabilité limitée ont été créées précisément pour

(1) — PIOT. *Op. cit.*, p. 15 n° 6.

les groupements familiaux. Nous ne suivrons pas ici cet auteur, estimant qu'avec la jurisprudence nouvelle, le mineur pourra, avec les autorisations requises, faire valablement apport à une société à une responsabilité limitée d'un de ses immeubles, pourvu que celui-ci reste la propriété de la société.

Ainsi, le titulaire d'une entreprise industrielle meurt, laissant des enfants mineurs, ou encore c'est le décès de la femme commune en biens qui se produit. L'entreprise devient indivise avec les enfants et cette indivision comprendra souvent des mineurs et des majeurs. Or, une licitation, en pareil cas, serait probablement désavantageuse; en transformant l'entreprise en société, on conserve l'exploitation dans la famille.

L'hypothèque légale des mineurs pourra continuer obligatoirement à grever la part indivise de leur père dans les immeubles mis en société. La société ne pourra purger cette hypothèque et cela sera peut-être une gêne pour elle; mais cette précaution sauvegardera les intérêts du mineur et déterminera les juges à accorder leur homologation à l'autorisation du conseil de famille.

En rémunération de l'apport d'immeubles fait à la société, il sera attribué à chacun des mineurs un nombre de parts sociales proportionnel à ses droits dans les biens indivis faisant l'objet de l'apport. Mais la part de chacun des mineurs ne pouvant être exactement déterminée, sans partage préalable, les biens étant indivis, il est plus pratique et plus simple d'attribuer aux apporteurs des parts sociales immatriculées au nom de tous conjointement et indivisément.

Cette solution consacrée par l'arrêt de la Chambre du Conseil du 5 juillet 1925, est de nature à faciliter la constitution de sociétés à responsabilité limitée entre les membres d'une même famille, soit du vivant du chef de famille, soit surtout après la mort de celui-ci.

SECTION III

Apport de l'interdit

Signalons que le tuteur de l'interdit ayant les mêmes pouvoirs que celui du mineur, les solutions applicables à ce dernier seront étendues à l'interdit (art. 509 du Code Civil, art. 6 de la loi du 27 fév. 1880). Toutefois, le tuteur peut faire apport au nom de l'interdit de biens, meubles ou immeubles, sous les mêmes réserves et à charge d'observer les mêmes formalités que celles qui sont imposées aux mineurs (1).

SECTION IV

Apports de la femme mariée

La femme mariée peut, nous l'avons vu, entrer dans une société à responsabilité limitée en faisant apport de

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 80. — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 7 1 III n° 23.

tout ou partie de ses biens personnels. Mais si elle est mariée sous le régime dotal, il lui est interdit d'apporter des immeubles douteux dont l'aliénation est absolument interdite par le contrat de mariage (art. 1557 du Code Civil) (1). Si la femme est séparée de biens, elle peut, sans autorisation, faire un apport mobilier ou apporter la jouissance d'un immeuble dans une société à responsabilité limitée; elle ne peut apporter la propriété d'un immeuble sans l'autorisation de son mari (art. 1538 du Code Civil).

Si les époux sont mariés sous le régime de communauté légale, les actions attribuées à l'un des époux en rémunération d'un immeuble propre apporté à la société, constitue de plein droit des propres sans qu'il soit besoin d'observer les formalités du remploi.

L'apport en société n'équivaut pas à une vente; l'époux reçoit en échange de son apport des droits incorporels spécifiquement déterminés. Il y a remplacement d'un droit par un autre droit, substitution immédiate d'un propre à un autre.

Dès lors, à la dissolution de la communauté, l'époux attributaire de la part sociale est fondé à en exercer la reprise en nature.

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 83.

CONCLUSION

L'application stricte des principes conduit, en matière de capacité dans les sociétés à responsabilité limitée, à des solutions très libérales qui ne sont pas sans danger, ainsi que nous le notions dans notre première partie.

Notamment, en cas d'apports en nature effectués par des incapables, il sera prudent de s'entourer de précautions, car la responsabilité solidaire très lourde qui pèse sur les associés originaux, même de bonne foi, engage parfois ceux-ci bien au delà de leurs mises et, dans certains cas particuliers, il pourrait être sage de ne pas considérer l'apport d'un incapable dans une société à responsabilité limitée comme un simple placement de fonds assimilable à un acte d'administration; cette règle ne tenant pas toujours suffisamment compte de la protection due aux incapables. Mais il ne semble pas qu'on doive refuser au tuteur le droit d'engager son pupille dans une société à responsabilité limitée, se constituant avec des apports en nature, à raison de la responsabilité solidaire édictée par l'art. 8 de la loi du 7 mars 1925 (1).

(1) — THALLER et PERCEROU. *Op. cit.*, Appendice, n° 4, p. 1319.

CHAPITRE IV

Les apports mixtes

Nous n'avons pas encore parlé d'une catégorie spéciale d'apports que la pratique désigne généralement sous le nom d'apports mixtes. Ce sont des apports constitués pour partie en apports en nature et pour partie en apports en espèces. Par exemple, un associé fait apport à la société d'un fonds de commerce estimé à 160.000 francs; il reçoit en échange des parts sociales représentant une valeur de 200.000 francs. La différence entre ces deux sommes, soit 40.000 francs, sera versée en espèces par l'apporteur.

De tels apports représentés par des parts sociales mixtes sont pleinement valables; mais elles doivent avoir été complètement et intégralement libérées avant la constitution de la société (art. 7, 2^e alinéa), c'est-à-dire que la somme nécessaire pour parfaire la différence entre le montant nominal des parts sociales attribuées à l'apporteur et la valeur du bien apporté doit être intégralement versée par l'associé avant la constitution de

la société, conformément aux règles édictées par l'article 7.

La validité de ces apports rémunérés dans les sociétés anonymes par des actions mixtes, était autrefois discutée, à cause du traitement différent appliqué pour la libération aux apports en numéraire (libération du quart) et les apports en espèces (libération en totalité). Les auteurs étaient très partagés quant à la somme dont ces actions mixtes devaient être libérées. En matière de sociétés à responsabilité limitée où la libération de tous les apports doit être complète, la discussion ne trouve plus place (1).

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 113.

TROISIÈME PARTIE

SANCTIONS DES FORMALITES DE CONSTITUTION DES APPORTS

Nous nous proposons, dans cette troisième partie, d'étudier dans ses grandes lignes le système sévère que le législateur de 1925 a cru devoir adopter pour sanctionner les diverses règles qui président à la constitution des apports dans une société à responsabilité limitée. C'est ainsi que nous serons amenés, dans un premier chapitre, à examiner la question de la nullité de la société (art. 9), puis, dans un second chapitre, la question de la responsabilité pécuniaire des associés et des gérants (art. 10) ; enfin, dans un troisième chapitre, les sanctions pénales.

Nous laisserons de côté la question de la responsabilité pécuniaire et solidaire des associés pour l'évaluation des apports en nature, l'ayant étudiée à fond dans notre seconde partie où elle se trouvait mieux à sa place.

CHAPITRE PREMIER

Nullité de la Société

La nullité de la société est établie par l'art. 9 qui s'exprime en ces termes : « Est nulle et de nul effet à l'égard des intéressés toute société à responsabilité limitée constituée contrairement aux prescriptions des articles 2, 4, 6, 7 et 8. La nullité ne peut être opposée aux tiers par les intéressés. »

Cet art. 9 reproduit presque textuellement les art. 7 et 41 de la loi de 1867 et nous pouvons en conclure que le législateur de 1925 a voulu étendre aux sociétés à responsabilité limitée le système fonctionnant déjà pour les sociétés par actions. Du reste, les travaux préparatoires de la loi ne laissent aucun doute à cet égard. Il suffit de se reporter aux rapports de MM. Chapsal et Manceau (1).

Le législateur n'a donc pas cru (avec raison, croyons-nous) devoir créer un nouveau type de nullité qui serait

(1) — Rapp. Chapsal, sous art. 10, p. 694. — Rapp. Manceau, sous art. 10, p. 148.

venu s'ajouter à ceux qui existent dans notre législation actuelle et diffèrent tant par leurs causes que par leurs effets. Un auteur (1) estime que c'est là une erreur et qu'il eut été préférable de tenir compte des critiques dirigées contre le système de nullité consacré par la loi de 1867.

Quoi qu'il en soit, l'interprétation de l'art. 9 de la loi de 1925 devra s'inspirer largement des solutions consacrées pour les art. 7 et 41 de la loi de 1867 et ceci nous dispense d'insister longuement sur cette question (2).

SECTION I

Quelles sont les causes de nullité ?

Nous n'examinerons ici que celles qui rentrent dans le cadre de cet ouvrage.

Ainsi sera nulle la société dans laquelle les associés n'auront pas réparti le capital entre eux, avant la constitution de la société ou n'auront pas procédé, avant cette date, à une libération intégrale des apports en espèces comme en nature, faits à la société (art. 7, 10 et 20). De même sera nulle la société dans laquelle les fondateurs n'auront pas fait une déclaration relative à cette répartition et à cette libération intégrale (art. 7 et 31). L'absence d'acte écrit constitue aussi une

(1) — HÉMARD. *Op. cit.*, n° 703.

(2) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 127. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 17, p. 33 et 34.

cause de nullité ; enfin, l'absence d'évaluation des apports en nature qu'exige l'art. 8, alinéa 1, entraînera la nullité de la société (1).

SECTION II

Qui peut invoquer la nullité ? A qui peut-elle être opposée ?

La nullité de l'art. 19 comme celle des art. 7 et 41 de la loi du 24 juillet 1867, n'est pas prononcée de plein droit. Elle doit être demandée en justice et ne résulte que d'une décision du tribunal. Le juge ne peut la prononcer d'office, même s'il a découvert une irrégularité des statuts et il s'exposerait à voir sa décision attaquée par voie de requête civile s'il statuait ainsi « *ultra petita* » (2). Mais, lorsqu'elle est demandée, le juge est tenu de la prononcer, dès qu'il a reconnu l'existence d'un vice de constitution (3).

La nullité pourra être demandée par toute personne y ayant intérêt, associés ou non, créanciers et débiteurs syndic ou liquidateur, s'il y a lieu, puisqu'ils représentent, l'un, à la fois les associés et les créanciers, l'autre les associés. L'action pourra être intentée, semble-t-il,

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 128. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 17. — POTTIER. *Op. cit.*, n° 156. — PIOT. *Op. cit.*, n° 21.

(2) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71 V, n° 5.

(3) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, *idem.* — DEFRENOIS. *Op. cit.*, n° 126. — HÉMAR. *Op. cit.*, n° 455. — DROUETS. *Op. cit.*, n° 130.

même après la dissolution de la société ou sa faillite; souvent même, elle présentera plus d'intérêt à ce moment. Les associés pourront invoquer la nullité les uns à l'encontre des autres, mais non à l'encontre des tiers. Cette formule est la reproduction exacte des art. 7 et 41 de la loi du 24 juillet 1867 et il suffit de renvoyer ici aux solutions adoptées pour les sociétés par actions. Il est, au reste, logique que les associés ne puissent se prévaloir, à l'encontre des tiers, d'une faute qu'ils ont commise.

Les créanciers sociaux auront donc le droit, en ce qui concerne le passé, soit de tenir la société pour valable dans leurs rapports avec celle-ci et les associés, soit de la considérer comme nulle. Leur intérêt les guidera (1). La nullité s'analyse plutôt ici en inopposabilité aux tiers de la société nouvelle (2).

L'action devra être intentée contre la société elle-même, c'est-à-dire ses représentants légaux : les gérants; après sa dissolution, contre le liquidateur et, en cas de faillite, contre le syndic.

Le tribunal compétent pour recevoir la demande en nullité sera le tribunal de commerce dans le ressort duquel sera situé le siège social. L'action sera soumise aux deux degrés de juridiction et pourra parfois être formée par voie d'exception (3).

(1) — HOUPIN et BOSVIEUX. *Op. cit.*, t. I, n° 653 et s. — DROUETS. *Op. cit.*, n° 130, note 11. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 17, p. 32.

(2) — DROUETS. *Op. cit.*, *idem.* — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, *idem.* — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71 V, n° 13 et s.

(3) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71 V, n° 8.

SECTION III

Caractère de la nullité. — Prescription.

La nullité qu'édicte l'art. 9 repose sur des motifs d'ordre public. C'est pourquoi il faut la considérer comme une nullité absolue, ce qui entraîne les conséquences suivantes : elle peut être soulevée par tout intéressé; elle ne peut faire l'objet d'aucune confirmation ou ratification; elle produit des effets « erga omnes ». Les tribunaux n'ont ici, nous l'avons vu précédemment, aucun pouvoir d'appréciation et doivent prononcer la nullité dès qu'ils constatent l'existence de l'irrégularité commise, même si le demandeur ne fait pas la preuve d'un préjudice subi par lui. En outre, aucune clause des statuts ne pourrait entraver, ni limiter le droit qu'ont les intéressés de demander la nullité de la société. Par contre, tout comme la nullité édictée par la loi du 1^{er} août 1893, cette nullité offre certains caractères de la nullité relative, puisqu'elle ne peut être opposée par les associés aux tiers et qu'elle ne produit d'effets que dans l'avenir, ainsi que nous le dirons plus loin (1) et qu'enfin elle se prescrit par dix ans à compter du jour de la constitution irrégulière de la société (2). Cette prescription constitue plutôt un délai préfix qu'une véritable prescription; à ce délai de dix ans ne s'appliquent

(1) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71 V, n° 4.

(2) — Cf. HOUPIŒ et BOSVIEUX. *Op. cit.*, t. I, n° 644 et 649. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 17, p. 34.

pas, par conséquent, les causes ordinaires d'interruption, ni de suspension (1). C'est là la solution généralement admise pour les sociétés par actions (2).

SECTION IV

Effet de la réparation du vice de constitution

La réparation du vice dont est entachée la constitution de la société est-elle susceptible d'arrêter l'exercice de l'action en nullité ? La loi du 7 mars 1925 n'a rien spécifié à cet égard et son silence oblige à déclarer qu'aucune réparation n'est possible. Cette solution n'est pas en harmonie avec les dispositions des art. 8 et 42 de la loi du 24 juillet 1867 et du 1^{er} août 1893 sur les sociétés par actions qui disposent que : « L'action en nullité de la société ou des actes et délibérations postérieurs à sa constitution n'est plus recevable lorsque, avant l'introduction de la demande, la cause de nullité a cessé d'exister. L'action en nullité et celle en responsabilité en résultant sont soumises aux dispositions de l'art. 8 ci-dessous. » La loi du 1^{er} août 1893 déroge au droit commun puisqu'il s'agit ici de nullité d'ordre public. Elle répondait à des besoins de la pratique : il était, en effet, regrettable de voir une société entachée

(1) — Cf. HÉMARD. *Op. cit.*, n° 518. — *Contra*: PIOT, *Op. cit.*, n° 22.

(2) — HOUPIŒ et BOSVIEUX. *Op. cit.*, *idem*. — THALLER et PIC. *Les Sociétés commerciales*, t. II, n° 995. — LYON-CAEN et RENAULT. *Op. cit.*, t. II, n° 785 b.

d'une très légère irrégularité, exposer pendant des années à une action en nullité susceptible de troubler considérablement des intérêts importants.

Les rédacteurs de la loi du 7 mars 1925 ont, par suite d'une erreur de rédaction, omis de consacrer cette solution de la loi du 1^{er} août 1893, qu'il était pourtant dans leur intention d'étendre à la société à responsabilité limitée, ainsi qu'en fait foi le projet de loi. Celui-ci, en effet, dans son art. 10, 2^e alinéa, disposait que « les actions en nullité et en responsabilité s'éteignent conformément aux dispositions de l'art. 3 de la loi du 24 juillet 1867 ». L'intention du législateur était donc de permettre la réparation du vice, malgré une erreur matérielle qui lui avait fait citer l'art. 3 au lieu de l'art. 8. Le rapporteur du projet à la Chambre (1), dans son premier rapport avait transcrit ce texte sans le modifier, constatant même la similitude créée, sur ce point, entre la loi du 24 juillet 1867 et la loi de 1925. Ce **texte** fut soumis aux délibérations de la Commission de la Chambre des députés qui y substitua le texte actuel, lequel figurait d'ailleurs à la suite du rapport de M. Manceau. L'art. 10 fut approuvé sans explications par le deuxième rapport Manceau, puis par le rapport de M. Chapsal au Sénat. Cette modification reste donc inexpliquée. Ce ne peut être qu'une erreur bien regrettable du législateur.

Toutefois, dans le silence de la loi, on ne peut que s'en tenir aux principes et refuser aux sociétés à

(1) — Voir Rapp. Manceau, sous art. 10, p. 148 et s.

responsabilité limitée le bénéfice des art. 8 et 42 précités, une dérogation au droit commun nécessitant une disposition spéciale et l'interprète de la loi ne pouvant suppléer aux lacunes de celle-ci, ni corriger ses inadvertances (1).

Les associés qui s'aperçoivent au cours de la société de l'irrégularité commise n'auront que la ressource de procéder à une reconstitution complète de la société et cette fois régulière. Celle-ci accomplie, l'action en nullité perd son objet. Le demandeur ne peut invoquer son intérêt, puisque, si la nullité était prononcée, la société serait censée avoir eu dans le passé une existence de fait et serait liquidée suivant les statuts. Si la société a été régulièrement reconstituée, elle ne fait que continuer la société primitive frappée de nullité. Mais cette reconstitution devra être reprise totalement dans ses moindres détails (2). Le législateur de 1925 permet ainsi le renouvellement d'abus et de chantages auxquels la loi de 1893 avait voulu mettre fin. Il est à souhaiter qu'une réforme intervienne sur ce point.

(1) — GAIN. *Op. cit.*, n° 43. — DEFRENOIS. *Op. cit.*, n° 125. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 17. — DROUETS. *Op. cit.*, n° 132. — PIOT. *Op. cit.*, n° 10. — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 221. — LAURENT. *Recueil général des lois*, 1925, p. 117. — *Contra* : HÉMARD. *Op. cit.*, n° 509.

(2) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V. n° 10.

SECTION V

Effets de la nullité

Si la demande en nullité a été rejetée, le jugement a un effet relatif, c'est-à-dire que le même intéressé ne peut former une nouvelle demande sur les motifs déjà invoqués, mais tout autre intéressé peut le faire. Signalons que, dans ce cas, la société peut paralyser son action en lui intentant une action reconventionnelle en dommages-intérêts pour action téméraire(1).

Au contraire, si l'action en nullité est accueillie, la décision intervenue a force de chose jugée à l'égard de tous, qu'ils aient été ou non partie au procès. Rappelons qu'une mention des jugements ou des arrêts ainsi intervenus doit figurer au registre du commerce.

1°) Les effets de la nullité à l'égard des associés varient suivant que la société a ou non fonctionné avant que sa nullité ait été prononcée.

a) Si la société a déjà fonctionné, elle sera considérée comme ayant existé en fait entre les associés et entre ceux-ci subsistera une communauté d'intérêts qui sera liquidée suivant les dispositions de l'acte constitutif. Si une cession de parts est intervenue, elle ne sera pas annulée; cependant le cessionnaire a le droit de réclamer au cédant et à la société qui a approuvé la cession, des dommages et intérêts, si la fixation du prix a été

(1) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V, n° 11.

le résultat de manœuvres dolosives (1). Tout se passe donc comme si l'annulation de la société équivalait à sa dissolution.

b) Si la société, au contraire, n'a jamais fonctionné, — ce qui est rare, — elle sera considérée comme n'ayant pas existé; les associés n'ont ni droits, ni obligations sociales. Chaque associé reprend son apport ou, s'il n'a pas effectué celui-ci, en est dispensé (2).

2°) *A l'égard des tiers*, la situation est différente, ceux-ci ayant le choix entre deux partis : ou bien ne pas s'en tenir à la nullité de la société et, par suite, exiger l'entière exécution des contrats passés avec celle-ci, ou, au contraire, invoquer la nullité et, par suite, demander l'annulation des contrats qu'ils ont pu passer avec la société, cette dernière étant censée n'avoir eu aucune existence légale. Dans ce cas, les tiers pourront réclamer à la société des dommages et intérêts pour le préjudice que la nullité leur aura causé.

Mais si la nullité de la société entraîne sa liquidation, il n'y a plus de fonds social. Les biens composant le patrimoine de la société deviennent indivis entre les associés. Les créanciers sociaux qui avaient auparavant en gage tous les biens sociaux pour eux seuls, devront venir concourir avec les créanciers personnels des associés.

Remarquons qu'aucun lien de droit n'unissant les créanciers entre eux, certains pourront accepter les

(1) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V, n° 13.

(2) — POTTIER. *Op. cit.*, n° 158. — GAIN. *Op. cit.*, n° 44. — DROUETS. *Op. cit.*, n° 131.

actes de la société, tandis que d'autres les tiendront pour nuls. En cas de conflit entre créanciers sociaux, la préférence sera donné à ceux qui réclament la nullité (1). En cas de conflit entre les créanciers sociaux et les créanciers personnels d'un associé, ceux-ci l'emportent sur ceux qui demandent le maintien des actes sociaux. En voici un exemple cité par MM. Auger et Michel (2). Les créanciers sociaux optent pour la validité des actes accomplis par la société. Ils poursuivent le recouvrement de leur créance sur un immeuble apporté par un des associés. Celui-ci a un créancier à hypothèque légale qui tient la société pour nulle, « ab initio ». Son hypothèque légale frappant l'immeuble, il sera payé par privilège et préférence aux créanciers sociaux. Si sa créance n'était pas privilégiée, ce créancier personnel d'un associé viendrait encore en concours sur le prix de l'immeuble avec les créanciers sociaux.

Le législateur de 1925 n'a pas fait en cette matière œuvre nouvelle et il n'est pas utile d'insister plus longuement sur cette sanction de la nullité de la société puisque, sauf la possibilité de réparation d'une irrégularité de constitution commise, la réglementation de l'art. 9 s'inspire directement des art. 8 et 42 de la loi du 24 juillet 1867 modifiée par celle du 1^{er} août 1893.

(1) — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 217, p. 253.

(2) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V, n° 14.

CHAPITRE II

La responsabilité pécuniaire des associés originaires et des premiers gérants

Nous allons maintenant examiner la seconde sanction édictée par l'art. 10 de la loi du 7 mars 1925, qui s'exprime en ces termes: « Lorsque la nullité a été prononcée aux termes de l'article précédent, les associés auxquels la nullité est imputable sont responsables envers les autres et envers les tiers, solidairement entre eux et avec les premiers gérants du dommage résultant de cette annulation. Les actions en responsabilité et en nullité se prescrivent par dix ans. »

Ici encore, nous constatons que l'art. 10 est directement calqué sur les art. 8 et 42 de la loi du 24 juillet 1937, sauf que les mots fondateurs sont remplacés par ceux d'associés, ceux d'administrateurs par gérants. Le projet de loi du 16 mars 1920 s'en inspirait plus étroitement encore.

SECTION I

Conditions de la responsabilité

1°) La société doit avoir été annulée pour l'une des causes énumérées dans notre chapitre I. L'annulation de la société est la cause de la responsabilité édictée par l'art. 10 qui s'ajoute à elle.

2°) Il faut, de plus, et c'est là l'application du droit commun, que l'annulation en question ait causé un dommage, soit aux associés, soit aux créanciers sociaux. Par exemple, le montant des parts sociales souscrites n'a pu être remboursé, les créanciers sociaux n'ont pu être payés, un marché successif passé avec la société n'a pu être exécuté et un dommage en est résulté pour le contractant, soit en le privant d'un bénéfice escompté, soit en laissant inemployés un matériel ou des marchandises acquis par lui pour ce contrat (1).

Au cas où le demandeur ne pourrait invoquer aucune lésion, la nullité de la société ne suffirait pas à ouvrir l'action en responsabilité de l'art. 10. Il en serait ainsi si la société annulée avait fait cependant d'excellentes affaires (2).

3°) Il faut encore que le dommage, dont se plaint le demandeur, ait sa cause dans la nullité prononcée. C'est naturellement au demandeur à rapporter la preuve d'un

(1) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V, n° 24.

(2) — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 18. — DROUETS. *Op. cit.*, n° 134. — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, *idem*.

rapport de cause à effet entre la nullité de la société et la perte de son actif. Si une mauvaise gestion, des circonstances économiques ou financières désastreuses, un cas de force majeure ont provoqué les mauvaises affaires de la société, l'action en réparation de l'art. 10 ne pourra être intentée (1).

4°) Il faut enfin que le demandeur n'ait lui-même commis aucune faute. Un associé, par exemple, qui aurait signé l'acte constitutif de la société, connaissant l'irrégularité dont il était entaché, qui serait entré dans la société sachant cette dernière viciée, le tiers qui, dûment prévenu, aurait néanmoins contracté avec la société, ne pourraient se plaindre d'un préjudice dont ils ont volontairement assumé le risque. Ce sont « les artisans de leur propre infortune » (2).

SECTION II

Qui peut intenter l'action en responsabilité ?

Ce sont les personnes qui ont le droit d'exercer l'action en nullité, puisque l'action en responsabilité de l'art. 10 découle de l'annulation de la société. Ce sont donc toutes celles qui, liées juridiquement avec la société, ont subi un préjudice du fait de la nullité de la société. L'action peut être intentée individuellement par les victimes du dommage, créanciers ou associés, et tend

(1) — POTTIER. *Op. cit.*, n° 166. — DROUETS. *Op. cit.*, n° 134. — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V, n° 24.

(2) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V, *idem*.

à la réparation du préjudice causé au patrimoine du demandeur par la faute du défendeur.

L'action peut être aussi intentée collectivement par les représentants légaux de la société dissoute ou en faillite et tend à faire déclarer le défendeur responsable de la nullité de la société avec toutes les suites que cela comporte, au profit de la masse des créanciers et des associés. L'action intentée par le liquidateur ou par le syndic est alors exclusive de celles que pourraient intenter « ut singuli » les associés ou les créanciers, à moins que ceux-ci ne puissent invoquer à leur rencontre une faute personnelle commise. (Pour attirer un capitaliste, on n'a pas craint d'user de moyens frauduleux ou on a offert à un créancier des garanties qui, en réalité, n'existaient pas.) (1)

SECTION III

Personnes responsables

Si les différentes conditions précédentes se trouvent remplies, les tiers et les associés lésés ont une action en responsabilité, d'une part, contre certains associés, d'autre part, contre les premiers gérants.

§ 1 — *Les associés.*

La responsabilité est en premier lieu encourue par « les associés auxquels la nullité est imputable », formule équivoque et qui prête à discussion.

(1) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V, n° 27.

Quelques auteurs estimant que tous les associés concourent personnellement et activement à la constitution de la société et signent l'acte de société, en concluent que tous les associés originaires sont susceptibles d'être poursuivis, sans qu'il soit nécessaire pour cela de rapporter la preuve d'une faute commise par eux et alors même que leur entière bonne foi serait établie. C'est, disent-ils, l'interprétation qui est adoptée par la doctrine pour l'article 42 de la loi du 24 juillet 1867 et suivant laquelle tous ceux qui ont la qualité de fondateurs se trouvent nécessairement responsables de la nullité de la société. Cette interprétation doit être d'autant plus étendue à l'article 10 de la loi du 7 mars 1925 que dans son rapport au Sénat, M. Chapsal déclarait : « Les associés visés par le texte sont évidemment les associés originaires qui ont tous concouru à la formation de la société. (1).

Mais, objecte-t-on, l'article 10 s'exprimant dans les termes suivants : « Les associés auxquels la nullité est imputable, sont responsables envers les autres » semble distinguer diverses catégories d'associés et établit par là, que tous les signataires des statuts ne sont pas placés dans une situation identique quant à la responsabilité de l'article 10 et que sont responsables seulement ceux auxquels la nullité est imputable.

A quoi l'on répond en disant que la loi a entendu désigner de cette façon les personnes qui entrent dans la société après la constitution de celle-ci, par cession de

(1) — Rapp. Chapsal, sous article 10.

parts ou augmentation de capital (1). Ces nouveaux associés sont convaincus de la régularité de la société en y prenant place et si, contrairement à ce qu'ils croyaient, la société vient à être annulée pour vice de constitution, il est naturel qu'ils puissent se retourner en responsabilité contre les associés originaires.

— D'après une seconde opinion que nous préférons, « les associés auxquels la nullité est imputable » et qui sont déclarés responsables par l'article 10, sont ceux qui, en fait, ont pris une part active à l'établissement des actes contraires à la loi (2).

L'argument tiré du rapport de M. Chapsal peut facilement être écarté, le texte pouvant être interprété différemment. En effet, les mots « associés ayant tous concouru à la formation de la société » désignent les associés originaires qui ont joué un rôle actif dans la constitution de la société; les associés qui, au contraire, sont restés à l'écart, ont ignoré les irrégularités commises, n'ont pas, peut-on dire, concouru à la formation de la société.

L'interprétation donnée par la doctrine à l'article 42 de la loi du 24 juillet 1867 et que ces auteurs veulent étendre à l'article 10 n'est pas, d'autre part, admise par la jurisprudence et les associés originaires ne sont pas complètement assimilables aux fondateurs des sociétés anonymes, car les premiers se bornent souvent à ne donner que leur signature.

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 135. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 18. — GAIN. *Op. cit.*, n° 45.

(2) — POTTIER. *Op. cit.*, n°s 164 et 169. — DEFRENOIS. *Op. cit.*, n° 128.

D'après ce second système d'interprétation de l'article 10, les mots « envers les autres » désignent les associés originaires qui n'ont pas participé à la constitution de la société ou y ont joué un rôle passif et les personnes qui sont devenues associées postérieurement à sa fondation. Cette seconde opinion nous paraît plus exacte et plus conforme à la loi et à l'équité.

Et notamment, le projet de loi du 16 mars 1920 distinguait très nettement les fondateurs et les simples associés. Après le passage du projet à la Commission de la Chambre des Députés, le mot du reste peu exact de « fondateur » avait été remplacé par le mot associé, mais ce changement de mots n'avait été inspiré que par une raison de terminologie et non par le désir de modifier le fonds du texte (1).

Il résulte, d'après cette opinion, qu'un associé ne sera pas, *a priori*, menacé d'un recours en responsabilité par suite de la nullité de la société. Il faudra, pour engager sa responsabilité, faire la preuve d'une faute commise par lui dans l'accomplissement des formalités de constitution de la société. Le tribunal ne pourra condamner un associé si celui-ci n'a rien à se reprocher.

En fait, la discussion qui sépare les auteurs quant à l'interprétation de l'art. 10 n'a qu'un intérêt purement théorique. Il est bien certain que si la nullité de la société est prononcée, dans la majorité des cas, tous les associés originaires seront responsables, car il sera très difficile à l'un d'entre eux de prouver qu'il n'a pas eu

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 135.

connaissance de l'irrégularité commise par les autres. Dans la société à responsabilité limitée, en effet, les associés sont peu nombreux et prennent tous une part active à la constitution de la société. On peut rapprocher, dans ce sens, les associés originaires d'une société à responsabilité limitée des fondateurs d'une société anonyme. Aussi certains auteurs classent-ils les associés responsables en deux catégories, suivant les causes de nullité de la société (1). Par exemple, un associé n'a pas intégralement libéré les parts souscrites par lui et a dissimulé cette irrégularité afin de constituer malgré tout la société; dans ce cas, c'est cet associé qui sera responsable suivant l'art. 10. Si, au contraire, la nullité résulte de l'absence de déclaration dans l'acte de la libération intégrale des parts ou de l'absence d'évaluation des apports en nature, tous les associés originaires sont responsables.

§ 2. — *Les premiers gérants.*

A côté des associés originaires, la loi déclare responsables les premiers gérants s'inspirant par là directement de l'art. 42 de la loi du 24 juillet 1867 qui énumère comme responsables à côté des fondateurs « les administrateurs en fonctions au moment où elle a été encourue ».

Qu'entend-on par ces mots : premiers gérants ? Tout

(1) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V, n° 19 et 20.

d'abord, ce ne sont pas nécessairement les gérants qui ont été nommés dans l'acte de constitution, puisque la loi permet leur nomination (art. 24) dans un cas postérieur.

Qu'ils aient ou non le caractère de gérants statutaires, ils sont déclarés responsables par la loi dans le cas où une irrégularité ayant été commise dans l'accomplissement de toutes les formalités que suppose la fondation d'une société à responsabilité limitée, la société est déclarée nulle. Ils ont fait preuve de négligence grave, soit en laissant s'accomplir des actes irréguliers, soit s'ils ont pris possession de leurs fonctions après la constitution de la société en ne vérifiant pas la régularité de celle-ci. Ils ont, par leur impéritie, exposé la société à une annulation qu'ils auraient pu éviter en renonçant purement et simplement au projet de société ou même en procédant à l'accomplissement régulier, cette fois, des formalités de constitution. De toute façon, n'ayant pas accompli leur premier devoir, il est juste qu'ils soient déclarés responsables par la loi.

Fréquemment, notons-le, la responsabilité qu'ils encourrent en tant que gérants, se confond avec la responsabilité qu'ils doivent supporter comme associés originaires. En pratique, en effet, on choisit les premiers gérants parmi les premiers associés. Toutefois, la responsabilité n'est pas dans les deux cas absolument identique, dans ce sens que pour les associés originaires, on ne peut engager leur responsabilité qu'en apportant la preuve d'une faute commise par eux; au contraire, pour les premiers gérants, la loi fait peser sur eux une présomption de faute qui, il est vrai, supporte la preuve

contraire (1). Si la société n'a pas désigné de gérants, la responsabilité est encourue par tous les associés auxquels la nullité est imputable, sauf si certains d'entre eux ont reçu un mandat de gérer les affaires sociales, à ne faire supporter la responsabilité que sur ces gérants de fait (2).

§ 3. — *Les fondateurs.*

Certains auteurs ajoutent à ces deux catégories de personnes responsables désignées par l'art. 10 et qui sont les associés originaires et les premiers gérants, une troisième catégorie de personnes : *les fondateurs*, c'est-à-dire les personnes qui, n'étant pas associées, ont cependant pris une part active à la constitution de la société et ont commis ou laissé commettre des irrégularités (3). M. Pottier fait ainsi une place à part aux fondateurs, bien qu'il n'aperçoive pas le rôle que ceux-ci puissent jouer dans les sociétés à responsabilité limitée, sociétés intimes, ne faisant pas d'appel au public. Cette catégorie de responsables ne figurant pas dans la loi doit être rejetée (4).

Ajoutons, enfin, que l'art. 42 de la loi du 24 juillet 1867 confère au juge la faculté de déclarer responsables les apporteurs en nature dont les apports n'auraient pas été vérifiés dans les formes légales. Il ne pouvait être

(1) — PIOT. *Op. cit.*, n° 24. — DEFRÉNOIS. *Op. cit.*, n° 128. — POTTIER. *Op. cit.*, n° 170. — DROUETS. *Op. cit.*, n° 135.

(2) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V, n° 18.

(3) — GAIN. *Op. cit.*, n° 45, p. 47. — POTTIER. *Op. cit.*, n° 164 et 165.

(4) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 135.

question ici d'une disposition semblable, la procédure de vérification n'existant pas dans les sociétés à responsabilité limitée. Mais la responsabilité solidaire qui pèse sur tous les associés en cas de majorations excessives des apports en nature est au moins aussi lourde que la disposition précitée de l'art. 42 de la loi du 24 juillet 1867.

SECTION IV

Etendue de la responsabilité. — Solidarité.

L'action en responsabilité de l'art. 10 a pour but la réparation du dommage qui résulte de l'annulation de la société. Les créanciers sociaux peuvent ainsi réclamer la réparation du dommage qui résulte de l'annulation de leur gage tel qu'il aurait été si la société avait été régulièrement constituée, mais ils ne peuvent poursuivre l'acquittement de toutes les dettes sociales sur le patrimoine personnel des associés responsables, sauf dans le cas où il serait établi que l'insolvabilité de la société résulte uniquement du vice de constitution (1).

Les associés responsables n'auront pas à supporter tout le passif de la société, comme si la société de fait qui avait existé entre les parties était une société en nom collectif. L'art. 10 reproduit, en effet, l'art. 42 de la loi du 24 juillet 1867, modifié par la loi du 1^{er} août

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 136. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 18. — POTIER. *Op. cit.*, n° 166. — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V, n° 26.

1893; or, cette loi a eu précisément pour but de mettre fin à une jurisprudence qui rendait les auteurs de la nullité débiteurs du passif de la société vis-à-vis des tiers et cette interprétation de l'art. 42 de la loi de 1867 s'étend à l'art. 10 étudié ici (1).

L'art. 10 déclare les associés originaires et les premiers gérants solidairement responsables.

L'action en responsabilité peut donc être exercée, soit contre toutes les personnes déclarées responsables par la loi, soit seulement contre l'une d'entre elles, celui qui a payé ayant un recours contre celles qui partagent sa responsabilité. C'est l'application simple des art. 1213 et 1214 du Code Civil (2).

La répartition définitive entre les personnes responsables sera faite suivant la part plus ou moins grande que chacun a prise dans la constitution irrégulière de la société et le tribunal aura ici pouvoir d'appréciation. S'il est impossible d'évaluer la culpabilité de chacun, on répartira, et c'est là une solution logique qui s'impose, la responsabilité proportionnellement au nombre de parts sociales que chacun possède sauf en ce qui concerne les gérants dans le cas, rare du reste, où ils ne seraient pas associés (3). Le défendeur, actionné, pourra appeler en cause les personnes qui partagent sa responsabilité.

A l'inverse, les personnes lésées par la nullité de la

(1) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V, n° 23.

(2) — POTIER. *Op. cit.*, n° 168.

(3) — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 18. — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V, n° 26.

société pourront se joindre au demandeur en formant une demande principale concurrente. Le tribunal compétent sera :

1) Si la demande est accessoire à l'action en nullité, le tribunal qui connaît déjà de celle-ci.

2) Si l'action est principale, il faut distinguer deux cas : a) L'action est individuelle et la compétence est attribuée au Tribunal de commerce du domicile du défendeur ; b) L'action est sociale et la compétence est alors attribuée au Tribunal de commerce du siège social de la société.

SECTION V

Prescription de l'action en responsabilité

L'action en responsabilité édictée par l'art. 10 se prescrit, tout comme l'action en nullité, par dix ans (art. 10, 2^e alinéa), ce qui est une dérogation à la prescription normale de trente ans. Ce délai court à partir du jour du jugement qui prononce l'annulation de la société, irrégulièrement constituée, puisque l'action en responsabilité découle de sa nullité et ne peut être exercée avant le jour où cette nullité est judiciairement prononcée (1).

Certains auteurs cependant (2) décident que les dix

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 137. — POTTIER. *Op. cit.*, n° 177.

(2) — PIOT. *Op. cit.*, n° 24. — GAIN. *Op. cit.*, n° 45 *in fine*. — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V, n° 30.

ans de prescription commencent à courir du jour de la constitution irrégulière de la société, ce qui, vu les raisons indiquées plus haut, nous paraît erroné.

SECTION VI

Effet de la réparation du vice de constitution sur l'action en responsabilité

La réparation du vice entachant la constitution d'une société à responsabilité limitée, n'entraîne pas, nous l'avons vu, la disparition de l'action en nullité. Il s'ensuit qu'elle n'a également aucune influence sur l'action en responsabilité (1).

Comme pour l'action en nullité, le projet de loi du 16 mars 1920 comportait une solution différente, analogue à celle qui résulte pour les sociétés par actions de l'art. 8 de la loi de 1867. La loi du 7 mars 1925 a omis de reproduire cette disposition et la solution qu'elle a ainsi adoptée est évidemment des plus rigoureuses pour les personnes qui restent ainsi sous le coup de l'action en responsabilité pendant les vingt années qui suivent la constitution irrégulière de la société, même si celle-ci a été régularisée ultérieurement.

Il est assez surprenant que le législateur de 1925 ait cru devoir, sur ce point, modifier le projet du 16 mars

(1) — DROUETS. *Op. cit.*, n° 138. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 19 *in fine*. — PIOT. *Op. cit.*, n° 24.

1920 et c'est sans doute par erreur que le texte actuel a été substitué au texte primitif qui renvoyait à l'art. 8 de la loi du 24 juillet 1867 (1). La Commission de la Chambre des députés, modifiant le délai de prescription des actions en nullité et en responsabilité figurant à l'art. 10, a probablement omis la fin du texte.

(1) — *Journal officiel*, 1920. Doc. parl., Chambre. Annexe n° 549, p. 473. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 18, p. 38.

CHAPITRE III

Sanctions pénales

La loi de 1925, à l'imitation de la loi de 1867, ne s'est pas contentée de réprimer les irrégularités de constitution de la société à responsabilité limitée par des sanctions d'ordre civil.

Le législateur a édicté, avec raison, un certain nombre de peines correctionnelles dans le but de réprimer certains faits particulièrement graves dont se rendaient coupables les associés à l'égard des tiers. La loi réprime deux ordres de faits :

1°) Toute fausse déclaration des associés originaires concernant la répartition et la libération des parts sociales (art. 37, 2° alinéa).

2°) Toute majoration frauduleuse de la valeur des apports en nature (art. 38, 2° alinéa).

SECTION I

Fausse déclaration de répartition et de libération

La loi exige que les apports en nature et en espèces soient intégralement répartis et libérés avant la constitution de la société, que les fondateurs déclarent expressément dans les statuts que ces conditions sont remplies, et cela, sous peine de nullité. Elle veut encore que cette déclaration de souscription et de libération soit exacte et punit les associés qui affirmeraient faussement que ces deux conditions sont remplies.

§ 1. — *Quels sont les éléments constitutifs du délit ?*

1°) La déclaration doit figurer dans l'acte constitutif; son omission n'entraîne que la nullité de la société. Le délit est constitué par la déclaration elle-même, non parce que la répartition et la libération ne sont pas intégralement faites.

2°) Il faut en outre que cette déclaration soit mensongère, c'est-à-dire contraire à la réalité des faits. Une déclaration non conforme aux prescriptions de la loi n'est pas forcément fausse et ce n'est pas elle que punit la loi. Il y aura délit dans le cas, par exemple, où la répartition aura été faite entre des associés imaginaires et où la libération sera fictive.

3°) Enfin, il n'y aura de délit que si la déclaration a été faite volontairement inexacte; le délit de l'art. 37

n'est pas contraventionnel, il suppose l'intention délictuelle. Le juge devra constater celle-ci et l'apprécier suivant les règles ordinaires en cette matière.

Il s'ensuit que les associés originaires de bonne foi échapperont à la pénalité édictée par l'art. 37. Il serait, en effet, excessif de punir de peines conventionnelles des fondateurs qui ont cru de bonne foi à la libération des parts d'un associé, alors que celui-ci, par un artifice, a su conserver la disposition de ses fonds ou se sera libéré au moyen d'un chèque sans provision remis par les fondateurs à l'encaissement à une banque et qu'ils auront pu de bonne foi croire encaissé (1). Bien entendu, il faudra que les associés qui excipent de leur bonne foi, en fournissent la preuve en établissant qu'ils ont cru au respect de la loi. Toutefois, la simple erreur de droit ne sera pas prise en considération à cet égard (2).

Notons que l'existence de cette intention délictuelle ne suppose pas de manœuvres frauduleuses (3).

§ 2. — *Personnes punissables.*

L'art. 37 ne parle que des fondateurs. Doit-on en conclure que sont seulement responsables les personnes qui ont mis sur pied l'affaire à l'exclusion des associés originaires qui se sont contentés de signer l'acte constitutif contenant la fausse déclaration ? Oui, soutiennent

(1) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V, n° 38. — PIC et BARATIN. *Op. cit.*, n° 234, p. 271.

(2) — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 20, p. 43.

(3) — TCHERNOFF, n°s 2, 3, 4. — DROUETS. *Op. cit.*, n° 150. — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 20.

certain auteurs qui donnent au mot « fondateur » le sens qu'il a dans les sociétés anonymes (1). Ces auteurs décident donc que l'art. 37 ne vise que les promoteurs de l'entreprise, c'est-à-dire ceux qui en ont eu l'idée, ont souscrit les premières parts sociales et ont, en outre, recruté les autres associés et accompli les formalités constitutives de la société. Les associés non fondateurs ne peuvent être poursuivis, même s'ils signent consciemment une déclaration mensongère, car toute loi pénale est d'interprétation stricte. Ils ne pourraient être mis en cause qu'en cas de complicité avec les fondateurs (cas du souscripteur n'ayant pas libéré sa part) (2).

Cette opinion nous semble peu conforme au texte de la loi, car si l'on se reporte au texte qui, précisément, établit la nécessité, dans l'acte social, d'une déclaration de souscription et de libération à la charge des fondateurs (art. 7 de la loi du 7 mars 1925), on remarque que le terme « fondateurs » employé désigne tous les associés sans distinction, qu'ils aient pris ou non l'initiative de l'affaire (3). Mais ils n'en seront responsables que s'ils sont de mauvaise foi. Remarquons que si une déclaration fausse figure dans un acte authentique, aux peines ci-dessus, s'ajouteraient celles très dures du faux en écritures publiques.

Le délit une fois établi, celui-ci est puni par la loi d'une amende de cinq cents à dix mille francs et d'un

(1) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V, n° 38.

(2) — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, *idem.* . .

(3) — LEPARGNEUR. *Op. cit.*, n° 20. — DROUETS. *Op. cit.*, n° 151.

emprisonnement de quinze jours à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement (art. 37, 1^{er} alinéa).

La simple tentative de délit n'est pas prévue par l'art. 37 et n'est pas punissable (art. 3 du Code Pénal). Les circonstances atténuantes (art. 39) pourront faire réduire la peine à une simple amende d'un franc.

SECTION II

Majoration frauduleuse des apports en nature

Nous avons étudié précédemment l'obligation, pour les associés originaires, de procéder dans l'acte constitutif, à une évaluation des apports en nature et nous avons vu que la loi déclarait les associés responsables solidairement de la valeur attribuée aux biens ainsi apportés et estimés. La loi a voulu renforcer cette sanction en transformant en délit les majorations frauduleuses d'apport :

« Sont punis des peines portées par l'art. 405 du Code Pénal, sans préjudice de l'application de cet article à tous les faits constitutifs du délit d'escroquerie :

« Ceux qui ont, à l'aide de manœuvres frauduleuses, fait attribuer à un apport en nature une évaluation supérieure à sa valeur réelle. »

§ 1. — *Éléments constitutifs du délit.*

Pour qu'il y ait délit, il faut que les conditions suivantes soient réunies :

1°) Les apports en nature doivent avoir été majorés. La loi n'ayant rien précisé à ce sujet, toute majoration constatée, si minime soit-elle, est répréhensible. La loi ne vise ici que la majoration d'apports en nature et ne peut être étendue à l'attribution, sans cause, d'avantages particuliers, puisqu'il s'agit d'une disposition pénale dont l'interprétation doit être restrictive.

2°) Il faut que le délit soit intentionnel et que la mauvaise foi soit prouvée (1).

3°) Il faut que cette majoration s'accompagne de manœuvres frauduleuses. La simple erreur ne suffit pas. La responsabilité solidaire de l'art. 7 s'applique seule dans ce cas.

De même, l'erreur intentionnelle, le mensonge ne peuvent entraîner que des sanctions civiles.

Pour l'application de l'art. 405 du Code Pénal, on entend par manœuvres frauduleuses, tout fait extérieur qui, venant appuyer une déclaration mensongère, est de nature à lui donner créance. La Jurisprudence qui exigea pendant longtemps la nécessité d'un acte extérieur, a apporté à son système quelques élargissements. C'est ainsi que le fait de produire volontairement une comptabilité inexacte en vue d'obtenir de la compagnie d'assurance une indemnité supérieure à la valeur des objets assurés; le fait pour un médecin soignant des pensionnés militaires de produire à l'appui des états de soins mensongers, des billets de visite détachés par lui des carnets médicaux qu'il s'était fait remettre en dé-

(1) — TCHERNOFF, n° 6. — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V, n° 36.
— DROUETS. *Op. cit.*, n° 154.

pôt (1), la production de pièces falsifiées, la dissimulation d'une partie de la comptabilité, le recours à l'intervention d'un tiers convié à fournir des renseignements faux, en vue de tromper les coassociés sur la valeur des biens apportés, tous ces actes constituent également des manœuvres frauduleuses. Les travaux préparatoires fournissent un argument décisif en faveur de cette interprétation. En effet, le projet primitif prévoyait deux délits distincts : 1° le fait pour les associés d'attribuer de mauvaise foi à un apport en nature, une valeur notablement supérieure à sa valeur réelle ; 2° le fait pour les associés d'attribuer, à l'aide de manœuvres frauduleuses, à un apport en nature, une évaluation supérieure à sa valeur réelle.

La première catégorie de ces délits fut supprimée sur cette observation de M. Dupuich, rapporteur du projet, qu'un délit aussi vaguement défini était une véritable prime au chantage. « Il a semblé que l'intérêt public serait suffisamment garanti par l'art. 41 qui vise les peines de l'escroquerie, lorsqu'il y aura exagération frauduleuse » (2).

Une simple exagération ne dépassant pas les bornes de la publicité ou de la réclame courante ne serait pas punissable.

L'art. 38 qui exige des manœuvres frauduleuses paraît au premier abord faire double emploi avec l'art. 405 du Code Pénal, dont l'application est réservée

(1) — Chambre criminelle. *Rej.* 1^{er} mai 1925. *D. H.*, 1925, p. 369. — AUGER et MICHEL. *Op. cit.*, 71. V, n° 40.

(2) — *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1921, p. 13.

formellement au cas où se trouvent réunis, dans les faits punissables, tous les éléments du délit d'escroquerie ? Mais ce n'est là qu'une apparence, car l'art. 38 permet de réprimer une majoration frauduleuse d'apports dans le cas où elle ne réunit pas toutes les conditions exigées par l'art. 405 du Code Pénal pour l'existence du délit d'escroquerie (1).

§ 2. — *Quelles sont les personnes punissables ?*

La loi désigne comme personnes punissables tous ceux qui ont, à l'aide de manœuvres frauduleuses, fait attribuer à un apport en nature une évaluation supérieure à sa valeur réelle, que ce soit l'associé dont l'apport a été frauduleusement majoré ou les autres associés, les gérants ou même des tiers.

§ 3. — *Peines applicables.*

Ce sont les peines édictées par l'art. 405 du Code Pénal pour le délit d'escroquerie, à savoir :

Un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus ;

Une amende de 50 francs au moins et de 3.000 francs au plus.

Le coupable pourra être, en outre, interdit pendant cinq ans au moins et dix ans au plus des droits civils,

(1) — TCHERNOFF, n^{os} 5 et 6. — AUGER et MICHEL, 71. V, n^o 36.

civiques et de famille mentionnés en l'art. 42 du Code Pénal.

Des circonstances atténuantes peuvent être accordées. La simple tentative de délit n'est pas punissable (art. 3 du Code Pénal).

L'application des peines qui viennent d'être examinées n'exclut pas l'application de l'art. 405 aux faits constitutifs d'escroquerie qui pourraient être commis lors de la constitution de la société. L'art. 38, dans son alinéa premier, réserve, en effet, cette application de l'art. 405, copiant ainsi la loi du 24 juillet 1867.

Mais, notons-le, les faits constitutifs d'escroquerie, très fréquents dans les sociétés par actions qui font appel au public, seront plus rares dans les sociétés à responsabilité limitée formées, par définition, entre un petit nombre de personnes qui se connaissent.

La constitution d'une société à responsabilité limitée peut donner lieu à d'autres infractions de droit commun. Il y aurait notamment abus de confiance au cas où les gérants s'approprieraient frauduleusement le montant des versements des associés.

Tel est le régime sévère que le législateur a établi afin de sauvegarder l'intérêt des tiers.

CONCLUSION

Que faut-il penser de la réglementation des apports telle qu'elle découle de la loi du 7 mars 1925 ?

Le législateur a-t-il assuré, d'une manière efficace, la réalité du gage des créanciers, sans cependant alourdir exagérément les charges qui pèsent, de ce fait, sur les associés ?

En ce qui concerne tout d'abord les apports en numéraire, il semble bien que le législateur, en exigeant ici une libération immédiate et intégrale dès la constitution de la société, ait sacrifié l'intérêt des associés et de la société, au profit des tiers.

Cette mesure, qui constitue une innovation de la loi de 1925, a pour conséquence d'immobiliser des capitaux importants que la société devra rétribuer, alors qu'elle n'en a peut-être pas un besoin immédiat.

C'est là une lourde charge pour la société qui se fonde et une gêne pour les associés. L'intérêt des tiers aurait pu être sauvegardé à cet égard, sans qu'il ait été nécessaire d'exiger une libération intégrale des apports en numéraire, en se référant au droit commun.

Quant à la capacité nécessaire à l'apporteur, il eut été préférable que le législateur intervînt en la matière.

Etant donné, en effet, le caractère mixte des sociétés à responsabilité limitée, qui se rapprochent tantôt des sociétés de personnes, tantôt des sociétés par actions, la question ne laisse pas de soulever de nombreuses dis-

cussions en doctrine et la Jurisprudence, sur ce point, n'a pas encore eu l'occasion de départager les auteurs.

— En ce qui concerne ensuite les apports en nature, le législateur s'est montré particulièrement sévère et rigoureux. Ce n'est pas sans raison, du reste, car l'expérience prouve qu'il faut se méfier des apports en nature.

La libération intégrale de ces apports avant la constitution de la société semble donc une disposition raisonnable. Elle ne constitue pas une innovation et n'est qu'un emprunt à la législation de 1867.

Il faut regretter cependant que la loi du 7 mars 1925 n'ait pas mis fin aux discussions qui naissent, en doctrine, au sujet de certaines catégories d'apports en nature dont la validité est contestée (apports en jouissance, en industrie).

Quant au système imaginé par le législateur, pour éviter toute majoration d'apport, nous estimons sa rigueur excessive.

Les apporteurs de biens en nature sont, nous le rappelons, responsables solidairement de la valeur attribuée dans l'acte constitutif aux apports en nature. Une telle disposition est de nature à écarter des sociétés à responsabilité limitée, le père de famille soucieux de sa tranquillité, l'honnête capitaliste, qui craindront de voir leur responsabilité engagée bien au-delà de leurs apports, alors que leur entrée dans une société à responsabilité limitée semblait devoir leur garantir une limitation de leurs risques.

La sévérité de la loi a-t-elle, du moins, l'avantage

d'accroître la garantie des tiers ? C'est douteux, car elle n'empêchera vraisemblablement pas les lanceurs d'affaires malhonnêtes, les apporteurs peu scrupuleux, de recourir à leurs manœuvres habituelles, ces gens-là n'ont rien à perdre et ne risquent rien. Il est à craindre que tout le poids de la responsabilité créée par la loi ne retombe ici sur les apporteurs sérieux et solvables.

— Quant aux mesures répressives que la loi de 1925 a adoptées, concernant les règles édictées par elle relativement aux apports, toutes s'inspirent assez directement de la loi de 1867 et méritent d'être approuvées.

Nous avons vu que la constitution d'apports dans une société à responsabilité limitée, contrairement aux règles édictées par la loi, entraînait la nullité de la société et que cette nullité faisait naître une responsabilité solidaire entre tous les associés originaires et les premiers gérants. Ces sanctions sont très légitimes ; toutefois, elles méritent une critique : la réparation du vice entachant la constitution de la société n'a pas pour effet d'éteindre l'action en nullité et par suite l'action en responsabilité qui en découle.

Il est dommage que le législateur ait omis une disposition qui atténuait la rigueur de la loi et figurait dans la loi du 24 juillet 1867.

— Nous ne dirons rien des sanctions pénales ; leur sévérité vient justement réprimer des délits qui ne méritent aucune indulgence.

— Dans l'ensemble, il apparaît donc que le législateur s'est montré trop sévère, sacrifiant souvent l'intérêt des associés et de la société à celui des tiers.

Il a adopté des mesures qui, sans augmenter sensiblement la réalité du gage des créanciers, fait peser sur les associés et la société des charges excessives.

Il a ainsi alourdi le fonctionnement et la constitution des sociétés à responsabilité limitée, en enlevant à cette dernière la souplesse qui est l'un de ses avantages et a, de cette façon, risqué d'éloigner de la société nouvelle, bien des honnêtes gens.

Son intention était, — il est vrai, — louable, puisqu'il voulait ainsi augmenter le crédit de la société qu'il créait en rassurant les tiers. Il faut également ajouter, à sa décharge, que sa tâche n'était pas aisée. Il est toujours difficile de légiférer ; il l'est encore davantage lorsqu'il s'agit d'opérer sur un terrain neuf où les enseignements de l'expérience font défaut.

Nous souhaitons toutefois qu'une réforme, sérieusement étudiée, soildement basée sur les premiers résultats qu'a fournis, depuis 1925, la pratique de la société nouvelle, vienne heureusement modifier les errements et les tâtonnements de la loi du 7 mars 1925.

Vu : *Le Président*,
G. RIPERT.

Vu : *Le Doyen*,
H. BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- HOUPIN ET BOSVIEUX. — *Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales* (6^e édition, 1927-1928), 3 vol. — T. II.
- LYON-CAEN ET RENAULT. — *Traité de Droit commercial* (5^e édition, 1928), 8 vol. — T. II.
- P. PIC. — *Des sociétés commerciales* (Collection Ed. Thaller, 2^e édition, 1926). — T. I et t. II.
- THALLER ET PERCEROU. — *Traité élémentaire de Droit commercial* (7^e édition, 1925). — Appendice.
- AUGER (B.) ET MICHEL (R.). — *Traité et formulaire des sociétés à responsabilité limitée* (2^e édition, 1926).
- AUSCHER. — *Les sociétés à responsabilité limitée* (1 brochure, 1925).
- BAUDOIN-BUGNET. — *La société à responsabilité limitée en France.*
- BAUDOIN-BUGNET. — *La transformation des sociétés à responsabilité limitée en Alsace-Lorraine.*
- F. CHAPSAL. — *Des sociétés à responsabilité limitée* (1926).
- CH. DEFRENOIS. — *Traité et formulaire des sociétés à responsabilité limitée.*
- G. DROUETS. — *La Compagnie privée et la société à responsabilité limitée* (1922).
- G. DROUETS. — *Des sociétés à responsabilité limitée* (2^e édition).
- EZZAONI. — *Les sociétés à responsabilité limitée* (1928).
- RENÉ GAIN. — *Les sociétés à responsabilité limitée.* (Paris, (3^e édition, 1928.)
- GED. — *Les sociétés à responsailité limitée.*
- GUILIANI. — *Des sociétés à responsabilité limitée.*
- LEFEBVRE ET LEFEBVRE. — *La société à responsabilité limitée, son régime fiscal, ses avantages.*

- LEPARGNEUR. — *La loi nouvelle sur les sociétés à responsabilité limitée*. (Paris, 1925; extrait du *Journal des Sociétés*, mai et juin 1925.)
- MOREAU. — *Avez-vous intérêt à vous constituer ou à vous transformer en société à responsabilité limitée ?*
- MOREAU ET BERNOT. — *Guide pratique des sociétés à responsabilité limitée*.
- PARIDANT. — *La société à responsabilité limitée*. (Bruxelles, 1926.)
- PIC ET BARATIN. — *Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée* (1927).
- G. PIOT. — *Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée* (1926).
- POTTIER. — *Les sociétés à responsabilité limitée* (1928).
- A. PRUDHOMME. — *Les sociétés à responsabilité limitée*. (Paris, 1919.)
- ROBERT-MOREAU. — *Guide pratique des sociétés à responsabilité limitée*.
- ROMIGUIÈRE. — *Les sociétés à responsabilité limitée*.

THESES

- BASSIN. — *La société à responsabilité limitée en Allemagne*. (Poitiers, 1923.)
- BOULÉ. — *Les apports en nature*. (Paris, 1909.)
- CHOTTIN. — *La vérification des apports en nature*.
- G. DROUETS. — *Les sociétés en droit anglais*. (Paris) 1922.
- GENISSERLIS. — *Les sociétés à responsabilité limitée*. (Paris, 1928.)
- HATT. — *Les sociétés à responsabilité limitée en droit allemand contemporain*. (Paris, 1908.)
- LAFFARGUE. — *Les apports en nature*. (Paris, 1920.)
- LEBEL. — *Les apports en nature et les actions d'apport*. (Paris, 1903.)
- MOLIÉRAC. — *Les sociétés entre époux. Examen critique de Jurisprudence*. (Paris, 1917.)
- MONGIN. — *La garantie des tiers dans les sociétés à responsabilité limitée en droit français*. (Paris, 1926.)

MOURLAQUE. — *Transformations en société à responsabilité limitée*. (Paris, 1927.)

REP. — *Des fraudes commises dans la constitution des sociétés par actions*. (Paris, 1904.)

TONNELIER. — *Les apports en nature*. (Paris, 1884.)

JOURNAUX ET REVUES

AUGER. — *Les sociétés à responsabilité limitée* (*Revue du Notariat* du 30 mars 1925.)

AUGER. — *Au sujet des sociétés à responsabilité limitée. De quelques points controversés* (*Revue des Sociétés*, 1927, p. 121 et s.)

AUGER. — *Transformations des sociétés actuelles en sociétés à responsabilité limitée*. (*Revue des Sociétés*, 1925, p. 163 et s.)

AUGER. — *La disparition des sociétés à responsabilité limitée du droit local en Alsace-Lorraine* (*Revue des Sociétés*, 1926, p. 161 et s.)

BAUDOIN-BUGNET. — *Les sociétés à responsabilité limitée*. (*Bulletin de la Société Industrielle de l'Est*, 1920, p. 156 et s.)

BONAN. — *Régime légal et fiscal des sociétés à responsabilité limitée*. (*Journal des Sociétés*, 1927, p. 449 et s.)

BOURCART. — *Observations sur le projet de loi du 16 mars 1920*. (*Journal des Sociétés*, 1920, p. 373 et s.)

BOURCART. — *La situation actuelle des sociétés alsaciennes et lorraines*. (*Journal des Sociétés*, avril 1925.)

BOURCART. — *La société à responsabilité limitée* (*Ann. Droit Comm.*, 1925, p. 224.)

BOURCART ET LEROY. — *A propos des sociétés à responsabilité limitée*. (*Journal des Sociétés*, 1925, p. 532 et s.)

BOURCART ET PERCEROU. — *L'introduction en Alsace-Lorraine des lois commerciales françaises* (*Ann. Droit Comm.*, 1920, p. 20 et s.)

Bulletin de la Société d'Etudes législatives, 1927.

Chambre de Commerce de Strasbourg. — *Avis et observations sur le projet de loi relatif aux sociétés à responsabilité limitée*. (*Journal des Sociétés*, 1920, p. 385 et s.)

- CHÉRON. — *La société à responsabilité limitée en droit allemand et français.* (Ann. Droit Comm., 1925, p. 209 et s., p. 299 et s.)
- DEFRÉNOIS. — *Les sociétés à responsabilité limitée.* (Répertoire général du Notariat, 1926.)
- DESBOIS. — *Les apports en nature dans les sociétés à responsabilité limitée.* (Revue critique de législation et de jurisprudence, mai-juin 1929, p. 299 et s.)
- DROUETS. — *La compagnie privée en droit anglais.* (Ann. Droit Comm., 1921, p. 184 et s.)
- DROUETS. — *Rapport présenté au nom de la Commission de la Société d'Etudes législatives chargée d'examiner les modifications à la loi du 7 mars 1925.* (Bulletin de la Société d'Etudes législatives, 1927, p. 235 et s.)
- DUPUICH. — *La société à responsabilité limitée.* (Revue politique et parlementaire du 10 avril 1922.)
- DUPUICH. — *Rapport sur les sociétés à responsabilité limitée à la Commission de la Société d'Etudes législatives.* (Bulletin de la Société d'Etudes législatives, 1921, p. 166 et s.)
- Fédération des Industriels et Commerçants français. — *(Economie Nouvelle, juillet 1920.)*
- FLEURENT. — *Les sociétés à responsabilité limitée.* (Répertoire de droit et de jurisprudence d'Alsace-Lorraine.)
- GARÇON. — *Les sociétés à responsabilité limitée.* (L'Economiste français du 11 août 1923.)
- GARRAUD. — *Le régime pénal des sociétés à responsabilité limitée.* (Semaine Juridique, p. 881.)
- HAMEL. — *Notes parlementaires.* (Revue trimestrielle de Droit civil, 1925, p. 468.)
- JAUFFRET. — *Le droit de souscription dans les sociétés à responsabilité limitée.* (Quotidien juridique des 18 et 19 juin 1928.)
- LAURENT. — *Rapport à la Fédération des Industriels et Commerçants français sur l'abrogation éventuelle ou la modification de la loi du 7 mars 1925.* (Economie Nouvelle, 1927, p. 529.)
- LAURENT. — (Voir Recueil général des Lois, 1925, p. 117.)
- LEPARGNEUR. — *La loi nouvelle sur les sociétés à responsabilité limitée.* (Journal des Sociétés, 1925, p. 257 et 321.)

- LESCOT. — *Le projet de loi tendant à introduire dans la législation française les sociétés à responsabilité limitée.* (*Revue des Sociétés*, 1924, p. 283.)
- MAGNET. — *Les sociétés à responsabilité limitée.* (*Journal des Notaires et des Avocats*, 1925, p. 294.)
- MARQUIS. — *Exposé de la loi relative aux Private Companies du droit anglais.* (*Revue des Sociétés*, 1925, p. 405.)
- MICHEL (Raymond). — *Commentaire pratique de la loi de 1925.* (*Recueil Juridique des Sociétés*, 1925, p. 81.)
- NIBOYET. — *Le régime des sociétés en Alsace-Lorraine à partir du 1^{er} janvier 1925.* (*Revue des Sociétés*, 1924, p. 331.)
- NICOLAY. — *Les sociétés à responsabilité limitée.* (*Gazette des Sociétés*, 1925, p. 155.)
- PERCEROU. — *La société à responsabilité limitée.* (*Annales de Droit commercial*, 1925, p. 91 et s.)
- PIC. — *Définition et caractères spécifiques de la société à responsabilité limitée.* (*Revue des Sociétés*, 1925, p. 393 et s.)
- PIC ET BARATIN. — *De la part sociale dans les sociétés à responsabilité limitée.* (*Revue des Sociétés*, 1926, p. 113 et s., p. 170 et s.)
- PIC ET BARATIN. — *Des sociétés à responsabilité limitée.* (*Revue des Sociétés*, 1925, p. 137 et s.)
- PIOT. — *Des sociétés à responsabilité limitée.* (*Journal des Notaires et des Avocats*, 1925, p. 390.)
- PRIOU. — *La société à responsabilité limitée en droit allemand.* (*Revue des Sociétés*, 1928, p. 257 et s.)
- PRUDHOMME. — *La société à responsabilité limitée.* (*Revue du Notariat*, 30 avril et 15 mai 1919.)
- SOLUS. — *Les reviseurs.* (*Ann. Droit comm.*, 1923, p. 309 et s., 1924, p. 34 et s.)
- A. TROULLIER ET CH. D'AYGURANDE. — *A propos des sociétés à responsabilité limitée.* (Extrait de *l'Economie Nouvelle*, n° de décembre 1927.)
- TRYSTRAM. — *Considérations sur la loi du 7 mars 1925.* (*Gazette des Sociétés*, 1926, p. 61.)
- VALERY. — *Des mesures de précaution à prendre dans les rapports avec les sociétés à responsabilité limitée.* (*Revue des Sociétés*, 1926, p. 213 et s.)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
Des apports en général. Définition et classification.....	13
PREMIÈRE PARTIE : DES APPORTS EN NUMÉRAIRE	
CHAPITRE PREMIER : <i>Libération des apports en numéraire</i>	19
<i>Section I.</i> — Le problème qui se pose et les solutions qu'il comporte	20
§ 1. Le projet de loi du 16 mars 1920	21
§ 2. La solution de la loi allemande du 20 avril 1892....	23
§ 3. La loi du 7 mars 1925. — Ses avantages et ses inconvénients	23
<i>Section II.</i> — Etude détaillée du système de la loi du 7 mars 1925	30
§ 1. Qui doit effectuer la libération intégrale ?.....	30
§ 2. Entre les mains de qui seront effectués les versements ?	31
§ 3. Comment s'effectue le versement libératoire ?....	32
§ 4. A quel moment doit-il intervenir ?	34
§ 5. Pendant combien de temps doit-il être maintenu ?.	34
§ 6. Comment s'effectue le retrait des fonds versés pour la souscription ?	35
CHAPITRE II : <i>De la capacité nécessaire à l'apporteur en numéraire.</i>	37
<i>Section</i> — Recherche d'un principe directeur.....	38
§ La capacité de devenir commerçant est-elle nécessaire ?	38
§ 2. La capacité de s'obliger est-elle requise ?.....	40
<i>Section II.</i> — Applications pratiques aux divers incapables	43
§ 1. Le mineur non émancipé.....	44
§ 2. L'interdit	45

§ 3. Le mineur émancipé.....	45
§ 4. Le prodigue ou faible d'esprit.....	46
§ 5. Le père administrateur légal.....	46
§ 6. La femme mariée.....	47
§ 7. Les sociétés entre époux.....	50
§ 8. Questions diverses.....	55

DEUXIÈME PARTIE : DES APPORTS EN NATURE

CHAPITRE PREMIER : <i>De la libération intégrale des apports en nature</i>	67
Section I. — Des apports en propriété.....	69
Section II. — Des apports en jouissance.....	71
Section III. — Des apports de travaux et démarches et des apports d'industrie.....	74
Section IV. — Des apports de choses futures et des apports successifs.....	78
CHAPITRE II : <i>De l'évaluation des apports en nature</i>	80
Section I. — Le système de la loi du 24 juillet 1867.....	83
Section II. — Systèmes proposés. — Les reviseurs.....	86
§ 1. Le projet de loi du 16 mars 1920.....	86
§ 2. Le système des reviseurs.....	87
Section III. — Le système de la loi du 7 mars 1925.....	90
La responsabilité solidaire de l'art. 8.....	92
§ 1. Conditions de la responsabilité.....	94
§ 2. Personnes responsables.....	100
§ 3. Qui possède l'exercice de l'action en responsabilité ?.....	104
§ 4. Etendue de la responsabilité.....	105
§ 5. Solidarité.....	107
§ 6. Extinction de l'action en responsabilité. Prescription.....	109
§ 7. Examen critique de l'art. 8.....	111
CHAPITRE III : <i>De la capacité nécessaire en cas d'apports en nature</i>	117
Section I. — Rappel des principes.....	117
Section II. — Apport par le mineur non émancipé d'un immeuble.....	119
Section III. — Apport de l'interdit.....	122
Section IV. — Apport de la femme mariée.....	122
Conclusion.....	124
CHAPITRE IV : <i>Des apports mixtes</i>	125

TROISIÈME PARTIE :

SANCTIONS DES FORMALITÉS DE CONSTITUTION DES APPORTS.

CHAPITRE PREMIER : <i>Nullité de la Société.</i>	129
<i>Section I.</i> — Quelles sont les causes de la nullité.....	130
<i>Section II.</i> — Qui peut invoquer la nullité ? A qui peut-elle être opposée ?	131
<i>Section III.</i> — Caractères de la nullité. — Prescription.....	133
<i>Section IV.</i> — Effet de la réparation du vice de constitution	134
<i>Section V.</i> — Effets de la nullité.....	137
CHAPITRE II : <i>La responsabilité pécuniaire des associés originaires et des premiers gérants.</i>	140
<i>Section I.</i> — Conditions de la responsabilité.....	141
<i>Section II.</i> — Qui peut intenter l'action ?	142
<i>Section III.</i> — Personnes responsables.....	143
§ 1. Les associés.....	143
§ 2. Les premiers gérants.....	147
§ 3. Les fondateurs.....	149
<i>Section IV.</i> — Etendue de la responsabilité. — Solidarité..	150
<i>Section V.</i> — Prescription de l'action en responsabilité....	152
<i>Section VI.</i> — Effet de la réparation du vice de constitution	153
CHAPITRE III : <i>Sanctions pénales.</i>	155
<i>Section I.</i> — Fausse déclaration de répartition et de libération des apports	156
§ 1. Eléments constitutifs au délit.....	156
§ 2. Personnes punissables.....	157
<i>Section II.</i> — Majoration frauduleuse des apports en nature	159
§ 1. Eléments constitutifs du délit.....	159
§ 2. Personnes punissables.....	162
§ 3. Peines applicables	162
Conclusion	164
Bibliographie	167

Paris. — Imprimerie CHANTENAY, 4-11-29
